



Institut Paul Bouchet

Château de Goutelas – 277, route de Goutelas – 42130 Marcoux
Association déclarée en Préfecture le 25 juin 2019 sous le n° W751252888
J.O. 29 juin 2019

« PAUL BOUCHET ET L'UTOPIE ÉTUDIANTE » - SESSION N°2- 29 FÉVRIER 2024

INTERNATIONALES ET INTERNATIONALISMES ÉTUDIANTS

DOSSIER

p 2 Note introductive R.M.

p 3 Paul Bouchet, « Lyon – Paris – Prague – Genève – Lyon », *Étudiant-e-s du monde en mouvements : migrations, cosmopolitismes et internationales étudiantes*, (Robi Morder et Caroline Rolland-Diamond coord), Paris, Syllepse, collection Germe, 2012.

p 6 Paul Bouchet : « Charte de Grenoble et Guerre d'Algérie », colloque AAUNEF « l'UNEF et la guerre d'Algérie », octobre 2012.

p 16 Robi Morder, « Internationalismes et internationales étudiantes » *Étudiant-e-s du monde en mouvements : migrations, cosmopolitismes et internationales étudiantes*, (Robi Morder et Caroline Rolland-Diamond coord), Paris, Syllepse, collection Germe, 2012.

p 33 Frédéric Genevée et Guillaume Hoibien, « L'inter de l'UNEF » (extraits sur « l'importance de l'inter dans les deux UNEF ») dans *Histoire de l'UNEF (1971-2001) : du « Renouveau » à la « réunification »*, Paris, Arcane 17/Syllepse, collection Germe, 2024 ;

p 41 Alain Monchablon « novembre 1919-2019: 100e anniversaire de la création de la CIE » sur le site du Germe

p 45 Iran : « Femme, vie, liberté : un mouvement qui vient de loin » ; «Iran : le silence des organisations étudiantes françaises » (1 et 2)

p 49 Ukraine ! « 1^{er} mai 2023 : les étudiants ukrainiens lancent un appel aux étudiants de France »

p 50 Algérie : Robi Morder, "Les relations UNEF/UGEMA. Entre internationalisme et diplomatie", dossier "mouvements étudiants et guerre d'Algérie", *Cahiers du Germe* n° 30, 2012/2013;

p 61 « Il y a 75 ans, le 17 novembre 1945, le congrès mondial des étudiants à Prague » (site du Germe – novembre 2020)

Quelques liens :

Didier Fischer L'Unef et l'Union internationale des étudiants (1945-1965) [Matériaux pour l'histoire de notre temps 2007/2 \(N° 86\)](#), pages 84 à 105

Robi Morder L'Unef et le conflit du Proche-Orient, 1967-1970 : positionnements internationaux et contraintes syndicales Dans [Matériaux pour l'histoire de notre temps 2009/4 \(N° 96\)](#), pages 49 à 58

Stéphane Merceron, Année trente, l'Unef à la tête de la Confédération internationale des étudiants Dans [Matériaux pour l'histoire de notre temps 2007/2 \(N° 86\)](#), pages 73 à 83

ELEMENTS POUR INTRODUIRE LA SEANCE Robi Morder



Prague, 1946. De gauche à droite, Paul Bouchet, Pierre Trouvar (président de l'UNEF), Tom Madden.

Dans *Mes sept utopies*, Paul Bouchet – après sa première utopie, la résistance comme amalgame, mêle dans un même chapitre sa deuxième utopie, la fraternité étudiante internationale, le syndicalisme étudiant français avec la charte de Grenoble et l'internationale. « Paul Bouchet fait partie de la délégation française qui prépare la naissance de l'Union Internationale des Etudiants à Prague. Sans attirance pour le communisme, il rêve d'un rassemblement fraternel international, écartant, comme en France, les impasses du corporatisme et du mini-parlementarisme politique étudiants, au profit d'une conception syndicale. Les déceptions viendront bientôt, mais le « roi sans couronne » de l'UNEF (il a refusé de siéger au bureau national de celle-ci) se fait commis-voyageur du mouvement étudiant, de Chicago où il assiste à la naissance de la National Students Association, à Bombay en passant par Belgrade et Sofia. L'esprit de fraternité suscite aussi une option anticolonialiste précoce, dont la suite appartient à la carrière d'avocat » (note de lecture par Alain Monchablon dans *Les Cahiers du Germe*).

Paul Bouchet, et après lui l'UNEF, face aux tensions internationales et à la guerre froide qui voient la séparation UIE/CIE, tentent de constituer un « pont entre les deux rives » (intitulé du séminaire spécial avec Tom Madden, ancien SG de l'UIE, et Paul Bouchet en octobre 2013 qu'on mettra en ligne sur Youtube)..

L'activité internationale est à la fois une activité corporative (échange d'informations, de services, examen et suggestion de politiques éducatives continentales ou internationales) et aussi le révélateur de divergences et d'enjeux plus politiques. La première CIE fondée en 1919, l'UIE après 1945/1946 coopèrent avec les institutions internationales (SDN, ONU, UNESCO, UE).

Mais, sauf exceptions, dans les organisations étudiantes les questions internationales sont peu discutées chez les adhérents, laissées à des « spécialistes » et aux instances nationales quand des questions doivent être résolues. Il en va autrement s'il y a des enjeux nationaux (ex : guerre d'Algérie où la division majos/minos était lisible sur cette question plus que sur les questions corporatives, sécurité sociale, allocation d'études, etc.). En cas de pluralité d'organisations, la différenciation peut aussi se faire sur l'internationale 'ex : UNEF ID et le soutien à Solidarnosc en Pologne (années 1980), puis le « train pour la démocratie » après la chute du mur de Berlin, et l'UNEF « re » ou « se » et la campagne Afrique du Sud/libération de Mandela...

Il y a des thèmes qui sont aussi porteurs pour une masse importante d'étudiants, comme ce fut le cas pour l'opposition à la guerre du Vietnam et, plus actuelle, la guerre à Gaza. En revanche, comment expliquer la difficulté à mobiliser, ne serait-ce qu'à sensibiliser les étudiants (et les militants) sur l'Ukraine, au-delà de l'accueil humanitaire et d'aide à l'inscription des individus, ou sur l'Iran (dans ce dernier cas, la place des étudiantes iraniennes et la répression dans les universités y est très importante).

Quels liens avec les associations d'étudiants étrangers en France, en terme de double appartenance pour les individus (on adhère à la fois à l'association française, et à l'association nationale) et de relations inter-organisations ?

Enfin, comment se concrétise la coopération entre organisations étudiantes ? Il semble ne plus y avoir d'union internationale, mais des organisations continentales, du moins en Europe (ESU) ? Avec le problème subsidiaire d'adhésion en France à l'ESU de plusieurs organisations au vu du paysage de la représentation étudiante dans ce pays. Et s'il y a des relations ESU/UE, qu'en est-il de l'ONU, l'UNESCO, etc. ?

Paul Bouchet : Charte de Grenoble et guerre d'Algérie

On a parlé d'héritage, je ne sais pas s'il faut accepter cet héritage de la lutte contre la guerre d'Algérie sous bénéfice d'inventaire ou pas. Alors je reprends ce que nous avons voulu faire quand nous avons mis au point la charte tout de suite au sortir de la guerre, incarnant de façon qu'on a jugé lyrique notre façon d'être, c'est à dire de combattre. Et au bout on a énuméré à l'intérieur d'un texte beaucoup plus large qui s'appelait « réforme de l'UNEF et des AG », au milieu, cette définition : "Jeunes travailleurs intellectuels".

Mon commentaire fera référence d'abord à une phrase du préambule, puis à la dernière phrase de la déclaration pour voir ce qui s'est passé et ce qu'on peut en juger par comparaison. En tête du préambule il y a évidemment l'hommage à nos morts, « fidèles au souvenir de ceux qui sont tombés pour la liberté ». C'est pour la liberté. A l'entrée de l'AG de Lyon il avait « aux 300 étudiants morts pour l'honneur étudiant », vous entendez ; l'honneur étudiant ; « la patrie française et la liberté du monde ». On va parler bientôt de quelques Algériens qui ont payé de leur sang, plus que beaucoup de Français, la libération de la patrie et la liberté du monde.

J'ai entendu tout à l'heure dénigrer le terme avant-garde. Or, je crois qu'il faut une avant-garde pour faire avancer l'histoire, car il y a toujours des arrières-gardes, et Dieu sait qu'elles sont pesantes. Lourde est la pâte humaine pour qui veut agir. Alors souffrez qu'il y ait des gens qui veuillent qu'il y ait une avant-garde et je souhaite, en t'entendant (toi, le président de l'UNEF) que tu te donnes ce rôle d'avant-garde. La charte de Grenoble dit que ce qu'on va énumérer c'est pour que l'UNEF se place à l'avant-garde de la jeunesse française à l'heure où elle était à la plus haute conscience de sa mission. On choisit les plus belles périodes évidemment, on n'était pas fiers de ce qu'avait fait une partie de l'UNEF pendant la guerre. Elle n'avait pas collaboré, mais elle n'avait pas été à l'avant-garde. Pour la charte du Conseil national de la Résistance, il y avait les grands syndicats ouvriers mais il n'y avait pas l'UNEF. C'est ce que nous voulions dire. Donc je maintiens et je souhaite que le terme d'avant-garde soit conservé et qu'on en fasse un instrument de combat. Ne me parlez pas d'une démocratie unanime en permanence, je ne l'ai jamais rencontrée, et je n'ai jamais vu le progrès social, culturel et humain se faire par cette voie là.

Donc, est-ce que l'UNEF a été l'avant-garde dans la guerre d'Algérie ? Oui, à sa façon, sans forcer les mots exagérément, elle a été à l'avant-garde de la jeunesse française. La jeunesse française, c'est un grand mot, de toute façon la jeunesse n'est qu'une étape. On peut parler aussi de la crise des divers mouvements de jeunesse, la crise de l'UEC après la crise de l'UJRF, on peut parler de la crise de l'ACJF... Heureusement qu'il y a eu l'UNEF pour éviter à la sortie de la guerre qu'il y ait un petit parlement étudiant qui aurait vécu sous les lambris du résistencialisme. On n'a pas voulu que l'UNEF soit cela, on a voulu l'orienter vers des combats nouveaux, vers un rôle nouveau. En étant une avant-garde, je le maintiens. Et je pense que pendant la guerre d'Algérie l'UNEF a été une avant-garde. Moi-même j'étais jeune avocat, avocat de syndicats aussi. Je rentrais d'Algérie, à la demande de certains syndicalistes qui étaient effrayés du retard civique d'une grande partie de la classe ouvrière et des dirigeants syndicaux sur le problème du colonialisme. Il est vrai que la référence à l'UNEF était une référence positive, la jeunesse là jouait son rôle. Mais il faut bien voir ce qui différenciait l'étudiant « jeune travailleur intellectuel » d'autres parties de la jeunesse. Il avait été envisagé au départ, non pas qu'il y ait l'UNEF mais une section de la jeunesse de la CGT. Cette idée était portée à la Libération par certains qui pensaient que l'UNEF était discréditée. On ne l'a pas voulu. On a voulu un mouvement, autonome, on peut employer, si vous voulez, le mot indépendant, mais c'est un mot très ambigu - on est toujours indépendant dans l'interdépendance. Il est clair que l'on voulait un mouvement qui affirme le rôle particulier, singulier, exceptionnel, irremplaçable, ne pouvant pas être délégué, ni même partagé. On tenait à ce qu'il y ait un rôle particulier, un rôle à partager néanmoins avec l'ensemble des intellectuels, et là on touche à la limite de notre discours d'aujourd'hui. Qu'est-ce qu'on demandait à l'intellectuel ? On demandait pour lui un droit : la liberté de recherche, liberté d'expression bien sûr ; mais le devoir de rechercher, de défendre et de propager la vérité.

Rechercher la vérité et dégager le sens de l'histoire. Je peux vous assurer que ceux qui rédigeaient la charte de Grenoble avaient entre eux des vues très différentes, on ne lisait pas Marx de la même façon,

mais on écoutait... On n'était pas enfermés dans une conception étroite. En revanche il était clair pour nous qu'il y a un devoir des intellectuels, un devoir historique qui passe par le mot vérité. Quelle était la vérité historique sur le colonialisme en général et sur l'Algérie en particulier? Alors là, l'UNEF avait un gros retard, elle l'a partiellement comblé, pas totalement. Quand j'entends François Borella, je comprends sa nostalgie, et je sais le prix qu'il a payé pour que l'Algérie nouvelle trahisse moins les idéaux vécus de part et d'autre, mais pour ma part j'ai une vision plus dynamique de l'histoire, je crois à des processus plus qu'à des concepts figés. Sur ce terrain là il est clair que l'UNEF avait à rattraper toute une histoire.

Le colonialisme, ce n'est pas seulement l'affaire de je ne sais quelle oppression capitaliste, ou militaire, etc. Le colonialisme, c'était les trois M - en gros, je simplifie - d'abord les militaires, la conquête, pour l'Algérie en tous cas c'était cela : le débarquement à Sidi Feruch ; ensuite les missionnaires, laïcs (instituteurs) ou religieux ; et enfin les marchés: la bataille du Sahara était aussi une bataille économique que je sache. Le colonialisme ce n'est pas simplement une question de morale civique générale, pour moi le colonialisme c'est ce qui perdurait parce que la République continuait à l'enseigner massivement. Qu'est-ce qui a manqué? Il a manqué réellement une connaissance civique, la vérité historique qu'il était du devoir des intellectuels de faire connaître à temps, pas seulement la protestation morale. La vérité historique c'est quoi sur l'Algérie? Je court-circuite tout de suite, parce que l'on aurait pu parler de la guerre d'Indochine ; l'UNEF a sauvé l'essentiel le 21 février, quant on appelait « Ho Chi Minh » le président de l'UNEF de l'époque. Il y avait peu de gens qui voyaient clair sur la guerre d'Indochine. Revenons à l'Algérie. L'Algérie, j'y étais il y a quelques semaines, je suis allé m'incliner sur la tombe d'Abd el-Kader. Abd el-Kader... La République enseignait quoi? Elle enseigne quoi sur la conquête de l'Algérie? C'est la base de la formation des syndicalistes ouvriers, des syndicalistes paysans, des parents, des intellectuels que nous étions. Qu'est-ce qui était enseigné? La prise de la smala. C'était relativement chevaleresque, et puis c'est tout. Or, pour le reste, c'était un pays, dont l'économie avait été bouleversée. On allait lui apporter des vignobles avec M. Bourgeaud, on allait lui piquer son alfa avec M. Bachette malgré deux avis du Conseil d'Etat. Tout cela n'apparaissait pas dans la bataille contre le colonialisme. Non, puisqu'il y avait aussi beaucoup d'Alsaciens-Lorrains qui s'étaient réfugiés en Algérie, beaucoup d'anciens Espagnols, beaucoup d'Européens.... Est-ce que cela

doit masquer le problème du colonialisme et de la conquête elle-même? Abd el-Kader, avait été enterré à Damas. Il a été rapatrié à la demande de l'Algérie, je trouve que c'est un très beau symbole.

Qui était Abd el-Kader? Il y a des moments où des gens se reconnaissent individuellement et collectivement dans quelque chose, pas dans le vide. Abd el-Kader était un personnage religieux de haut niveau, un émir, qui a écrit des ouvrages spirituels que je conseille à tous ceux qui ont du vague à l'âme, c'était un Soufi. C'est un personnage dont Bugeaud dit dans ses lettres - c'est cela qu'on ferait bien de rappeler - que c'était un génie. C'est un homme que nous décorerons quand même de la grand-croix de la Légion d'honneur. Pourquoi? Parce qu'exilé à Damas, il sauve des milliers d'occidentaux, et notamment des chrétiens de la barbarie fanatique, y compris des fanatiques qui s'appelaient musulmans, mais les fanatiques se ressemblent tous quelque soient les épithètes. Voilà qui est Abd el-Kader. C'était un personnage. Napoléon III lui-même avait rêvé de faire un royaume arabe autour de la personnalité d'Abd el-Kader. La République, elle, célébrait sa propre mission civilisatrice. Oui, il y a là une lacune historique que notre génération n'a pas comblée assez vite.

Moi en 1946, j'étais à Prague. On créait une union internationale des étudiants, dans un monde nouveau, avec des pays nouveaux. L'Algérie, elle était où. Dans l'UNEF? Oui, avec l'AGE d'Alger, mais en même temps les Algériens étaient présents à Prague, comme l'étaient les Indochinois, en parallèle. Moi, ancien résistant français je trouvais ça très bien, d'autres pas du tout. Et qui représentait l'Algérie? Mohammed Yazid, le futur ministre des Affaires étrangères du GPRA, croix de guerre. Il n'y en avait pas beaucoup qui la portaient dans les rangs de la délégation française. Vous savez très bien que dans les forces françaises libres qui ont libéré notre pays, il y a 18% seulement des FFL qui sont originaires de métropole. Alors les autres ils viennent d'où? Il y a aussi des « pieds-noirs », mais l'immense majorité dans l'armée d'Afrique, ce sont ceux-là à qui la paix retrouvée on donne simplement une place « au sein de l'union française ». Il ne faut pas aller plus loin... C'était jouable, on aurait pu mais quelle tardivité. En 1946 je représente l'UNEF à Prague, on est là quand il monte à la tribune le représentant de l'Algérie. Pour la première fois j'entends parler de Sétif. Je n'y crois pas, je n'en crois pas mes oreilles. Il cite des chiffres, 80 000 morts! Des historiens parlent de 10 000. Mais à soi-seul Sétif c'est le reniement de la lutte pour la liberté que nous avons voulue. Il n'y a pas que la torture. Bien sur que la torture pour les gens qui avaient vécu

l'occupation, c'était affreux. pour ceux qui avaient été torturés par la Gestapo, c'était affreux. Mais il n'y a pas que la torture, il y avait le colonialisme. Le colonialisme lui-même était une atteinte profonde, irrémédiable à ceux qui, au moins autant que les jeunes Français, avaient lutté pour la liberté.

La répression de Sétif est pour moi une tâche ineffaçable. Je terminerai par l'autre bout, cela vous paraîtra anecdotique, cela ne l'est pas. Je serai avocat pendant 40 ans, je sauverai de la mort beaucoup de ceux qui ont essayé d'être les dirigeants de l'Algérie nouvelle. J'en ai arraché dix-neuf comme cela à Tlemcen.

Ben Bella est mort il n'y a pas longtemps. Je ne passe pas sur l'histoire interne de l'Algérie, je ne passe pas sur cette histoire qu'à bien connue François Borella. Mais je me souviens de cette longue nuit où j'ai rencontré Ben Bella qui, après avoir été arrêté contrairement à toutes les règles internationales, était interné au château de Turquant, où il pouvait recevoir des visites. On a parlé de quoi? De la réforme agraire, de l'Islam. L'Algérie nouvelle retrouvait sa trace, celle d'Abd el-Kader. Il est vrai qu'il fallait mettre fin à ces conceptions colonialistes de l'histoire algérienne. Ahmed Ben Bella lui-même, vous le savez, je le rappelle chaque fois, parce que je ne l'ai trouvé que très rarement dans la presse, il avait combattu à Monte Cassino et était un des adjudants les plus décorés de l'armée française. Quatre citations, décoré par De Gaulle lui-même à Rome. Quand il est mort, on n'aurait pu rappeler que si cet homme est devenu un des chefs de l'insurrection du

1er novembre 1954, c'est que Sétif c'était peu de temps avant... Il s'est battu pour nous. Quelle partie de la jeunesse française s'était engagée dans les FFL ou dans la résistance? Une minorité. Je le redis, ne méprisez pas le terme d'avant-garde, et ne faites pas de morale facile après-coup. Pas plus pour nous que pour l'Algérie. L'Algérie vit des soubresauts à l'heure actuelle, c'est vrai. Mais l'Algérie est une terre exemplaire par son histoire. Si les noms que je viens de citer, Abd el-Kader et Ben Bella, ne sont pas des exemples d'hommes politiques respectables, j'aimerais bien en trouver beaucoup de semblables dans la longue listes des ministres français.

Donc, là, ma génération : oui l'UNEF a été à l'avant-garde de la jeunesse française là dessus. En revanche, notre génération, comme celle qui a suivi, n'a pas su contrebalancer à temps une certaine vision républicaine dans la tradition de Jules Ferry. L'histoire coloniale de la France méritait une mise au point qui n'a pas été faite en temps utile. Après on peut parler de collaboration avec l'UGEMA, cela s'inscrit dans une vision plus large. N'oubliez pas que dans la charte de Grenoble il y a surtout ce « devoir d'intellectuel » quoiqu'il en coûte, de faire apparaître la vérité historique. Sur l'Algérie, nous n'avons pas été au niveau de la vérité historique, j'espère l'avoir rappelé suffisamment. Si d'autres expériences se présentent, et il y en aura toujours dans l'histoire humaine, tâchons de combler les lacunes tant qu'il est encore temps.



1De gauche à droite, Pierre Rostini, Paul Bouchet, Tom Madden. Retrouvailles de 2002 olus d'un demi-siècle après la création de l'UIE

LYON-PARIS-PRAGUE-GENÈVE-LYON

Paul Bouchet

Ce que je peux dire personnellement, c'est en faisant attention car il y a la mémoire et il y a les documents. J'ai devant moi un document de 1946 et je me base sur deux articles que j'ai sous les yeux et dont je suis signataire. « Vers une coopération étudiante internationale » : j'y raconte ce que nous pensons nous de la réunion de Londres de la FMJD où l'on décide de ne pas recréer la CIE. C'est en toutes lettres dans les notes manuscrites de Villequiez, la vice-présidente. On ne veut plus de la CIE. C'est ce que nous pensons au congrès constitutif de 1946 auquel j'étais présent après avoir été présent aux CPI (sauf le premier) puisque je remplaçais Villedieu. Il y a aussi un autre article, « les jeunesses d'Europe centrale », qui relate notre vision du monde post-Yalta¹.

L'UNEF après la conférence de Londres

La première chose que je peux dire, c'est que si nous, les gens de l'UNEF du départ, ceux de la charte de Grenoble, étions – comme je l'ai dit souvent – lyriques, nous n'étions absolument pas aveuglés à la différence d'autres. Et ce n'est pas une façon de se justifier après-coup. Encore une fois, je me base sur des écrits. Que nous ayons été minoritaires, alors que dans les apparences ce n'était pas si évident, pas la moindre illusion. Je vous lis un passage sur ce qui s'était passé à Londres, car il y avait déjà la querelle. À la suite de la réunion de Londres, ce sont les gens de la JEC, sous la signature de Simonnet, qui ont protesté très violemment en disant « c'est noyauté ». Il y a eu un article et un long débat à l'UNEF où on a repointé les participants.

« Je n'étais pas à la conférence de Londres. Je me bornerai donc à rapporter les opinions des différentes catégories de participants. Un fait s'impose :

1. Ces deux articles ont été publiés dans *Lyon 46*, journal de l'AGE de Lyon.

c'est la prédominance de l'influence marxiste au sein de la conférence qui s'est manifestée concrètement par l'élection à la présidence de la Fédération d'un jeune député communiste français, Guy de Boisson.» Ce n'était pas un sous-marin, il était député. Il avait été étudiant en droit à Lyon en 1943. « Par suite, la nouvelle fédération recueille la sympathie naturelle des organisations d'inspiration marxiste, alors que les éléments catholiques se tiennent nettement sur la réserve, voir en particulier un article de Maurice-René Simonnet dans *Les Cahiers de notre jeunesse*². Et pour nous qui voulons ici non pas juger mais constater, le seul problème est le suivant. Le congrès était-il vraiment représentatif? Autrement dit, à quoi tient cette prédominance? Il n'apparaît pas qu'elle ait vraiment pour cause des truquages dans la composition des délégations. Certains chiffres donnés à cet égard par l'article de Simonnet sont manifestement inexacts. À la réflexion on s'aperçoit que cette situation ne fait que traduire l'immense poussée marxiste, plus spécialement communiste, accomplie sur tout le globe dans la jeunesse, à la faveur des années de souffrance et de guerre. Des millions de tués soviétiques, des centaines de milliers d'Asiatiques chinois³ ou indiens, sur notre continent même la majorité de la jeunesse yougoslave et dans toute l'Europe centrale un secteur de l'opinion en moyenne du quart ou du tiers ».

Les premières élections donnent 40% aux communistes à Prague, alors que nous, on donnait le tiers ou le quart en France. On était des bons évaluateurs... « Dans notre pays même, où l'on connaît l'importance prise par le PCF, ses 350 000 adhérents de l'UJRF, il est facile de comprendre qu'en face de ces masses disciplinées et dynamiques, et pour la première fois regroupées, certains aient pensé que toute influence d'une minorité est impossible. De notre point de vue, une chose reste claire: si l'on veut que la FMJD soit représentative de tous, le seul moyen est d'y être présent proportionnellement à son importance ». C'est la doctrine UNEF, nous nous battons pour notre importance et pour les étudiants il n'y aura que nous seuls. « C'est pourquoi l'Union nationale des étudiants, de même que les Scouts de France⁴, a décidé d'adhérer à la Fédération et plus que Londres c'est Prague qui mérite d'être reconnue des

2. Maurice-René Simonnet est un dirigeant de la JEC.

3. À Londres au début, les Chinois, c'est le Kuomintang de Tchang Gai Tchek. Il y a un protestant qui vient en séance et qui dit, tout ça est en train de basculer, la Chine change, il y a un monsieur qui s'appelle Mao – c'est la première fois que j'entends ce nom – qui sera bientôt à Pékin.

4. À l'époque les scouts avaient la même position que l'UNEF.

étudiants [...] au coeur de cette Europe qui se débarrasse avec peine du reste du mensonge, renaît aujourd'hui un petit pays [...] la vérité vaincra. »

Il faut dire qu'on s'est beaucoup servi de cela, y compris à Prague. On rappelle deux critiques importantes à propos du congrès: « La première a trait au caractère représentatif de certaines délégations nationales. Parmi les cinquante et un membres théoriques de la délégation française, trop de touristes, de membres de l'association France-Tchécoslovaquie, ou d'amis du ministère pour quinze membres seulement de l'UNEF. Cependant quelques représentants d'organismes étudiants de type non syndical de type UJRF ou confessionnel. » L'UJRF est représentée par François De Lescure et Joseph Roger. De Lescure n'est pas n'importe qui, c'est lui qui a sauvé l'honneur de l'UNEF le 11 novembre 1940 en tirant sur les ronéos de l'UNEF l'appel à la manifestation patriotique de la marche à l'Étoile. Il est venu, non pas en sous-marin, mais comme communiste affiché. Joseph Roger vient en uniforme de colonel FFI, et avec le prestige que lui a valu sa participation à la libération de Paris. Leur rayonnement n'est pas usurpé. Ce sont des gens qui ont joué un rôle qu'évidemment les Villedieu et autres n'avaient pas joué. C'est bien le problème. Quand Emmanuel Villedieu aura parlé pendant vingt-cinq minutes en 1945 à Prague, on le laisse parler. Il parle très longuement. Il propose du concret trop tôt, parce que les gens ne veulent pas ça à l'époque, surtout que les délégations qui sont là ne veulent surtout pas que l'on fasse une base représentative avec un système démocratique de vote, comme l'UNEF le demande. À ce moment-là encore dans l'ensemble on est le seul pays à avoir jugé assez lucidement les votes. « Le deuxième reproche porte sur les méthodes de travail mêmes. Toujours des plénières, pas de travail en commission, il est certain que techniquement on ne peut élaborer un projet quel qu'il soit dans la tour de Babel que représente un millier de délégués. Mais il faut comprendre que le congrès (et c'est le sens de la bataille de l'UNEF) ne devait pas être un congrès de travail mais bien plutôt le premier rassemblement des étudiants libérés, débordant d'enthousiasme saluant la fin de la lutte et de l'oppression et commémorant dans une veillée commune les martyrs de Prague et de tous les pays tombés pour la victoire et faisant du 17 novembre une victoire de l'espoir ». Il faut penser ce que représentaient pour les étudiants les Yougoslaves venus à Prague descendant de leurs montagnes et retrouvant 50% de leurs facultés détruites, l'Union Soviétique, ces Chinois, etc. « C'est sans doute l'erreur de certains membres de la délégation française qui n'avaient pas participé eux-mêmes à la lutte de nos maquis et de nos groupes francs, [la différence avec nous], de n'avoir pas compris cet état d'esprit. Déçus qu'ils ont été de n'entendre pas immédiatement parler de questions corporatives. » C'était

indubitablement l'erreur de Villedieu d'avoir parlé trop tôt de cela⁵. Mais nous agissions nous, direction de l'UNEF, pour pouvoir parler le moment venu de ces questions.

Le travail du CPI

Et le moment est venu d'en parler. « Et le congrès lui-même avant de se séparer a laissé à un comité restreint de douze pays le soin de préparer une nouvelle réunion internationale des étudiants. Le travail fut réellement sérieux et efficace. » Je le maintiens tout à fait. « Il fallut d'abord tirer les leçons de l'expérience du congrès précédent, un ensemble de règles minutieuses a donc été élaboré pour que les étudiants de chaque pays aient la meilleure représentation possible quant au nombre et quant au mode de désignation des délégués » – ça c'est la bataille de l'UNEF. « Pour éviter toute perte de temps, il faut préparer le congrès » : c'est le document issu du CPI, composé de trois parties.

La condition étudiante dans l'après-guerre

En premier lieu, « la condition de l'étudiant dans le monde de l'après-guerre », sorte de déclaration des droits et devoirs de l'étudiant, où s'affronteront les idéologies dont le résultat c'est le préambule de la Constitution (déclaration des droits et devoirs qui était presque une copie conforme de la charte de Grenoble). La bataille idéologique s'est traduite sur les majuscules, car nous on parlait de l'Homme avec un grand H, ou des Libertés comme principe fondateur de ce qui paraissait évidemment « idéaliste » aux marxistes, (il n'y a que *des* libertés -au pluriel). On discutait pied à pied. On n'était pas stupides, on connaissait très bien la notion de libertés concrètes développée non seulement par les tenants du marxisme mais, à l'extrême opposé, par les héritiers de la pensée de De Maistre ou de Maurras. Idéologiquement on n'était pas du tout des naïfs. Mais c'est vrai que l'on a fait passer dans la déclaration cette partie.

Une seule union nationale par pays

Puis vient la deuxième partie, « discussion et vote du projet de constitution » où, comme nous le demandions, au bout du compte il ne doit y avoir que des unions nationales. En 1946, nous, on est prêts à jouer le jeu, à la condition qu'il y ait une union nationale qui seule, comme en France, représente les étudiants. C'est comme aux Nations unies où ce sont les États qui sont représentés. Pour

5. Notre légitimité – ce que n'avaient pas compris Villedieu et d'autres – était fondée sur la fidélité à l'esprit de la Résistance. Nous, on s'y référait pour se faire respecter.

nous dans l'UIE, pour chaque État, au moins pour les États démocratiques, il faut une union nationale.

Mais on avait une situation très difficile. Il n'y avait que l'union britannique. Pour les États-Unis, la NSA était encore en formation. Au moment de la constitution de l'UIE il y a la volonté de gens dans de grandes universités américaines d'avoir l'équivalent d'une union nationale. C'est très appuyé notamment par les étudiants noirs qui voient là quelque chose qui peut être utile dans la lutte interne. Mais il y a aussi les anciens combattants de la guerre, il y a ceux qui héritent comme nous de l'esprit de la lutte antifasciste. Tel cet ancien combattant américain de la guerre du Pacifique qui y avait perdu les deux jambes. C'est en 1947 qu'il y a eu le congrès constitutif de la NSA où je suis allé. Nous c'était ce que nous voulions, que l'on constitue partout de vraies unions nationales comme la nôtre. De même, nous mettions progressivement à l'écart les mouvements confessionnels et politiques. Au CPI, Joseph Roger siège encore à côté de nous, dans un esprit d'ailleurs très coopératif. À la fin, quand on arrive au congrès, il est encore là. Mais ensuite, comme représentants élus de la France, il n'y a plus que l'UNEF. S'il y a quelqu'un d'autre, l'UNEF n'y sera pas, c'est notre position. Joseph Roger, comme d'autres – Jacques Vergès par exemple – ira travailler au siège à Prague, mais dans les instances élues, c'est l'UNEF seule. Pierre Trouvat (président de l'UNEF) est vice-président. Il y a eu plus tard à un moment donné la proposition que je prenne la place de Trouvat. Il avait eu un accrochage en séance avec Alexandre Chéliépine. Chéliépine qui le savait lui très affectif avait parlé durement en l'appelant... « Monsieur » Trouvat, et avait tenté cette manœuvre de division⁶. Nous lui avons répondu que l'Union nationale était une et indivisible comme la République.

Les questions concrètes

Enfin, en troisième et dernier lieu, c'est la partie consacrée à l'« examen des questions concrètes. » On avait obtenu des commissions spécialisées comme il en existait chez nous à l'UNEF : droit, médecine, lettres. Ces commissions

6. L'UIE parle beaucoup de l'AG de Lyon. Par exemple, le bulletin d'information de l'UIE de décembre 1947 : « Sur la France, le seul rapport détaillé nous est venu de Lyon. Pour inaugurer la semaine d'entraide, ils préparent une émission d'un quart d'heure à la radio de Lyon, rappelant les activités des étudiants français pendant la guerre contre les occupants nazis. » Dans *Studinfor*, en mai 1948, il y a un compte rendu du congrès de l'UNEF où ils notent que « Trouvat s'est prononcé pour la suite de la collaboration avec l'UIE [...] au cours de la discussion, notre ami Paul Bouchet, délégué de Lyon, a remarqué que le secrétariat de l'UIE avait réagi avec propos et efficacité ». Visiblement il y a un jeu. On sent bien la tentative...

d'études relatives aux principales questions des étudiants se réuniront effectivement. À l'UIE, on avait créé six commissions, échange et voyages, conditions matérielles de vie et santé, sports, coopération intellectuelle, presse et informations universitaires, entraide et secours. Une des questions concrètes c'est l'entraide universitaire internationale.

L'Entraide universitaire internationale

Un des postes qui nous importait beaucoup, pour des raisons très concrètes, c'était l'Entraide universitaire internationale (on avait besoin d'un « plan Marshall » pour la santé étudiante) qui ne regroupait jusqu'alors que *Pax Romana* (catholiques), les protestants et l'Union mondiale des étudiants juifs. L'UIE demande et obtient un poste, et ce poste c'est nous qui l'occupons. C'est moi qui y vais la plupart du temps. Cela avait créé des liens très forts entre l'UNEF et le CPI, puis avec l'exécutif de l'UIE. Venaient très régulièrement à Genève, Grohman, Béréanu. On avait le contact plus que d'autres.

L'Entraide relevait de deux organismes: le WSR (*World Student Relief*) et l'ISS (*International Student Service*). Là, ce n'est pas la mouvance communiste, c'est l'inverse. Ce sont les fonds américains par le biais des organisations d'étudiants juifs, des protestants et des catholiques qui alimentent ces organismes. Évidemment les catholiques américains étaient plus riches que les catholiques des pays européens. Quand il y aura le plan Marshall, il y aura le veto soviétique, mais les fonds américains étaient vus au départ comme quelque chose de naturel. La guerre les avait enrichis, nous, on était appauvris.

Il faut bien voir le concret, et nous, on avait intérêt à y être. On y est. Sur ce terrain-là se fait le partage. Nous voulons faire ce qui nous intéresse – et on nous le laisse – et nous, on espère créer des unions nationales sur la base de la constitution de l'UIE. En ce qui concerne les deux organismes, l'Entraide et le Fonds mondial, c'est moi qui y assurais la représentation de l'UIE. Je suis le seul à être présent à quasiment toutes les réunions et aux travaux de ces organisations, avec par exemple des voyages aux États-Unis, en Inde. Le détail de mon activité continue, jusqu'à ce que je quitte cette fonction à la réunion de Sofia, a fait l'objet de deux rapports qui sont dans les archives que j'ai données à la Cité des mémoires étudiantes⁷. On ne se fait aucune illusion sur ce qui se passera à Prague ou en Union Soviétique mais on pense que dans beaucoup de pays les dés ne sont pas encore jetés. Il faut rappeler qu'à l'époque il y

7. Paul Bouchet à Bernard Béréanu, courriers des 22 mars et 7 septembre 1949, Fonds Paul Bouchet, Cité des mémoires étudiantes, 32 CME, répertoire numérique détaillé réalisé par Marina Marchal.

aura, jusqu'au conseil de Sofia inclus, de sérieux accrochages entre l'UNEF et de fausses unions nationales. Par exemple la représentation des étudiants hollandais à Sofia en 1949 – au moment de la crise yougoslave – était aux mains d'un groupuscule de « compagnons de route » totalement inféodés qui, au mépris de l'évidence, se prétendait représentatif.

Le retour en France

Donc nous, on rentrait en France après le congrès de Prague en 1946 en se disant: « pas d'illusions, nous sommes minoritaires dans le monde tel qu'il est, mais il ne faut pas céder notre place ». On ne peut pas être absents. On faisait ce qu'on voulait. L'héritage de la lutte antifasciste n'est pas pour tout le monde l'apanage des seuls communistes. Nous n'étions absolument pas prêts à laisser notre place et quand Lescure intervenait il ne manquait pas de rappeler qu'il avait fait au titre de l'UNEF des gestes glorieux, et quand Roger était à nos côtés, on disait que nous aussi nous avons pris notre part à la lutte. Quand on a fait la première réunion internationale sportive en 1947 à Lyon, capitale de la Résistance, avec le défilé sur le lieu du supplice de Gilbert Dru, on se présentait, nous, en revendiquant notre propre héritage de la lutte antifasciste. C'est ce qui faisait l'accord, par-delà des discours officiels des uns et des autres, entre nous tous. C'est ce qui rendait le travail possible. Jiri Pelikan peut en dire beaucoup plus que moi, parce qu'il a vécu de l'intérieur ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie et ultérieurement. Mais nous, il y avait toute la partie des trucs officiels et puis ce qu'on apprenait après. Dans les repas... et puis on vous dit: « oui, ce qu'on vous a dit tout à l'heure, vous avez bien compris... Il faut dire ce qu'il faut dire mais en vérité ce n'est pas tout à fait comme ça ». Et souvent dans le climat genevois il y avait des choses qui passaient d'homme à homme loin des discours aux tribunes des congrès où ils étaient très « langue de bois ».

Il ne faut pas tomber dans l'idée qu'il n'y avait pas de communication entre nous. Il y a des gens qui tenaient à être aveuglés. Il y a des gens qui jouent à l'heure actuelle à la critique de cette période et qui n'ont pu être que des aveuglés volontaires. Pour être très clair, les « renégats » du PCF ne me feront pas tous croire qu'ils n'ont rien su de ce qui se passait. Il y a certes des choses que Joël Kotek révèle, qu'on ne savait pas dans le détail, mais on voyait très bien comment les choses se passaient. Un exemple. À Prague, à la fin d'une réunion je reviens dans la salle pour prendre la serviette que j'avais oubliée, et je vois pleurer Jarmila Maršalková, la compagne de Joza Grohman qui se fait « remonter les bretelles » par la déléguée soviétique, Tamara Ierschova, sur le ton du donneur d'ordre, que nous, on n'aurait pas accepté une minute. Cela

m'avait physiquement frappé, de voir comment parlait la représentante soviétique à la représentante tchécoslovaque. C'est clair que pour nous, c'était déjà (sous Benès) un autre univers. Ceci étant, c'est un autre univers à moitié, parce qu'il faut se remettre dans la situation, y compris française, de l'époque. J'insiste beaucoup. Nous, y compris à Lyon comme je l'ai déjà expliqué, l'UNEF était soutenue par tout le monde, y compris des communistes qui avaient été ceux du combat. Mais avant que l'UJRF s'y rallie, il y a eu des périodes très difficiles. Il y a eu des moments où on sentait bien une espèce de pression psychologique qui était propre à ce système d'organisation. Je me souviens très bien quand il avait été proposé d'envoyer une motion de soutien à Maurice Thorez dans une réunion où l'UNEF était invitée, où il y avait les catholiques, tout le monde... On nous demande cela, une motion de soutien à Maurice Thorez. Le climat était très pesant, et les idéalistes, des gens tout à fait non sous-marins, se disaient « après tout... ». Nous, c'était simple : comment pourrions-nous, UNEF, adopter une telle motion, cela n'a pas de sens. En plus, pour nous, Thorez n'était pas l'exemple du résistant resté sur le sol national. On comprenait parfaitement que de Gaulle ait négocié comme il l'avait fait avec Staline pour le retour de Thorez en échange du désarmement des milices patriotiques, mais nous n'acceptons pas que l'on en fasse après coup un grand résistant. Donc, on avait une position qui n'était pas très difficile mais on comprenait la pression psychologique. Alors on se disait à l'Est ça doit être comme cela, en bien plus fort.

Quand Chéliépine arrive au conseil de Paris l'année suivante, on voit immédiatement qu'il a une stature plus grande. À l'époque déjà, il présentait l'image d'un « libéral » au sens très relatif du terme dans le climat de l'époque. Nul ne l'ignore chez les soviétologues, il est considéré comme le numéro 3 à un moment donné. Certains pensaient qu'il allait faire une opération Gorbatchev avant la lettre. Il y a eu cette illusion peut-être⁸.

8. Jean-Paul Delbègue précise que Chéliépine est né en 1918. Il arrive à l'UIE en 1946 à 28 ans, jusqu'en 1953. En 1952, il est secrétaire général du Komsomol et membre du comité central du Parti communiste de l'Union Soviétique (PCUS). En 1954, il est vice-président de la FMJD qu'il quitte en 1958, à 40 ans, pour devenir responsable du bureau politique du PCUS et en décembre 1958 il devient officiellement président du KGB. Jiri Pelikan indique que Chéliépine est devenu ensuite lui aussi victime de l'appareil parce qu'à une certaine époque il a commencé à faire des manœuvres contre Brejnev. Cela a été découvert, il a été éliminé et envoyé dans un village au Nord, complètement isolé. C'est plus tard seulement qu'il a été admis à retourner. Joza Grohman m'a dit qu'il a failli être arrêté puisqu'il avait travaillé sous la direction de Slanski, et c'est Chéliépine qui aurait sauvé sa tête. D'après Joël Kotek, Grohman considérait Chéliépine plutôt comme un libéral. Moshe Lewin en parle dans *Le siècle soviétique*, Paris, Fayard/Le Monde diplomatique, 2003.

L'affaire yougoslave

Rojko Tomovic, qui représente les Yougoslaves, est un des grands noms dans la première phase. Lui, ce n'est pas un sous-marin, au contraire, il a l'auréole d'un compagnon de Tito. Il y a les Soviétiques mais il y a aussi les Yougoslaves. Ils avaient été tout à fait au premier rang dans la constitution de l'UIE. Rojko Tomovic a un rôle essentiel dans ce CPI. Au congrès de Sofia de 1949, il n'est plus là. On se renseigne, et là Grohman, Madden, viennent me dire – en confiance – que ce qu'on dit officiellement est faux. Il y a un immense meeting où on dénonce les Yougoslaves, les « traîtres », etc. en disant « ils n'ont pas voulu venir, ils sabotent ». Ça m'étonne. On se renseigne, on pose la question, et donc Grohman et Madden me disent: « Paul, on est en train de vous mentir, ce qui est dit officiellement est faux ». Il y a eu des arrestations à la frontière. En 1949, on avait bloqué les Yougoslaves à la frontière en leur interdisant de se rendre à la réunion de Sofia. Il est évident que ça annonce ce qui va arriver. Sur l'affaire Tito, quelle est la part de l'aveuglement des gens, qu'ils soient idéalistes, sous-marins, dirigeants, etc. Et c'est ça qui est difficile. Sur la période yougoslave, j'avoue que j'aimerais bien qu'il y ait des documents. D'un côté les dirigeants, Grohman et Madden, m'ont dit que Tomovic avait été arrêté et réembarqué dans le train. Alors ce qui m'a beaucoup frappé, c'est qu'au retour en France même, le Parti communiste épousait sans nuances cette campagne antititiste... Quand on relit un bouquin comme celui de Dominique Desanti, *Masques de Tito et les siens*, cela est attristant. Certes c'était une « commande » mais tout de même, en France il y avait en 1939 eu des députés communistes qui ont refusé le Pacte germano-soviétique. Alors qu'il y ait des intellectuels qui viennent nous dire aujourd'hui qu'ils étaient obligés de faire sur commande, c'est vraiment là que je dis qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Il y a très peu de Français qui ont rompu sur la Yougoslavie⁹.

On ne se fait plus beaucoup d'illusions. C'est pour cela qu'après avoir vécu Sofia, au congrès du Touquet en 1949, on fait venir Grohman. On n'est pas

9. Avant la rupture, quand la Yougoslavie était encore l'exemple, aux premiers rangs de la lutte antifasciste, j'ai fait un compte-rendu dans mon amphi à la fac de droit après la visite de la Yougoslavie. Je parle du maréchal Tito comme d'un combattant prestigieux, en même temps qu'il était évident pour un Français démocrate conséquent qu'il avait entamé un régime dictatorial. Mais ce qui est drôle, c'est que j'ai cru trouver un lien avec les traditions autoritaires car j'avais relevé qu'il y avait dans sa résidence neuf bustes de Napoléon. Certes, les provinces illyriennes avaient été un département français sous l'Empire, mais l'explication me paraissait un peu courte. Les gens de l'UJRF – avec qui j'avais pourtant de très bons rapports – trouvaient que c'était indécent de dire ça, de comparer Tito à Napoléon. C'est pour cela que l'auto-intoxication est un phénomène important.

d'accord sur la façon dont le RPF veut prendre l'UNEF en main¹⁰ sous le prétexte de la lutte anticommuniste pour y instaurer lui-même une inféodation politique. Mais sur l'analyse du monde dans lequel on est à ce moment-là, on voit bien qu'il y a une évolution¹¹. On voit bien que là ce qu'on a espéré en 1946 ne pourra plus se faire, et que notre pari d'une évolution positive se limite désormais aux réalités de la Guerre froide.

10. Didier Fischer, « Entre secret et mémoire : les étudiants gaullistes et leur prise de pouvoir à l'UNEF à la fin des années quarante », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 58, avril-juin 2000.

11. Ce qui serait intéressant, c'est essayer de savoir à quel moment se fait le glissement aux États-Unis, notamment le moment où les représentants étudiants deviennent une pièce dans le jeu politique de la CIA face au Kominform. Moi, je ne suis plus là au début des années 1950. Il faut que des chercheurs le fassent, c'est pour cela que je suis très friand de ces réunions même si on est peu nombreux.

La mutation d'organisations spécifiques d'étudiants en unions nationales ou « syndicats » n'est ni « naturelle » ni linéaire. La comparaison entre plusieurs pays occidentaux à systèmes et structures universitaires proches (enseignement supérieur lié à un système d'enseignement plus global, massification des effectifs) dans un contexte politico-économique lui aussi similaire (économies développées, systèmes plus ou moins démocratiques) nous montre les voies différentes qu'ont pu emprunter les structures étudiantes.

Si sur la base d'une tradition héritée de l'université médiévale une tendance commune existe à l'organisation spécifique d'étudiants ayant vocation à s'occuper de la vie étudiante de manière plus ou moins indépendante des autorités académiques et du corps professoral, rien de moins spontané que la construction d'organisations nationales transcendant les particularismes locaux, ou disciplinaires/professionnels. Ces transformations trouvent leurs racines dans le cadre national et étatique, comme elles se nourrissent également d'influences étrangères favorisées par les traditions d'échanges universitaires :

« Dès la création des premières universités, au Moyen Âge, le milieu étudiant est plurinational. Cependant, avec la Révolution industrielle, le contenu de l'enseignement dispensé se modifie nécessairement dans les pays les plus avancés. Des migrations classiques se produisent alors, qui empruntent les voies classiques : des pays en développement vers les pays développés¹. »

La création d'internationales étudiantes après les deux conflits mondiaux du 20^e siècle a étendu le modèle « union nationale étudiante », avant que l'entrée

1. Claudie Weill, « la question des étrangers : les étudiants russes en Allemagne, 1900-1914 », *Le Mouvement social*, n° 120, juillet-septembre 1982.

dans l'ère de la massification, en transformant les visages et la place des mouvements étudiants, n'ouvre vers de nouvelles formes d'internationalismes.

L'associationnisme étudiant: un phénomène qui se généralise au 19^e siècle

Au tournant des 19^e et 20^e siècles, l'existence d'associations étudiantes est un phénomène assez généralisé qui prend des formes spécifiques en même temps que naît – par la transformation ou la création – un enseignement supérieur moderne. Si les formes et actions des groupements et organisations étudiantes obéissent à des volontés, stratégies et tactiques politiques émanant d'acteurs divers, dont l'État, ils n'en sont pas moins partiellement dépendants de leur cadre d'action. Bien que la référence à l'« Université », tout comme à l'« étudiant », soit commune à l'Europe et à l'Amérique, elle renvoie à des réalités différentes selon les périodes et les pays concernés. L'héritage médiéval a plus ou moins laissé des traces dans ces facultés et universités des 19^e et 20^e siècles où ont pu coexister, parfois jusqu'à aujourd'hui, des traditions anciennes à côté des nouvelles structures et institutions. La caractéristique de la France – ce qui n'est pas sans conséquences sur les formes qui y sont prises par le mouvement étudiant – étant d'avoir détruit la vieille université comme corporation en 1789, ce qui a permis de constituer une nouvelle et uniforme université dans un État centralisé.

De l'université médiévale à l'université moderne

« Dans le latin médiéval, le mot *Universitas* [...] signifie non pas "université" au sens actuel du mot, mais "corporation"²». Un véritable essor donne naissance à plus de quatre-vingts universités en Europe entre 1200 et 1500³. Dans les trente premières années du 13^e siècle sont fondées celles de Bologne, Valence, Oxford, Paris, Modène, Vicence, Naples, Padoue, Cambridge et Toulouse. Organisées en « établissements qui se gouvernent eux-mêmes », ces universités n'obéissent pas à un modèle unique de « communauté de maîtres et élèves ». Dans la moitié nord de l'Europe (Paris, Oxford), les universités « étaient avant tout des associations de maîtres », alors que dans les pays méditerranéens ce sont « avant tout des associations d'étudiants dont les maîtres étaient plus ou moins exclus [...] On trouve cependant quelques traits communs [...] Le premier est leur commune appartenance au mouvement associatif très

2. Léo Moulin, *La vie des étudiants au Moyen Âge*, Paris, Albin Michel 1991, p. 199.

3. Voir Jean Favier, *Encyclopédia Universalis*, « Universités médiévales », 2007.

fort au début du 13^e siècle⁴». Les corps étudiants se donnent des statuts, des représentants élus, s'organisent pour assurer l'entraide mutuelle et réglementer l'exercice autonome de leur activité. À Bologne, les étudiants élisent leur recteur, choisissent et paient les professeurs, « les écoliers régissent matériellement l'université. À Paris, au contraire, les maîtres ont la réalité d'un gouvernement auquel sont associés les écoliers⁵ ». Ces « étudiants » se regroupent par « nations » (au sens de lieu d'origine et non au sens moderne d'État-nation)⁶. Leur mobilité est importante, avec deux courants : l'un même vers Paris, l'autre vers l'Italie⁷.

Les universités modernes, même si elles conservent plus ou moins des traces de l'héritage médiéval, sont en rupture avec ces institutions anciennes :

« Les universités en tant qu'éléments d'un système d'enseignement supérieur d'une part, pourvues d'une relative autonomie d'autre part, sont nées avec les sociétés industrielles, en une période où l'accumulation du capital et l'organisation de la production constituent le moteur du développement économique et social [...], le but visé n'étant plus de transmettre les éléments d'un système de valeurs dominant, mais de participer au progrès [...]. Les universités du 19^e siècle sont des organisations assez complexes, se situant par rapport à d'autres enseignements, avec lesquels elles forment, de façon plus ou moins intégrée, un système [...]. Si l'Université est généralement apparue en premier, sa création a entraîné la définition d'un enseignement secondaire qui s'est progressivement constitué en préalable nécessaire à l'entrée dans l'enseignement supérieur⁸. »

Dans cette période qui va jusqu'à l'entre-deux-guerres, quels visages prennent alors les groupements étudiants dans ces quelques pays que nous prenons comme exemples et comment les voyages d'étudiants, plus largement les échanges universitaires, permettent de relever des traces d'emprunts, influences, adaptations de modèles ?

Italie, modèle médiéval et étatisations

Au cœur du modèle médiéval, « la période napoléonienne a vu une tentative d'alignement sur l'université impériale, ce qui impliquait la suppression de

4. Christophe Charle & Jacques Verger, *Histoire des universités*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », n° 391, 1994, p. 13.

5. Jean Favier, article cité.

6. Léo Moulin, *op. cit.*, chap. 4, « Le rendez-vous des Nations », p. 119-129.

7. Christophe Charle & Jacques Verger, *op. cit.*, p. 21 et 22.

8. Henry Duméry, *Encyclopédia Universalis*, « Université ».

nombreuses petites universités anciennes⁹». La transformation du système universitaire au cours du 19^e siècle coïncide avec la construction de l'État national. La loi Casati de 1859 exclut l'Église, mais ne parvient pas à supprimer les petites universités locales ayant une longue histoire. Il en subsiste un grand nombre – avec parfois l'aide de banques comme à Sienne. Les nouvelles universités d'État sont d'abord créées dans le « désert universitaire » au Sud (deux universités en Sardaigne, trois en Sicile, cinq en Émilie-Romagne alors qu'il n'y en a qu'une en Lombardie)¹⁰. La prédominance des études juridiques mène aux fonctions publiques au détriment des formations modernes liées à l'économie, dans un contexte de chômage intellectuel important. C'est de l'initiative privée que naissent les écoles commerciales et d'ingénieurs. Après les lois Gentile (1923) qui laissent la possibilité d'autonomie à des instituts, des écoles ou facultés, le fascisme avec les lois De Vecchi (1935) pousse à une centralisation accrue dans tous les domaines¹¹. Il professionnalise les universités pour « rééquilibrer le rapport entre l'école et le marché du travail¹² », alors que « la population étudiante se trouve sensiblement modifiée dans son nombre et son recrutement social¹³ ». Mais ces réformes provoquent réticences et résistances chez les enseignants ou étudiants attachés à la tradition plus « intellectuelle » de l'université.

Puisant dans des traditions étudiantes, amicalistes et « corporatives » mais aussi dans les pratiques de secret et de clandestinité forgées dans la lutte contre l'occupation française, *Corda Fraternes* est une tentative d'organisation étudiante de type conspirative¹⁴. Ses locaux sont l'objet de saccages et destructions sous le régime fasciste qui, consolidé, affronte une autre tradition, celle représentée par les associations *goliarfica*¹⁵. Ces groupements ne sont pas fédérés en organisation nationale. Bien que Henry Bérenger estime que « par leurs statuts et leurs caractères, ces associations sont très analogues aux nôtres¹⁶ », elles

9. Christophe Charle & Jacques Verger, *op. cit.*, p. 85.

10. *Idem.*, p. 111.

11. Michel Ostenc, « Les étudiants fascistes italiens des années 1930 », *Le Mouvement social*, n° 120, juillet-septembre 1982.

12. Renzo de Felice, *Le fascisme, un totalitarisme à l'italienne*, Paris, FNSP, 1988, p. 133.

13. 12 000 inscrits en première année en 1930, 54 000 en 1939 selon Michel Ostenc, article cité.

14. Alain Monchablon, « La première Confédération internationale des étudiants », *Cahiers du Germe*, spécial « Nouveaux regards sur les internationales étudiantes », n° 2, 1997, et sa contribution au présent ouvrage.

15. Voir Gaetano Quagliariello, *Studenti e politica*, Roma, Lacaia, 1987.

16. Henry Bérenger, « Étudiants », *La Grande Encyclopédie*, 1892.

s'inscrivent en réalité dans la vieille tradition estudiantine alliant aussi bien « folklore » que forte volonté d'autonomie locale dans un apolitisme absolu.

Pour le fascisme, elles donnent l'image d'une vie étudiante de loisir et d'irresponsabilité. La « bohème » devient un adversaire explicite, un mal à extirper. Les étudiants doivent étudier sérieusement et pratiquer le sport. Une Milice universitaire est organisée par les fascistes à l'encontre de ces traditions. En 1925, à La Sapienza, à Rome, une bagarre oppose les fascistes à *Corda Fraternes* et à *Liberi Goliarfi*, contraints de passer à des formes d'opposition et de résistance. Double rupture/dépassement avec la tradition ancienne, dès 1924 se constitue dans la clandestinité une *Unione Goliarfica per la Libertà*, première organisation de la *goliarfica* poursuivant explicitement un objectif politique antifasciste avec participation des courants politiques en tant que tels dans le comité directeur.

Outre-Rhin, le « modèle universitaire allemand »

Jusqu'en 1914 c'est le « pays modèle pour les universités, ou tout au moins elle a influencé largement dans la seconde moitié du siècle les pays les plus importants : États-Unis, France, Russie, et même Grande-Bretagne, pour la définition de ce que devait être une université¹⁷ ». L'université allemande inspirée et transformée par les Humboldt, Fichte, Schleiermacher rayonne depuis l'université de Berlin créée en 1809, sur le reste de l'Allemagne et de la Prusse, fondant « ce qu'il est convenu d'appeler le modèle universitaire allemand¹⁸ ». En Prusse la force des cadres corporatifs s'explique par leur rôle de « socialisation transversale aux élites anciennes ou nouvelles et un outil pour élaborer une culture prussienne – et plus tard nationale allemande – face à l'occupant français¹⁹ ». L'université humboldtienne, dans la lignée du mouvement des Lumières et du romantisme allemand, se constitue dans un pays peu unifié en s'opposant à la volonté de domination napoléonienne. « Le nationalisme, qui est aussi une volonté d'unification des États germaniques, y est donc fort important²⁰ ». Au tournant du siècle, l'université allemande connaît une « crise de vocation²¹ » : croissance des débouchés modernes (professeurs, recherche scientifique, ingénieurs et techniciens) au détriment des anciens (prétrié et fonctionnariat). Le droit et la théologie, majoritaires en 1839, déclinent au profit de la médecine et de la philosophie (21,5 % et 40 % des effectifs en 1880)²². La

17. Michel Deveze, *Histoire contemporaine des universités*, Paris, SEDEIS, 1976, p. 22.

18. Christophe Charle & Jacques Verger, *op. cit.*, p. 66.

19. Christophe Charles (dir.), *Les universités germaniques*, Paris, INRP, 1994, p. 13.

20. Henry Duméry, article cité.

21. Christophe Charle & Jacques Verger, *op. cit.*, p. 101.

22. *Idem.*, p. 65.

poussée de la population étudiante²³ au cours du 19^e siècle est due au prestige traditionnel des professions libérales ou administratives, l'absence de sélection par concours – contrairement à la France – et un enseignement supérieur implanté dans de petites villes. Bien que cette université corresponde encore à une société « mi-aristocratique, mi-bourgeoise²⁴ », les nouveaux étudiants proviennent, eux, de la bourgeoisie et des classes moyennes enrichies par l'expansion industrielle et urbaine. La poursuite d'études apparaît dès lors comme un gage d'ascension sociale et un moyen d'accès à un nouveau statut : l'université humboldtienne devient « peuplée majoritairement de jeunes gens et filles cherchant à rentabiliser leur formation, moins attachés aux valeurs humanistes²⁵ ». Son orientation devient plus spécialisée, pratique, utilitariste.

C'est dans cet environnement que divers types de groupements étudiants naissent. Succédant aux types anciens (ordres, nations), y ajoutant avec l'union forme et les couleurs une visibilité, le *Korps* du 19^e siècle « peut passer pour la première corporation moderne²⁶ ». Politiquement passifs, ils sont en fait fidèles au pouvoir en place, entretenant des rites, pratiquant le duel et la beuverie collective « dont sont exclus les étudiants d'origine moyenne ou basse²⁷ ». Ils « représentent l'élément aristocratique et conservateur de la jeunesse universitaire allemande²⁸ ». Face aux *Korps* se créent les *Burschenschaften*, corporations au recrutement géographique et social élargi, visant à « remettre en cause les structures politiques de toute l'Allemagne [...] construisant une organisation fédérative²⁹ ». Les représentants de quatorze universités se constituent en *Allgemeine Deutsche Burschenschaft* en 1818. Interdits, ils disparaissent ou survivent clandestinement. Les *Korps* en tant que « corporatisme réactionnaire longtemps seul reconnu par les autorités académiques et politiques dont il flatte le passivisme³⁰ » continuent leurs activités. D'autres corporations se forment en s'inspirant du même modèle mais qui sont jalouses de leur indépendance : il s'agit de groupes régionalistes, chrétiens, « libres »... Dans l'Université, cette sociabilité avec ses rites est un passage obligé dans le processus de reproduction des élites :

23. 12 000 à 13 000 en 1830, 61 000 en 1914. *Idem.*, p. 101.

24. Michel Deveze, *op. cit.*, p. 23.

25. Christophe Charle & Jacques Verger, *op. cit.*, p. 103.

26. Gilbert Gillot, « Les corporations étudiantes : un archaïsme plein d'avenir (Allemagne, Autriche, 1880-1914) », *Le Mouvement social*, n° 120, juillet-septembre 1982.

27. Jacques Verger (dir.), *Histoire des universités*, Toulouse, Privat, 1988, p. 102.

28. Henry Bérenger, « Étudiants », *La Grande Encyclopédie*, 1892.

29. Gilbert Gillot, article cité.

30. Christophe Charle & Jacques Verger, *op. cit.*, p. 102.

« Les corporations étudiantes traditionnelles [...] au comportement entièrement codifié [...] même minoritaires, contribuent à façonner le milieu étudiant allemand dans son ensemble³¹. »

Elles sont fortement hiérarchisées avec plusieurs catégories d'actifs dont les « bizuths », ou encore les « anciens ». Gilbert Gillot³² souligne que si la corporation évoque le Moyen Âge, la corporation allemande « n'est pas un corps ayant des droits et privilèges particuliers [...] ni ne recrute sur une base professionnelle précise ». Ni syndicat, ni club, ni jurande, « la corporation est tout cela à la fois et ne l'est jamais complètement ». Leur recrutement est élitiste (un *Korps* réunit environ dix à quinze individus, il peut y en avoir plusieurs par université) et les autorités les invitent souvent à jouer le rôle de représentant exclusif de l'ensemble des étudiants à l'occasion de célébrations ou de délégations auprès du recteur. Au désir de « tisser des liens solides et constants » prolongeant les amitiés du lycée ou de l'origine géographique commune, se superpose « une conception du monde, de la vie estudiantine ». De ce point de vue (et aussi pour éliminer les étudiants juifs ou les « philosémites »), les corporations tentent de prendre le contrôle de tous les organismes étudiants : bibliothèques, sociétés de secours, associations de secourisme, caisse des étudiants malades, bref de toutes les œuvres « généralement créées avant les corporations ou en dehors d'elles³³ ».

Ces groupements conjuguent nationalisme et « apolitisme ». Ils affirment un germanisme tant en Allemagne qu'en Autriche. À Leipzig, le premier principe du *Korps* est : « Fais naître, nourris et entretiens chez toi et chez tes frères le sens de la nation allemande et l'amour de la patrie³⁴. » Les *Burschenschaft* entretiennent un nationalisme agressif se prononçant pour « une éducation dans l'amour de la patrie et la haine de l'étranger ». Ces associations demandent à plusieurs reprises des quotas limitant le nombre d'étudiants étrangers (il s'agit notamment des Russes) et des Juifs. Exclue de ces corporations, vers 1880-1890, Juifs et étrangers forment leurs organismes propres :

« Le nationalisme dont les étudiants allemands font une vertu devient soudain – logiquement – une tare lorsqu'il s'agit de celui des autres³⁵. »

31. Claudie Weill, *Étudiants russes en Allemagne*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 22.

32. Gilbert Gillot, article cité.

33. *Idem.*

34. Cité par Gilbert Gillot.

35. Claudie Weill, *op. cit.*, p. 71.

De plus en plus nombreux, les étudiants exclus de ces corporations et qui refusent ces rites, fondent à la fin du siècle les *Frei-Studentenschaft*, ces « associations d'étudiants libres qui veulent se voir représentés et participer à la vie de l'université sans passer sous les fourches caudines du duel formateur et de la beuverie obligatoire, ni endosser en même temps qu'une tenue de parade une idéologie profondément réactionnaire³⁶ ». Ces étudiants libres sont « ouverts à tous les courants selon le principe absolu de tolérance³⁷ ». C'est avec ces étudiants que les organisations étrangères établissent des relations.

Ainsi, chaque université allemande dispose non d'une, mais de plusieurs associations d'étudiants de toutes natures (corporations, associations libres, groupes nationaux...) qui, malgré leurs éventuelles rencontres, sont jalouses de leurs prérogatives propres, refusant d'en déléguer quelque morceau que ce soit à un organisme fédérateur.

Si l'université humboldtienne sert de référence et de modèle aux réformateurs français, les corporations s'attirent les critiques. Organisation particulariste aux costumes jugés ridicules et aux mœurs brutales : ces « plaisirs peu relevés [sont] plus dignes des estafiers du Moyen Âge que d'un étudiant moderne [...] de pareilles fantaisies coûtent fort cher (de 4000 à 6000 F par an à dépenser). Ainsi se complète le caractère aristocratique de ces sociétés, auxquelles, ni pour l'organisation, ni pour les mœurs, la jeunesse française n'a rien à emprunter³⁸ ». Par contre, ce sont les *Frei-Studentenschaft* et les associations mono ou plurinationales que Durkheim montre en exemple aux étudiants de France : « à côté de ces *Burschenschaften* et de ces *Korps* qui attirent l'attention mais paraissent bien être sur leur déclin, il y a, dans chaque université allemande, une multitude de petites associations peu connues, et qui peuvent mériter de l'être [...] comme un étudiant peut appartenir à plusieurs de ces associations, il en résulte qu'il se sent toujours entouré et comme encadré et qu'il ignore cette impression de solitude qui vient trop souvent glacer les ardeurs de l'étudiant français³⁹ ». C'est encore une fois dans la Strasbourg allemande, avant de redevenir française, avec sa Caisse des étudiants malades fondée en 1872 que le régime étudiant de sécurité sociale et la mutuelle étudiante français puisent en grande partie leur inspiration.

36. Gilbert Gillot, article cité.

37. Claudie Weill, *op. cit.*, p. 23.

38. Henry Bérenger, *op. cit.*

39. Cité par Claudie Weill, *op. cit.*, p. 158.

Outre-Manche, de l'Écosse vers l'Angleterre, les Students' Representative Councils

En 1882 et 1883 un jeune écossais passe deux années d'études à Iéna, en Allemagne. Il découvre lors d'un voyage à Strasbourg – alors allemande – le *Studenten Ausschuss*. Son professeur, Otto Schlapp, lui fournit les statuts de ce « mystérieux corps », et après en avoir pris connaissance il s'exclame « nous [en Écosse] devons avoir quelque chose de ce type ». Otto Schlapp écrit en 1906 : « Je pense que, comme beaucoup de nobles choses, le SRC a été fondé en Allemagne⁴⁰. » Cet étudiant écossais est Robert Fitzroy Bell, premier président du SRC écossais fondé en 1885.

Au 19^e siècle, Oxford et Cambridge sont des institutions de type monastique ayant pour but d'éduquer les *gentlemen*. Il y règne une discipline paternaliste ; les autorités académiques refusent d'accorder toute liberté pouvant entraîner le développement d'un esprit critique et l'agitation que connaissent alors les universités du continent.

L'université d'Écosse, bien que de création ultérieure, ressemble plus à ses sœurs italiennes. Le refus d'intégrer l'université d'Angleterre confère à l'université d'Écosse une grande autonomie. Elle a un recrutement beaucoup plus populaire⁴¹. À la fin du 19^e siècle, il y a 7700 étudiants en Écosse, soit 2 % de la classe d'âge, contre 1 % en Angleterre. À Glasgow, 24 % sont fils de travailleurs manuels et 20 % de petits commerçants ou artisans (alors qu'ils sont 10 % pour ces deux catégories à Oxford)⁴². Ces étudiants sont dispersés dans la ville de Glasgow. La participation étudiante est la règle. Les cinq sociétés étudiantes d'Édimbourg ont l'habitude de se réunir dans des tavernes, puis obtiennent l'autorisation d'user des locaux de l'université. La *Royal Medical Society* est fondée en 1737, la *Speculative Society* en 1774, la *Theological Society* en 1776 et la *Dialectic Society* en 1787. En 1834, elles se rassemblent et forment *Associated Societies* avec un conseil comprenant deux membres par société.

C'est dans ces conditions que le 26 janvier 1884, quatre-vingt-dix-sept représentants de facultés et de sociétés fondent une organisation à vocation représentative, le *Students' Representative Council (SRC)*. Le SRC lance un journal en 1887, *The Student*, et adresse un mémoire aux membres écossais

40. *The Scotsman*, 9 février 1906, témoignage à l'occasion des vingt et un ans du SRC.

41. Les droits sont faibles (un dixième de ceux de Cambridge), et il n'y a pas d'examen d'entrée. En 1825, il y a 4000 étudiants (contre 3000 en Angleterre) alors que l'Écosse est six fois moins peuplée.

42. Chiffres tirés de Jacques Verger (dir.), *op. cit.*, p. 99.

du gouvernement pour une réforme de l'Université. Il ouvre une bibliothèque en 1889, et met en place une commission pour la réforme des études médicales.

Le SRC d'Édimbourg avait réussi à inspirer des SRC dans toute l'Écosse, (à Aberdeen en 1884, Saint Andrews en 1885, Glasgow en 1886), et même au-delà, puisqu'en 1906 il invite les structures « sœurs » d'Angleterre et d'Irlande aux fêtes de ses vingt et un ans. À partir de 1888, une conférence annuelle des SRCS (S pour Scotland) se réunit. À la fin du 19^e siècle, le SRC est reconnu par les autorités et par les étudiants comme canal officiel et légitime de relations. En 1935, le SRCS se transforme en *Scottish National Union of Students* (Scottish NUS), « rendant inévitable, même d'un point de vue organisé, la naissance du NUS comme corps centralisé⁴³ » à l'échelle de l'État.

Plus au sud, la constitution de SRC était plus difficile en raison d'un défaut de traditions de participation, et surtout de l'hostilité des professeurs. Après des tentatives ponctuelles, c'est à Victoria University (Liverpool) qu'est menée une expérience sur l'initiative de Ramsay Muir, fils d'un pasteur écossais. Mackay, professeur d'histoire qui a lui-même fait ses études à Édimbourg, appuie le projet. Une grande réunion fonde le SRC dans cette ville, dont la première action publique est la rédaction d'une pétition protestant contre l'absence d'étudiants à l'inauguration prévue du nouveau bâtiment. Ils obtiennent finalement des places dans une galerie. Onze ans plus tard, Muir devenu professeur, revient et participe à la rédaction de la « charte » reconnaissant le SRC qu'il avait lui-même fondé...

Le développement des SRC correspond aux changements importants du paysage universitaire, avec hors d'« Oxbridge » la « multiplication des *civic universities* dans les grandes villes provinciales destinées à former les nouveaux cadres d'une société industrielle et urbaine⁴⁴ ». La *Royal Institution* créée en 1802, puis l'université de Londres en 1828, commencent à « établir les nouvelles bases d'un enseignement érigé en système [...] cette concurrence, ainsi que le développement de la recherche provoquèrent la réforme d'Oxford et Cambridge⁴⁵ » respectivement en 1854 et 1856. Y existent dès la fin du 19^e siècle une *Union Society* dont une « des manifestations les plus intéressantes est la *Debating Society*, assez analogue à nos conférences, mais plus ouverte et plus oratoire [...] Cette société est une image en raccourci, mais très exacte, du Parlement

43. Richard Fametti, *National Union of Students*, mémoire de licence d'anglais, Paris 3 1977.

44. Christophe Charle & Jacques Verger, *op. cit.*, p. 98.

45. Cédricom *Encyclopédia Universalis* « Universités »

anglais, dont la plupart des étudiants seront membres un jour⁴⁶ ». Jusque dans les années 1960, il n'y a pas de SRC à Oxford et Cambridge.

Outre-Atlantique, les États-Unis et l'université de masse

En Amérique du Nord, les références européennes ne sont pas inconnues. Au Québec francophone, à Laval, dans le journal *L'Étudiant* il y a de fréquents échos aux publications françaises. En 1914, une enquête du type de celle d'Agathon⁴⁷ « interroge l'élite et s'adresse à elle⁴⁸ » ; à McGill (Montréal), dès 1892, un étudiant réclame la mise sur pied d'une association regroupant l'ensemble des étudiants en prenant l'exemple des universités allemandes et britanniques ; l'ouverture d'une *Union House* y est célébrée en 1907⁴⁹. La proximité des États-Unis, de ses modèles tant d'enseignement supérieur que de participation et d'organisation des étudiants, suscite bien évidemment des interrogations et débats.

En effet, c'est à une tout autre échelle que se situe le développement des universités aux États-Unis. Les « collèges » naissent pendant la période coloniale, puis, à partir de 1862, apparaissent des universités, établissements plus grands que des collèges⁵⁰. Si le modèle américain s'inspire du modèle allemand et de sa professionnalisation⁵¹, les États-Unis développent une conception plus pragmatique que les universités européennes, visant à la préparation « des cadres dont le pays a besoin, bien au-delà, par conséquent, de la formation des professeurs, des juristes et des médecins dont se contentent en général les universités occidentales. [...] Le modèle anglais subsista longtemps cependant dans les universités de la côte Atlantique⁵² ». L'université américaine se distingue par une faible intervention de l'État, la position subordonnée des enseignants, un important développement de la recherche et du mécénat privé. Utilitaire, elle ouvre une voie nouvelle, l'originalité du système est « son entrée précoce dans l'enseignement supérieur de masse [...] la course au diplôme commence également dans la première moitié du 20^e siècle. [...] De 250 000 en 1900, les

46. Henry Bérenger, *op. cit.*

47. Agathon (pseudonyme d'Henri Massis et Alfred de Tarde), *Les jeunes gens d'aujourd'hui*, Paris, Plon/Nourit, 1913.

48. Karine Hébert, *Impatients d'être soi-même, les étudiants montréalais 1895-1960*, Montréal, Presses universitaires du Québec, 2008, p. 73.

49. *Idem*, p. 44.

50. Jacques Bodelle & Gilbert Nicolaon, *Les universités américaines*, Paris, Tec Doc, Lavoisier, 2^e édition 1986, p. 10.

51. Alain Touraine, *Université et société aux États-Unis*, Paris, Le Seuil, 1972, p. 32.

52. Michel Deveze, *op. cit.*, p. 24.

étudiants des collèges passent à 1 500 000 en 1940. Les *postgraduates* passent dans le même temps de 5 800 à 100 000⁵³.

La participation étudiante à la vie universitaire est de plus en plus encouragée. Elle ne prend pas la forme d'associations, mais de « gouvernements étudiants ». L'*Associated Students of the University of California* (ASUC) est fondée en 1880. Le professeur Wheeler fait du « *student government* l'instrument d'un dévouement à l'institution⁵⁴ ». S'intéressant plus à l'éducation qu'à la recherche, pour lui le véritable milieu de l'étudiant est sa promotion, les études n'étant qu'un aspect relativement secondaire d'une « culture étudiante ». Le *student government* (ou *senate*), est élu au suffrage étudiant, ce n'est pas une association volontaire.

Au fil de l'histoire, il y a eu des mouvements de protestation dans les collèges et les universités américains. Mais les motifs se rapportent toujours à des questions administratives et aux conditions d'accès à ces niveaux d'enseignement: « Il n'y a rien aux États-Unis au 19^e siècle qui ressemble aux mouvements Jeune Europe ou aux *Burschenschaften* en Allemagne⁵⁵. »

Les premiers mouvements semblent être les mouvements confessionnels importants (dont le plus connu est le YMCA, *Young Men's Christian Association*) qui naissent à partir de 1880 et recrutent chez les étudiants en développant une forte activité sociale extra-universitaire, notamment en direction des migrants. Des groupes politiques nationaux ancrés à gauche apparaissent à partir du début du 20^e siècle. En 1905, l'*Intercollegiate Socialist Society* (ISS) est formée pour promouvoir les études socialistes et la propagande. Mouvement d'éducation plus que d'agitation, l'ISS compte mille trois cent trente-deux membres et soixante et onze sections en 1916 pour 400 000 étudiants⁵⁶. Victime de la « chasse aux rouges », l'ISS (réduite à onze sections) se transforme en Ligue pour la démocratie industrielle (on note que le terme « étudiant » disparaît) qui compte deux mille membres étudiants environ au milieu des années 1920. Dans les années 1930, sa branche universitaire prend le nom de *Student League for Industrial Democracy* (SLID). Parallèlement, en décembre 1931, est créée par

53. Christophe Charle & Jacques Verger, *op. cit.*, p. 90.

54. Alain Touraine, *op. cit.*, p. 43.

55. Joël Colton, « Youth and youth movements, 1800 to the present », in *La jeunesse et ses mouvements*, Paris, CNRS, p. 356.

56. Robert Cohen, « Student activism in the United States, 1905-1960 », in G. Philip Albatch, *Student Political Activism: an International Reference Handbook*, New York, Greenwood Press, 1989. Pour une analyse détaillée, voir le livre du même auteur: Robert Cohen, *When the Old Left Was Young: Student Radicals and America's First Mass Student Movement*, New York, Oxford University Press, 1997.

les communistes la *National Student League* (NSL) qui développe une agitation en vue de promouvoir des « mouvements de masse ». Les dangers de guerre, l'arrivée d'Hitler au pouvoir, l'invasion de l'Éthiopie par Mussolini, la guerre d'Espagne sont en arrière-fond d'une mobilisation pacifiste dans les campus animée par les étudiants de gauche et des chrétiens. Un programme commun antiguerre est élaboré en décembre 1932 par une conférence nationale unitaire. À partir de 1934, une grève annuelle contre la guerre rassemble de manière croissante: 250 000 étudiants en 1934, 175 000 en 1935, et 500 000 en 1936 et 1937 (soit la moitié des étudiants)⁵⁷. 1934 est aussi l'année de création par la gauche de l'*American Youth Congress* en étroite contact avec les promoteurs du New Deal, et particulièrement avec Eleanor Roosevelt. En 1936, la NSL et la SLID s'unissent au sein de l'*American Student Action* (ASA) qui, outre l'antifascisme, va également promouvoir les idées d'égalité sociale, de réformes universitaires et de liberté d'expression. Parallèlement, une *Southern Negro Youth Conference* est créée. Avec le pacte germano-soviétique, l'ASA entre en crise puis disparaît.

Constituer une union nationale représentative pour participer à l'internationale étudiante

Si la France est le premier pays à voir naître une union nationale des associations d'étudiants, l'« exception » française deviendra un « modèle » sur laquelle les autres associations d'étudiants vont s'appuyer pour constituer (parfois contraints) leurs propres unions nationales via les organisations internationales d'étudiants, Confédération internationale des étudiants (CIE) de l'entre-deux-guerres et Union internationale des étudiants (UIE) fondée en 1946.

Le cas français : de l'exception au modèle ?

Au sein de l'associationnisme étudiant généralisé, principalement à l'échelon local, la formation d'une union nationale d'étudiants dans un cadre étatique est une première⁵⁸. C'est dans le cadre de la construction d'un enseignement supérieur moderne en France se distinguant – malgré ses références au modèle allemand – des exemples étrangers que se situe le processus de constitution des associations étudiantes en France :

« L'enseignement supérieur français [...] a été reconstruit à partir d'une

57. Le film *Mos plus belles années* avec Barbara Straisand et Robert Redford se réfère à ces manifestations.

58. Robi Morder, « 1907 et la formation d'une union nationale d'étudiants : le cas français, de l'exception au modèle », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 86, 2007.

table rase alors qu'ailleurs des traits médiévaux ou d'ancien régime ont pu subsister malgré les réformes partielles⁵⁹.

La Révolution française en balayant les corporations de l'Ancien Régime supprime également les corporations que constituent les universités « corporatistes, élitistes et religieuses⁶⁰ ». L'université (au singulier) bâtie par le Premier Empire reprend l'œuvre de la Convention et des écoles spéciales (Mines, Ponts, Polytechnique) dans un objectif utilitaire débouchant sur l'exercice d'une profession. Subsistent donc les facultés de droit et de médecine. La fascination qu'exerce l'université allemande n'est donc pas la nostalgie du modèle médiéval corporatif et religieux d'une « université des maîtres et élèves », mais la perspective d'un nouveau modèle adapté à la République et à la laïcité. En 1877, naît « une figure nouvelle, l'étudiant⁶¹ » avec la création de bourses de licence puis d'agrégation. C'est cette même année qu'est décidée la fondation de l'Association générale des étudiants (AGE) de Nancy, qui fera école dans le pays.

Ces AGE du tournant du siècle sont une « totale nouveauté⁶² ». Certes, existaient des groupements d'étudiants, mais ceux-ci au cours du 19^e siècle étaient idéologiquement délimités (soit politiquement, soit confessionnellement) et pouvaient être considérés comme des projections dans la « jeunesse des écoles » des forces en présence dans la société. Les années 1890-1914 furent « une sorte d'âge d'or des groupements de jeunesse engagés sur la scène politique⁶³ » avec des organisations d'étudiants républicains, socialistes, ou bien confessionnelles. Or, les AGE ne connaissent d'autres critères d'adhésion que celui d'être étudiant, et ont la volonté de réunir les étudiants au-delà de leurs différences d'origine sociale, religieuse, politique.

Pur produit de la 3^e République, l'apolitisme proclamé est d'abord un apolitisme laïque et républicain : « Au-dessus de l'égoïsme des partis, des écoles et des églises, il est d'autres formules assez larges, assez compréhensives, pour unir tous les esprits et toutes les volontés dans un commun amour de la vérité

59. Christophe Charle & Jacques Verger, *Histoire des universités*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », n° 391, 1994, p. 70.

60. Alain Renault, *Les révolutions de l'Université*, Paris, Calmann Lévy, 1995, p. 161.

61. Antoine Prost, *L'enseignement en France (1800-1967)*, Paris, Armand Colin, p. 230.

62. Alain Monchablon, « La naissance des AGE et la constitution de l'UNEF », *Cahiers du Germe*, spécial « Engagements étudiants » n° 3, 1998.

63. Nadine-Josette Chaline, Francis Demier, Gilles Le Béguet, « Jeunesse et mouvements de jeunesse en France aux 19^e et 20^e siècles », *La jeunesse et ses mouvements*, Paris, CNRS, 1992, p. 100.

et de la patrie », déclare Louis Liard⁶⁴ pour appuyer ces associations qui ne font aucune référence au « passé tumultueux, parfois glorieux des mouvements d'étudiants de 1830, voire de 1848⁶⁵ » et encore moins aux traditions médiévales. C'est toutefois après avoir participé aux fêtes universitaires des 800 ans de l'université de Bologne que les Français « importent » la faluche, adaptation de la coiffe étudiante italienne.

L'UNEF, « sans doute la plus ancienne union nationale étudiante⁶⁶ », née en 1907 à Lille, est d'abord une fédération assez lâche d'associations étudiantes. L'Union – qu'on appelle le plus souvent UN (les deux premières lettres de son sigle) est rapidement confrontée à tous les problèmes d'une organisation se voulant représentative de l'ensemble d'un milieu. Ni en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie, ou aux États-Unis n'existe alors quelque chose de comparable. S'il y avait déjà eu des internationales étudiantes, celles-ci rassemblaient des groupements politiques d'étudiants, notamment d'obédience socialiste. Quant aux organisations étudiantes « en tant que telles », ce sont les associations d'université qui entretenaient des liens informels à l'occasion de fêtes universitaires ou d'expositions internationales, la tentative de *Corda Fratres* fondée en 1898 à Turin ayant échoué.

La CIE en 1919, comme l'UIE en 1946 se créent au lendemain des deux conflits mondiaux du 20^e siècle. Tout comme elle l'avait imposé en 1919, l'UNEF insiste et obtient en 1946 que les membres de l'UIE soient (sauf exceptions transitoires) des « unions nationales » d'étudiants. La création d'organisations internationales avec représentation nationale unique par pays force ainsi au regroupement national d'associations étudiantes là où de telles unions n'existent pas.

La première CIE et la formation du NUS britannique

Quand se constitue la CIE au congrès de l'UNEF à Strasbourg en 1919, seule l'union écossaise pouvait être représentée par une délégation. Il y a quelques autres étudiants britanniques présents, mais à titre individuel. Au congrès de

64. Cité par John M. Burney, *Toulouse et son université. Facultés et étudiants dans la France provinciale du 19^e siècle*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1999, p. 248.

65. Alain Monchablon, « La première Confédération internationale des étudiants », article cité.

66. A. Beiden Fields, *Student Politics in France, a Study of the Union Nationale des Étudiants de France*, New York, Basic Books, 1970, chap. 2, « L'organisation étudiante avant-guerre ».

Prague en 1921, il y a cent observateurs d'Angleterre organisés par Malcolm Thomson de l'*International Student Bureau*⁶⁷.

Les Nordiques, désireux d'éviter la domination francophile, sont tentés par la création d'une autre internationale ouverte y compris aux pays « ennemis », mais les Anglais s'y refusent. Scandinaves et Hollandais pressent alors les Anglais de se doter d'une union nationale afin d'être membre à part entière de la CIE et de faire contrepois aux Français. Pour ce faire, à leur retour, les délégués anglais créent l'*Inter-Varsity Association* (IVA) à Birmingham et convoquent une conférence à Londres. En octobre 1921 cette conférence dissout l'IVA, crée la *National Union of Students* (NUS) et établit un projet de statuts, avec l'ambition de « représenter le passé et le présent des étudiants d'un point de vue national et international et rendre possible la coopération des groupes étudiants d'Angleterre, du Pays de Galles, d'Irlande et d'Écosse avec les étudiants des autres pays ». Cinq mois plus tard, est formellement fondée par quatorze organisations la *National Union of Students of England and Wales*. Est rajouté au texte initial l'objectif de « promouvoir les intérêts éducatifs et sociaux des étudiants dans l'indépendance de toute propagande politique et religieuse ». Les étudiants d'Oxford et Cambridge présents disent ne pouvoir adhérer à la NUS faute d'existence d'organismes représentatifs. L'Écosse conserve son autonomie, mais il y a coopération, avec des échanges de délégations dans les congrès et après 1943 des réunions communes des deux exécutifs. L'Irlande du Nord est absente, elle ne sera acceptée qu'en 1944. La NUS est donc ainsi fondée pour permettre la représentation des étudiants britanniques à la CIE⁶⁸. Au cours de cette période de formation, elle agit au sein des *Dominions*, incitant à la formation d'unions nationales dans ces colonies pour que celles-ci participent également à la CIE, ainsi qu'à la Conférence impériale des étudiants⁶⁹. Les Britanniques sont considérés comme les leaders des petites nations européennes, et tentent (sans succès) de réconcilier Français et Allemands.

La NUS combine « l'utilité sociale des sociétés étudiantes avec les nouvelles aspirations issues du conflit mondial⁷⁰ ». En 1922, elle crée un département des voyages, met en place une « carte internationale d'étudiant » et un « livret de voyage ». Le premier président, Iverson Macadam, visite régulièrement les

67. Eric Ashby & Mary Anderson, *The Rise of the Student Estate in Britain*, London, Macmillan and Co, 1970, p. 61.

68. Martin Shaw, « Great Britain » in *Student Political Activism*, op. cit., p. 238.

69. David Widgery « NUS, the student muffler » in Robin Blackburn & Alexander Cockburn, *Student Power*, London, Penguin, 1969, p. 120.

70. Richard Farnetti, op. cit.

organisations locales puis, secrétaire honoraire de l'organisation jusqu'en 1930, en assure la continuité de fait. Chaque organisation locale est représentée au conseil annuel par deux représentants (plus un par tranche de mille avec un maximum de sept représentants), et un exécutif est élu qui se réunit trimestriellement. Pour financer l'organisation, outre le département des voyages, Macadam attire les mécènes. La NUS est ouverte aux universités et aux collèges universitaires.

La vie sociale de l'étudiant se déroule dans le cadre de l'université même. Le bâtiment du syndicat, propriété de l'université, est administré par un conseil élu par les étudiants qui dispose d'une « somme d'argent considérable avec laquelle il subventionne les clubs de l'université⁷¹ ». En écho aux traditions corporatives de *trade-union* à adhésion majoritaire en Grande-Bretagne la référence « syndicale » (« *union* ») y est beaucoup moins engagée pour les étudiants qu'en France, où un syndicalisme minoritaire et divisé lui donne une dimension plus « politisée ». Ces caractéristiques durent jusqu'à aujourd'hui, la NUS demeurant une sorte de syndicat unique des étudiants. Comme à Genève où l'AGE « regroupe automatiquement tous les étudiants et les cotisations sont perçues directement par l'université⁷² », en Grande-Bretagne, la cotisation syndicale était perçue au moment de l'inscription par l'administration qui la reversait à l'association. Sous Margaret Thatcher cette pratique fut remise en cause⁷³.

L'Union internationale des étudiants et la formation d'officelles d'unions nationales : l'USNSA américaine, une fédération de Student Governements

L'annuaire de la CIE de 1937 mentionnait l'existence d'une *National Student Federation* (NSF) fondée expérimentalement pour deux ans en 1925 par les représentants de deux cent quarante-cinq universités réunies à Princeton⁷⁴. En 1927, un bureau des voyages est ouvert pour financer l'envoi d'étudiants américains auprès des unions européennes, grâce à un emprunt et avec l'aide

71. Vincent Wright & Frédéric Marx, *Les universités britanniques*, Paris, PUF, 1973, p. 26.

72. *Bulletin européen pour la coordination syndicale des étudiants*, n° 1, p. 4, juillet 1966.

73. Cent parlementaires toriens avaient demandé que l'adhésion aux unions soit volontaire. Il y eut la même remise en cause par le gouvernement conservateur en Norvège, et en Suède à l'initiative... de l'extrême gauche. Voir la lettre d'information, *Bulletin du WESIB* (West European Student Information Bureau), n° 1, 1985.

74. On ne trouve pourtant aucune référence à cette organisation dans *American Students*, a *Selected Bibliography on Student Activism and Related Topics*, Toronto/London, Lexington Books, 1973, p. 32-33; ni dans les articles concernant les mouvements américains dans G. Philip Albatch, *Student Political Activism: an International Reference Handbook*, New York, Greenwood Press, 1989.

de la NUS britannique. Il semble bien que l'activité de cette fédération se soit concentrée sur les voyages et les relations internationales. Un accord – relatif aux finances (ce qui semble indiquer que la NSF ne disposait que de faibles ressources) – est passé en 1936 l'admettant à la CIE en qualité de membre titulaire. Un office de la CIE est ouvert à New York⁷⁵. Il n'y avait donc pas d'union nationale étudiante à la fin de la guerre.

Au premier congrès de l'UIE il y a un faible nombre d'Américains⁷⁶ malgré le grand intérêt soulevé aux États-Unis. Au comité préparatoire international du congrès de Prague, une place est réservée aux États-Unis, mais inoccupée faute d'union nationale constituée. Les principales organisations étudiantes de toute nature organisent des *caucuses* pour désigner une délégation représentative⁷⁷. Malgré l'inexistence d'une union nationale, les États-Unis sont représentés parmi les sept membres de la commission des mandats mise en place par la CPI⁷⁸. L'américain Billi Ellis est élu vice-président de l'UIE.

« Comme de tels mouvements [une UNJ] n'existaient pas partout, il fallut prévoir des mesures transitoires. Toutefois l'adhésion de mouvements autres que des unions nationales d'étudiants ne pouvait avoir lieu qu'à titre temporaire. C'est ainsi que dès 1946, Billi Ellis [...] multiplia ses efforts pour créer une union nationale d'étudiants⁷⁹. »

Billi Ellis démissionne de la vice-présidence après le « coup de Prague ». Paradoxalement, quand la NSA est finalement fondée en 1947, elle décide de ne pas s'affilier à l'UIE, tout en se réservant la possibilité de travailler avec elle sur des projets ponctuels. La NSA refuse toutefois de promouvoir une internationale concurrente anticomuniste. De toute façon, elle est en pleine réorganisation interne, elle est pauvre, et n'est donc pas en mesure de prendre le moindre leadership. Sa direction est issue des « couches les plus libérales de

75. *Annuaire de la CIE*, 1937, p. 152.

76. Roland Demarcy, *L'union internationale des étudiants de ses origines à nos jours (1939-1977)*, thèse de 3^e cycle « Histoire des relations internationales », Paris 1, 1978, p. 59.

77. Joël Kotek, *Paix et guerre parmi les jeunes et les étudiants (les organisations internationales de jeunesse et d'étudiants durant la Guerre froide 1935-1967)*, thèse de doctorat (non publiée) de l'IEP de Paris, 1992, p. 243. Il s'agit de étudiants chrétiens, catholiques, fédéralistes mondiaux, jeunesse unitaire américaine, assemblée des étudiants, jeunesse américaine pour la démocratie, association des internes et des étudiants en médecine, jeunes bâtisseurs, et dix étudiants indépendants de Harvard, Hunter, Texas, Pennsylvanie, Wayne, Chicago, UCLA Caroline du Nord, Wisconsin.

78. Gert Van Maanen, *The International Student Movement*, La Haye, Interdoc, 1965.
79. Gérard de Bernis, « L'unité internationale est-elle possible ? », *Esprit*, n° 189, avril 1952, p. 633.

la société américaine. L'anticommunisme de ses leaders, issus le plus souvent des minorités culturelles, noire, catholique, et surtout juive, n'a d'égal que leur opposition au maccarthysme⁸⁰. Tout en participant aux réunions de la CIE, elle se prononce encore à son congrès de 1951 contre toute union occidentale. Ce n'est qu'avec la décision de la CIA de financer le COSEC-CIE que l'union américaine y prend une place plus importante.

La NSA est constituée de *student governments*, et non d'adhérents directs. Les élections à ce *student government* donnent lieu à une véritable campagne qui « s'apparente par bien des points à une campagne électorale américaine [...] Dans certaines universités, le gouvernement étudiant est représenté au conseil d'administration », mais le pouvoir de ces « gouvernements étudiants » est limité, il est plus consultatif que décisionnel⁸¹.

À la veille de sa disparition à la fin des années 1960 la NSA regroupe au travers de ses associations locales 1500000 étudiants. Elle « a été une force active dans les campus, et durant le silence des années 1950, probablement la force libérale la plus importante de la communauté étudiante. Elle est intervenue très tôt sur les libertés civiles dans les campus, sur la réforme universitaire, et a été une des premières organisations à agir dans le mouvement pour les droits civiques⁸² ». Les prises de positions de la NSA sur ces sujets, ainsi qu'en opposition à la guerre du Vietnam, ont même provoqué une scission, les « conserveurs » créant l'*Association of Student Governments* (ASG). La NSA a ainsi « montré l'exemple d'une union étudiante libre⁸³ ». Elle sombre néanmoins avec les révélations par le journal *Remparts* en 1967 de son financement par la CIA.

L'UNURI italienne, le « petit parlement » pour élire une délégation au congrès de l'UIE⁸⁴

Il n'y a pas d'organisation étudiante nationale dans la période préfasciste, si on excepte les organisations catholiques, la Fédération universitaire catholique italienne (FUCI) et le *Movimento di Laureati Catalucci*. Sous le fascisme, ces dernières se maintiennent, socieuses de préserver leurs prérogatives

80. Joël Kotek, *op. cit.*, p. 548.

81. Jacques Bodelle & Gilbert Nicolaon, *op. cit.*, chap. 6, « La vie sur un campus américain ».

82. Philip G. Albatch, « Student activism and academic research: action and reaction », in *American Students*, *op. cit.*

83. A. Belden Fields, *Student Politics in France*, *op. cit.*, chap. 1

84. Sauf indication particulière, ce qui concerne la période d'avant 1945 est extrait de Gaetano Quagliariello, *Studenti e politica*, Roma, Lacaïta, 1987 et des deux communications orales faites au séminaire animé par le professeur Gilles le Beguec à l'IHTP les 14 mars et 14 novembre 1996.

spirituelles⁸⁵. Mais officiellement toutefois, les Groupes universitaires fascistes (GUF) sont la seule organisation légale. Ils représentent les étudiants italiens à la CIE qui note dans son annuaire de 1937 : que « dès que le fascisme eut conquis le pouvoir, les GUF perdirent ce caractère d'organisme de combat [...] [ils] sont indépendants et accueillent dans leur sein tous les étudiants universitaires qui en font la demande⁸⁶ », ce qui est évidemment une vision aussi idyllique que la présentation est diplomatique⁸⁷. Les GUF ne sont évidemment pas une union nationale d'étudiants, mais un organisme politico-étatique lié au régime et au parti fasciste.

L'*Unione Nazionale Universitaria Rappresentativa Italiana* (UNURI) était souvent présentée comme l'équivalent de l'UNEF. Jusque dans les années 1960, le mouvement étudiant italien « ressemblait au mouvement français avant mai⁸⁸ ». Or, la ressemblance est trompeuse tant les histoires politique et étudiante sont différentes. Le *ventennio* fasciste n'est pas une période de vingt ans d'occupation étrangère (c'est en 1943 que les troupes allemandes interviennent pour remettre en place Mussolini). Il n'y a pas d'organisation étudiante nationale dans la période préfasciste, si on excepte les organisations catholiques.

À la chute de Mussolini en 1943, les GUF sont dissous et les recteurs sont à nouveau élus. Cette « période héroïque⁸⁹ » des « quarante-cinq jours de Badoglio » voit de multiples organisations étudiantes apparaître au grand jour. L'UGPL (les « goliards ») reconstituée le 23 mars 1943 adhère à l'*Unione Studenti Italiani* (USI). Le *Movimento Nazionale Universitari* naît le 26 juillet 1943 avec l'objectif de « réunir tous les universitaires italiens dans une organisation sérieuse et puissante ». Grâce à l'appui de sa section suisse, *Corda Fratres* se reconstitue en 1944 et accueille en son sein tous les étudiants en provenance des courants antifascistes, y compris communistes. Sur l'initiative des communistes se crée le *Frente de la Giuventù* (FDG). Les socialistes et la FUCI y participent. Le FDG se veut « syndicat unique de la jeunesse » ; le Parti com-

85. En 1929, 50 % des adhérents de la FUCI sont également membres des GUF, sans qu'il y ait contrôle de la FUCI par les GUF.

86. *Annuaire de la CIE*, 1937, p. 174.

87. Les étudiants communistes pratiquent à partir de la fin des années 1920 un entrisme dans les GUF. En effet, si le souvenir demeure de la situation préfasciste dans la « première génération » étudiante, les étudiants des années 1930 n'ont connu que la domination fasciste et adhèrent à la seule organisation légale. D'ailleurs, de nombreux nouveaux communistes gagnés dans les GUF seront parmi les éléments les plus actifs de la résistance antifasciste étudiante.

88. Jean-Marcel Bouguereau « Quelques remarques à propos du mouvement italien », *Partisans*, n° 44, 1968.

89. Giuliano Urbano, *Politica e universitari*, Rome, CRD Luigi Einaudi, 1966, p. 51.

muniste italien tient à dépasser le cartel d'organisations, il veut une organisation de masse, avec des comités de base. Dans les régions, aux côtés et à l'instar des Comités de libération nationale (CLN), se forment des CLN étudiants.

L'invasion allemande coupe l'Italie en deux. Au Nord, les nécessités de la lutte clandestine amènent les organismes étudiants à se lier au FDG. À Turin, au début de 1945 un accord est passé entre deux organisations, l'AUS, qui se définit comme « organisation à caractère politique et syndical », et la FISI à vocation culturelle, sportive et récréative. En Sicile, *Corda Fratres* tout en reprenant les traditions festives se consacre à l'aide aux étudiants nécessiteux et défend l'autonomie de la vie étudiante vis-à-vis des partis politiques.

À la libération du territoire, on constate une forte activité étudiante spécifique, dont les formes combinent les traditions locales avec l'existence des organisations politiques nationales. Les jeux d'alliances sont variables. « Les vieilles organisations que le fascisme avait interdit renaissent, et de nouvelles se forment⁹⁰ ». Dans chaque ville universitaire, le pluralisme existe : vieilles associations, sections de la FUCI, de l'USI. Le principe des élections est admis. En janvier 1945 se tient une convention de toute la Sicile à Catane. À Naples, un comité provisoire unitaire convoque – en présence du recteur – une convention en mai 1945. Du 14 au 19 mai 1945, une convention étudiante est organisée à Rome avec, à l'ordre du jour, la discussion du rôle social de l'enseignement, la forme d'organisation, les solutions pratiques aux besoins immédiats des étudiants⁹¹. À Turin, en juillet 1945 les étudiants de la FDG, la FUCI et le FISI font élire un conseil. Il est renouvelé en septembre 1945, obtenant la reconnaissance des autorités académiques.

Le projet syndical n'est pas porté uniquement par les communistes. En Sicile, *Corda Fratres* se prononce aussi pour un syndicat, mais « apolitique », allant même jusqu'à demander son affiliation à la centrale syndicale des travailleurs d'Italie, la CGIL⁹². La notion de « jeune travailleur intellectuel » ayant droit à une rémunération circulait également dans différents milieux.

La nouvelle donne amène à une nationalisation. En septembre 1945, l'interfaculté de Rome décide de convoquer un premier congrès étudiant. Il y a alors des conseils élus dans sept villes. Un débat s'ouvre sur les perspectives et les compétences des différents organismes. L'USI voulait tout fédérer sur un

90. Marco Todeschini, « Italy » in *Student political activism*, op. cit., p. 255-256.

91. Sont présents : Naples, Palerme, Pérouse, Florence, Sienne, Rome et la FDG de Turin.

92. Dans la République de Salò, les GUF ne s'étaient pas reconstitués et des étudiants fascistes de la « République sociale » se proposaient aussi de constituer un syndicat.

modèle syndical, éducatif et d'assistance, l'interfaculté élue devenant un organe interne du syndicat. La FUCI défend plutôt la liberté d'association, limitant l'interfaculté à une compétence technique. Le congrès de Rome penche vers cette position. Dans le FDG, la crise sévit, les jeunes socialistes s'opposent au « syndicat unique de la jeunesse », et préfèrent la formule de cartel. Des mouvements de grève étudiants ont lieu en novembre 1945 pour l'ouverture d'une session d'examens en février. Une tentative de fédérer des associations goliardiques échoue. C'est dans ces conditions que du 20 au 22 février 1946 des représentants de toutes les formes d'organismes étudiants se réunissent à Rome, précisent les modalités d'organisation du congrès national étudiant, et demandent au gouvernement que les biens des GUF, sous séquestre, soient dévolus aux nouvelles organisations étudiantes.

Le premier congrès national étudiant dure dix jours. Il s'ouvre le 12 mai 1946 à Rome, en présence du ministre. Une alliance FUCI/« Goliards » met en échec le projet syndical, accepte d'envoyer une délégation à l'UIE mais refuse l'affiliation à la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD)⁹³. L'élection de la délégation pour Prague est l'occasion d'instaurer un système parlementaire. Trois listes sont en présence : les « frontistes » (la gauche) obtiennent cent trente-cinq voix et huit délégués, la FUCI quatre-vingt-neuf voix et six délégués, la liste A (Goliards) quatre-vingt-quatorze voix et six délégués. Il est décidé qu'un congrès national des étudiants aura lieu régulièrement, mais ce n'est qu'en 1948, au troisième congrès, qu'est fondée l'UNURI conservant plutôt un caractère de « Parlement étudiant » que d'union nationale de type associative ou syndicale. Ainsi, en 1946, les représentants des étudiants italiens refusent d'adopter le terme syndical trop attaché à la défense de « l'étudiant en tant que tel » et de ses seuls intérêts alors que, selon eux, l'heure est à la transformation de l'université dans la société⁹⁴. Pourtant, c'est au nom des mêmes principes, qu'en France au même moment les « hommes de Grenoble » n'hésitent pas, eux, à utiliser le terme syndical, pour « intégrer l'étudiant dans la nation ».

L'UNURI, « entité unitaire nationale qui représente les étudiants inscrits à l'université et dans les institutions d'enseignement supérieur [...] ne peut inter-férer ni exercer son contrôle sur la libre association [...] Elle est indépendante d'un quelconque organe de l'État ou de l'Université ». Les « organismes représentatifs » sont reconnus par l'État et les administrations, tout comme l'UNURI.

93. Voir dans le présent ouvrage la présentation des témoignages sur la période de formation de l'UIE.

94. Le compte rendu des débats du Premier congrès national universitaire de 1946 est intégralement reproduit dans Gaetano Quagliariello, *Studenti e politica*, op. cit.

Au cours de ses vingt ans d'existence, le *parlamentini* a vu de nombreuses reconfigurations. Le tripartisme de ses débuts a évolué. Il y avait la gauche, liée aux communistes et aux socialistes italiens (CUDI), les catholiques plus ou moins liés à la démocratie chrétienne (INTESA) et l'UGI, structuration nationale des *goliardi*, courant laïc qui ne recherche pas « l'unité des forces laïques » mais « l'unité laïque des forces ». Un des textes de son premier congrès s'intitule « de la fête des inscrits à la conscience de la liberté ». Dès la fin des années 1940, l'extrême droite réapparaît et se structure à une échelle nationale en 1950 (FUAN). Elle défend l'idée de « corporations nationales de facultés » en lien avec les ordres, syndicats patronaux et ouvriers, avec des associations fédérées par discipline. Au milieu des années 1950, la gauche rentre dans l'UGI et la conquiert. Elle perd de son caractère traditionnel, ouvre son recrutement et devient le « lieu de débat de la gauche étudiante⁹⁵ ». Les « traditionalistes » forment l'AGI.

Le mode d'élection au congrès international de Prague a été de fait l'acte fondateur de ce « petit parlement ».

Dislocations des internationales et nouveaux internationalismes étudiants

Le « modèle UN » pouvait connaître plusieurs adaptations : adhésion individuelle quasi obligatoire comme en Grande-Bretagne ou dans les pays nordiques, confédération de type parlementaire à l'italienne, union d'associations d'étudiants de ville comme en France jusqu'à la scission de 1961, fédération de bureaux, ou sénats, ou gouvernements étudiants comme aux États-Unis. À cette typologie structurelle, l'on peut superposer une typologie basée sur les programmes. Dans *Student Politics in France*⁹⁶, A. Belden Fields distingue trois types d'organisations selon leurs orientations. Les *student-oriented* s'occupant de « l'étudiant en tant que tel », les *environnement-oriented* se préoccupant des questions sociales et politiques, et enfin des organisations mêlant les deux aspects. Dans les années 1960, la plupart des organisations et associations étudiantes en tant que telles ont évolué vers des préoccupations plus larges. S'il est vrai que beaucoup d'unions nationales ont au cours du siècle modifié leurs revendications sous le double effet des transformations sociologiques de l'enseignement supérieur et de l'activité de courants militants qui ont pesé sur cette évolution, cela n'a pas automatiquement transformé leur vocation « représenta-

95. Giuliano Urbano, op. cit., p. 193.

96. *Ibid.*

tive». Par contre, c'est un contenu différent qu'elles peuvent donner aux «intéressés étudiants» comme on le constate face au «chômage intellectuel» dans les années 1930 ou dans la nouvelle radicalisation des années 1960. Mais entre-temps, la Guerre froide a disloqué le mouvement étudiant international, qui ne peut se reconstituer à l'identique dans une université et un monde transformés.

Le tournant revendicatif des années 1930

La crise économique et l'augmentation des effectifs universitaires notables entre les deux guerres amènent les associations étudiantes à sortir de leur activité strictement coopérative. Certes, il y a une dimension sociale dans l'activité des mouvements étudiants au début du siècle. Aux États-Unis, 10 000 volontaires étudiants agissent dans quatre cent treize *settlement houses* pour faire du travail social en direction des migrants. Quand la crise de 1929 donne un coup d'arrêt à l'augmentation des effectifs deux années de suite, on constate une baisse de 4%. Le chômage réduit les *jobs* étudiants et «80 000 étudiants sont trop pauvres pour s'inscrire⁹⁷». La *National Student League* estime que le gouvernement doit promouvoir ces emplois étudiants et – comme on l'a vu – les mouvements de masse des années 1930 ne portent pas uniquement sur les problèmes de la paix mondiale. L'idée de réforme de l'Université se propage.

En Grande-Bretagne, bien qu'il n'y ait pas d'augmentation des effectifs universitaires entre 1922 et 1930, la question du chômage intellectuel se pose. Un congrès entier de la NUS y est consacré en 1937. La NUS s'ouvre aux institutions plus professionnelles des filières de *further education*. En 1938 des expressions nouvelles telles que «ouverture des universités», «briser les barrières entre les jeunes et les étudiants», ou encore «les étudiants doivent prendre leur place dans la société», deviennent fréquentes dans les réunions⁹⁸. On est désormais loin de la grève des mineurs de 1926 quand les étudiants aident à briser la grève (ceux qui y étaient alors favorables étaient considérés comme des «rebelles» marginaux). Une gauche radicale émerge en 1931-1932 avec le journal *Student Vanguard*, mais elle est concentrée à Londres, Oxford et Cambridge chez les enfants des classes supérieures. Brian Simon, un communiste fils d'industriel, devient président de la NUS en 1938⁹⁹.

En France, la question du chômage intellectuel est également vive, conduisant les différents groupes étudiants à développer action et revendications

97. Robert Cohen, «Student Activism in the United States, 1905-1960» in *Student political activism*, op. cit.

98. Eric Ashby & Mary Anderson, op. cit.

99. Martyin Shax, «Great Britain» in *Student political activism*, op. cit., p. 238.

sociales¹⁰⁰. Stéphane Merceron montre bien les différents éléments qui amènent à une évolution dans l'UNEF entre le Front populaire et la guerre, parallèlement à une évolution des effectifs étudiants (et surtout de leur différente répartition entre les filières)¹⁰¹.

L'Italie fasciste est dans une situation économique et politique différente des démocraties occidentales. Le gouvernement va dans le sens d'un rapprochement entre la formation et les professions, affrontant la tradition d'autonomie étudiante et des études. On a beaucoup plus une résistance «politique» à la mainmise de l'État sur l'université et l'éducation. Mais l'après-guerre voit également la question de la démocratisation, des droits d'inscription, de l'aide aux étudiants nécessaires apparaître au premier plan.

Les crises des internationales en Guerre froide

La vie des organisations internationales est marquée par le rapport au politique, en premier lieu aux États et à leur système d'alliances et de relations issus des conflits mondiaux: la CIE est à la Société des Nations ce qu'est l'UJE à l'ONU, et à côté de la coopération technique étudiante les enjeux politiques des relations interétatiques se reflètent dans les organismes étudiants. Les divisions politiques existent au préalable et l'on ne peut faire abstraction de la concurrence entre courants divers dans la formation – ou la reformation – d'unions étudiantes après-guerre. Mais s'il est difficile de faire apparaître clairement ces différenciations sur le terrain «corporatif» et «revendicatif» national, dès qu'on aborde le terrain des relations internationales le poids du politique se fait lourdement sentir:

«Les affaires extérieures permettent précisément aux tendances de s'affronter librement [...] Quand un délégué quitte une conférence internationale en claquant la porte, la vie quotidienne des étudiants ne s'en trouve pas modifiée¹⁰².»

La Guerre froide et l'évolution de la situation dans les pays du glaci ont fourni l'occasion d'exprimer ces différenciations politiques. De même, les associations

100. Contributions de Didier Fischer, Jacques Varin et Didier Leschi au séminaire du Germe «Les étudiants dans l'entre-deux-guerres», Sciences Po Paris, 18 décembre 1996. Les contributions ont été publiées dans *Les Cahiers du Germe*, «Engagements étudiants», spécial n° 3, 1998.

101. Stéphane Merceron, *Aspects de l'UNEF à la fin des années 30, une organisation étudiante en son temps*, maîtrise d'histoire soutenue à l'université de Versailles Saint-Quentin, novembre 1996.

102. Anonyme, *Les sources du syndicalisme étudiant*, p. 60 (tiré de la thèse d'Alain Schiffrès, IEP, 1963).

des pays colonisés, ayant adopté des formes calquées le plus souvent sur les modèles des unions des pays colonisateurs, s'en émancipent et participent en tant qu'unions nationales tant à l'UIE qu'à la CIE, ce qui provoque la mise en difficulté des unions étudiantes métropolitaines. C'est le cas des étudiants d'Indochine, les plus actifs et les plus nombreux dans les années 1930, puis de ceux d'Afrique du Nord et d'Afrique noire dont les leaders ont fréquemment fait des études en France, ou celui des étudiants égyptiens, africains, indiens, qui, ayant fréquenté les universités britanniques ont joué un rôle de « passeurs¹⁰³ ».

Néanmoins, comme le rappelle Pierre-Yves Cossé, président de l'UNEF en 1957 et 1958, chez les étudiants « on retrouve l'aspiration à se situer au-dessus des conflits, la conviction qu'il ne faut pas couper les ponts et que le rôle et la spécificité du mouvement étudiant est d'établir des liens lorsque le monde des adultes ou des États sont en conflit¹⁰⁴ ». Quand le conseil de la NUS décide en mars 1951 de ratifier les résultats de la consultation et décide de se désaffilier de l'UIE, il affirme néanmoins la volonté de maintenir une « coopération technique¹⁰⁵ ».

L'existence d'une « internationale technique », vieille tradition faisant le lien avec l'avant-guerre, permettait sur une série de problèmes sociaux, matériels, culturels, de maintenir les contacts entre les deux camps.

La nouvelle radicalisation politique des années 1960 et ses effets sur les associations traditionnelles

L'activité politique chez les étudiants est ancienne, avec assez tôt des mouvements de masse sur des thèmes extra-universitaires comme aux États-Unis. Les organisations étudiantes de gauche aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France ou en Italie étaient liées – ou fonctionnaient en référence – à des partis politiques existant dans le monde adulte : Parti démocrate, partis socialistes ou communistes, Démocratie chrétienne. Évidemment, demeuraient une part d'autonomie relative et les organisations de jeunesse sont riches de crises et de ruptures d'avec la tutelle adulte, mais ces ruptures donnaient naissance à des groupes restreints, le plus souvent éphémères, sans grande audience. Les années 1960 apportent une nouveauté : l'autonomie de l'action étudiante vis-à-vis des partis adultes¹⁰⁶. Il y a également des ruptures, par exemple le

103. Marie Scot, « Faire école : les alumni universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@politique*, n° 15, 2011.

104. Pierre-Yves Cossé, témoignage. *Les Cahiers du Germe* spécial n° 2, 1997.

105. Joël Kotek, *op. cit.*, p. 554.

106. Robi Morder, « Jeunes scolarisés, jeunes au travail, jeunes sans travail : crises des jeunesse dans les années 1960 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 74.

Students for a Democratic Society (SDS) et ce qu'on appellera la *New Left* par opposition à la *Old Left* aux États-Unis, la RSA, front de la gauche radicale au sein de la NUS en Grande-Bretagne, le *Movimiento Studentesco* en Italie, les « groupuscules » en France. Mais, cette fois-ci, ces groupes rassemblent les leaders de grands mouvements de masse étudiants qui se mobilisent sur les questions internationales (apartheid, guerre d'Algérie, guerre du Vietnam), autant que sur les questions universitaires mais dans le sens d'une critique de la société et en opposition aux partis de gauche traditionnels. Les unions d'étudiants – comme toute organisation – ont du retard dans leur adaptation aux changements sociologiques intervenus dans leurs milieux. La « crise de la représentation » apparaît chez les étudiants avant de toucher en quelques décennies l'ensemble de la société. Les structures traditionnelles des unions nationales, leurs modalités d'action de « groupes de pression » jouant des communiqués, des négociations, des « promesses et menaces » font partie d'un « jeu parlementaire » qui pouvait correspondre à la vieille élite, pas aux nouvelles couches. Les assemblées générales, l'action directe (*sit-in*), traduisent le besoin de nouveaux modes d'expression et de représentation démocratique. Ainsi, en Italie, « les occupations de facultés qui se multipliaient au cours des années 1966-1967 et 1967-1968 ont mis fin au rôle de ces organismes de type parlementaire [...] ». Elles ont été remplacées par des assemblées générales¹⁰⁷ ».

Bénéficiant des développements des moyens d'information et communication (radio, télévision) et de circulation avec la baisse des coûts des voyages à l'heure d'un tourisme de masse, d'autres réseaux plus informels de relations internationales étudiantes se superposent à l'ancienne diplomatie estudiantine. Ni la CIE ni l'UIE n'organisent les manifestations contre la guerre du Vietnam de Liège en 1966 ou de Berlin en 1968. Les nouveaux groupes ont l'occasion de faire connaissance lors de vacances organisées à Cuba, de réunions aux États-Unis, de conférences à Korcula (Yougoslavie), en cette fin des années 1960. Dans l'espace européen, c'est au syndicalisme étudiant « à la française » du moment (en tout cas, tel qu'il est perçu), et à la charte de Grenoble que se réfèrent de nombreux groupes. Le SVB hollandais est formé en 1963 avec une « base théorique, copiée de l'UNEF, [qui] est mal comprise¹⁰⁸ ». En Belgique, dans ses premiers temps, le Mouvement des étudiants universitaires belges d'expression française (MUBEF) opte pour le modèle syndical de la charte de

107. Michel Anthonioz, *Combats étudiants dans le monde* Paris, Le Seuil, 1968, p. 129.

108. Nicolas Pas, « Le syndicalisme étudiant en France et aux Pays-Bas, le SVB, 1946-1967 », *Les Cahiers du Germe*, n° 2, « Regards sur les internationales étudiantes », 1997.

Grenoble de l'UNEF : « La charte de Liège n'est que la charte de Grenoble ratifiée en 1959¹⁰⁹. »

Contrairement à la génération d'après-guerre, les nouveaux courants étudiants n'investissent pas forcément les organisations traditionnelles pour les transformer. S'il y a des tentatives, c'est pour les « dépasser », comme est préconisée la transformation de l'UNEF en « mouvement politique de masse ». L'UNURI s'autodissout, la contestation gagne au sein de la NUS, la NSA connaît des départs vers d'autres organisations comme le SDS. Les pactes de fait passés dans l'après-guerre dans chacun des pays entre les courants traditionnels visant à répartir les compétences entre organismes politiques ou confessionnels d'une part, syndicaux et représentatifs d'autre part, sont bien morts.

Vers de nouveaux internationalismes ?

Dans ces nouvelles conditions qui ont modifié la donne sociale, universitaire et politique dans les trois secteurs de la planète (Occident, pays de l'Est, tiers-monde), diverses tentatives de reconstituer le même type d'internationales ont été des échecs. Si l'UIE a bénéficié d'une force d'attraction auprès des unions étudiantes plongées dans les décolonisations et la lutte anti-impérialiste, c'était moins une véritable adhésion à une idée d'internationale étudiante, que le bénéfice utilitariste qu'elles pouvaient tirer en s'adossant à un camp (lui-même divisé entre Soviétiques et Chinois) contre un autre (l'impérialisme et le colonialisme). En Europe de l'Ouest, au Japon et en Amérique du Nord, l'UIE n'a pas profité en revanche de l'espace laissé libre par la disparition de la CIE. Son alignement sur la politique soviétique (refus de condamner l'intervention des armées du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968, répression contre les étudiants polonais en 1968 et 1970, alignement sur Moscou dans le conflit avec Pékin...) lui a aliéné les mouvements étudiants tels qu'ils se sont orientés dans les « années 1968 ». L'UNEF française est ainsi mise à l'écart de l'UIE et de ses réunions, et après la scission de 1971, l'UIE choisit l'UNEF dite « renouveau ». L'UIE en Europe doit dès lors se contenter de participer à des *Europeans meetings* au cours des années 1970.

Renonçant à « redresser l'UIE », l'UNEF-ID qui vient de se constituer en 1980, en regroupant la plupart des courants politiques et syndicaux en dehors du PCF, a tenté de prendre la tête d'une Association internationale des étudiants (AIE), profitant de la crise polonaise et de sa collaboration avec le NZS

109. Mathilde Collin, *L'illusion identitaire des étudiants francophones: le Mouvement des étudiants universitaires belges d'expression française (MUBEF), 1961-1974*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant, 2008, p. 19 et p. 24.

(le Solidarnosc étudiant). En juin 1981, une conférence internationale réunissant soixante-huit unions de cinquante pays décide de convoquer le congrès constitutif à Varsovie¹¹⁰ pour la fin de l'année, ce qui s'avèrera impossible avec le coup d'État du général Jaruzelski et le passage des syndicats Solidarnosc et NZS dans la clandestinité. L'AIE tient son congrès constitutif à Paris du 18 au 21 juin 1982, à la faculté de Tolbiac, puis à la Cité universitaire internationale¹¹¹. Quarante-deux organisations et unions étudiantes ont envoyé des délégations en provenance de trente-trois pays d'Asie, Amérique latine et Amérique du Nord, Afrique, et Europe de l'Ouest et de l'Est¹¹². Pour l'Europe, on note la récurrence des caractéristiques différentes entre les unions très institutionnalisées et intégrées (Norvège, Suède, une des trois unions allemandes, il faut y ajouter les États-Unis) et les organisations à tonalité plus militante (France, *Basis Gruppen* d'Allemagne, Italie, Suisse), différences que l'on peut encore constater aujourd'hui¹¹³. Au cours de la conférence, des contacts sont pris entre la tendance autogestionnaire de l'UNEF française, les Québécois (qui avaient déposé un amendement pour le contrôle étudiant « dans une université débarassée de la tutelle des intérêts privés et de l'État »), les Suisses et les Polonais pour élaborer un amendement finalement présenté par les Suisses visant à ce que les étudiants puissent participer aux processus de décision sur la base d'une « mobilisation indépendante » avec « leurs organisations, contre l'État », en vue d'« exercer leur influence et leur contrôle » sur la vie de l'université. L'AIE survit formellement quelques années, sans grande activité autre que l'édition d'un bulletin.

Après la chute du mur de Berlin, l'UIE tente de se reformer dans une situation difficile pour elle, puisque le nouveau gouvernement tchécoslovaque de la

110. *Étudiants de France*, n° 10, juin 1981.

111. Archives personnelles.

112. Unions étudiantes ayant participé au premier congrès de l'AIE : Afghanistan (GUAFS et UGAF); Algérie (ASEAF); Allemagne (*Gewerkschaftliche Gruppen*, *Basis Gruppen* et GHV); Bolivie (Confédération universitaire bolivienne [CUB] et Fédération universitaire locale [FUL] de Santa Cruz); Brésil (*DCE de l'Universidad de Sao Paulo* et *Unidade*); Chypre (FIEEF); Congo (AEC); Côte d'Ivoire (UNECI et SNCC-UNECI); Érythrée (UNEEE); Espagne (*Universidad Complutense de Madrid*); États-Unis (ASA); France (UNEF-Indépendante et démocratique); Hongkong (*Hong Kong Federation Students*, HKFS); Île Maurice (AEMF); Irak (UNEI); Iran (CISMU et AEM); Irlande (USI); Italie (CNSU); Jordanie (UGES); Luxembourg (UNEL); Mali (AESMF); Malte (KSU); Norvège (NSU); Pologne (NSZ); Portugal (AEFFL); Québec (Association générale étudiante du Cégep du Vieux Montréal, AGECEVM); Sénégal (AEASF Action syndicale); Singapour (NUSSU); Suède (SFS); Suisse (UNES, UNES-VVS et *Basis Kornitee*); Syrie (Association des étudiants démocrates syriens [AEDS]); Togo (AESTF); Zaïre (UNEZ).

113. Voir la thèse de Geneviève Genicot et sa contribution au présent ouvrage.

Révolution de velours a voulu l'expulser non seulement de ses locaux mais de Prague, avant de revenir sur sa décision. Affirmant tirer les leçons du passé¹¹⁴, regroupant plus d'une centaine d'unions nationales, seule organisation internationale étudiante existante, elle propose à l'ESIB de devenir sa section européenne, mais ne parvient qu'à y faire rentrer les unions de l'Est. L'UNEF-ID demande même à adhérer à l'UIE en 1993-1994¹¹⁵ mais l'UIE ne franchit pas le cap du début du 21^e siècle, alors que les forums sociaux mondiaux et l'altermondialisme touchent massivement de larges fractions étudiantes. L'histoire de cette dernière période de l'UIE reste en tout état de cause à écrire.

Peut-être est-ce à l'échelle continentale que se reforment en Europe de nouvelles relations internationales organisées ? Les politiques universitaires communes à l'Union européenne donnent à une organisation continentale comme l'ESIB une fonctionnalité de type représentative et revendicative, se combinant avec des mouvements étudiants tels qu'ils ont touché plusieurs pays d'Europe, tant dans les années 1986-1989 que dans les années 2000. Quant à l'échelle internationale, les politiques universitaires empruntant aux mêmes sources donnent également du « grain à moudre » aux mobilisations pour les démocratisations sociales, et – comme dans les deux derniers siècles – à une échelle bien plus massive la participation des étudiants aux luttes pour les libertés démocratiques ont de quoi promouvoir actions communes et organisation de solidarités.

114. *Matériaux du congrès extraordinaire de l'Union internationale des étudiants*, Prague, 7-10 avril 1991.

115. « Note sur l'UIE », archives personnelles.

MIGRATIONS INTERNATIONALES ET MOUVEMENTS ÉTUDIANTS

Claudie Weill

Au-delà des pérégrinations de formation où furent impliqués aussi bien les étudiants que les artisans, l'histoire des migrations étudiantes contemporaines se situe au carrefour de deux champs d'histoire sociale : celui, amplement exploré désormais, des migrations internationales et celui du milieu étudiant et de ses mouvements.

Pour le premier, ce sont essentiellement les migrations du travail, les plus massives, qui se sont situées au centre de l'attention avec les tentatives pour définir les différentes catégories de migrants : émigration libre du travail des pays en voie de développement, lorsque la pénétration du capitalisme libère la main-d'œuvre excédentaire dans les campagnes mais que le marché intérieur du travail n'est pas encore en mesure de l'absorber, importation de main-d'œuvre par les pays développés. Le courant migratoire principal va alors d'est en ouest et se dirige principalement vers les colonies de peuplement telles que les États-Unis d'Amérique où l'histoire de la formation de la classe ouvrière se confond largement avec celle de l'immigration, mais aussi vers l'Amérique latine (en particulier l'Argentine), l'Australie, l'Afrique du Sud. Ces migrations peuvent cependant aussi se recouper voire coïncider avec la colonisation.

Lorsque ces marchés du travail arrivent à saturation, des mesures de continement sont adoptées : prise de position pour une Australie blanche, introduction de quotas aux États-Unis dans les années 1920, la question étant posée en termes d'étrangers désirables et indésirables dont la figure emblématique est fournie par ce qu'on a appelé les *coolies*, à partir des migrations transpacifiques aux États-Unis – vers l'est géographique mais l'ouest géopolitique – de main-d'œuvre chinoise et japonaise.

Le mouvement ouvrier des principaux pays d'immigration est prompt à réclamer une réglementation pour endiguer la concurrence des nouveaux arrivants

Robi Morder
Caroline Rolland-Diamond

ÉTUDIANT(E)S DU MONDE EN MOUVEMENT

Migration, multiculturalisme
et internationalité étudiante



HISTOIRE DE L'UNEF (1971-2001)

de «socialisme à visage humain», a été dissoute et remplacée par un Conseil des étudiants de Tchécoslovaquie. Les dirigeants de la tendance Renouveau – notamment les communistes – refusent de le reconnaître et donc d'admettre que son dirigeant préside l'UIE comme les statuts de l'internationale le prévoient. Guy Konopnicki témoigne :

[Le] vice-président soviétique de l'UIE, un nommé Danilov, a menacé de reconnaître l'autre UNEF si nous n'acceptons pas la nouvelle organisation tchécoslovaque. [...] Moi, j'étais resté fidèle à la position prise par Waldeck Rochet en août 1968, condamnant l'invasion soviétique¹³.

L'IMPORTANCE DE « L'INTER » POUR LES DEUX UNEF NAISSANTES

La scission a aussi eu des répercussions au niveau international. Les deux UNEF nées en 1971 se présentent toutes les deux comme la continuité de la «grande UNEF». Il s'agit alors du début d'une lutte épuisante pour délégitimer l'autre et réussir à s'imposer comme la légitime, l'unique, la vraie UNEF. À ce jeu-là, dans les premiers mois et même premières années, l'UNEF «rénovée» l'emporte assez rapidement sur sa concurrente.

«VIVE L'UNEF RÉNOVÉE, VIVE L'UNEF ANTI-IMPÉRIALISTE¹⁴»

Un représentant de l'UIE est bien présent au 59^e congrès de Paris mais en tant qu'observateur¹⁵, un congrès qui accorde une grande place à l'internationalisme. Un grand nombre de délégations étrangères y sont invitées. Une soirée dans le grand amphi de la Sorbonne est organisée pour les accueillir et leur permettre de s'exprimer et *de facto* reconnaître l'existence de l'UNEF créée par les anciens cadres de la tendance Renouveau. Il s'agit aussi de galvaniser les délégués et les étudiants présents en montrant que l'enjeu du congrès dépasse le cadre national.

Le tract reproduisant l'appel adopté lors de l'assemblée générale extraordinaire des comités d'action de l'UNEF du 14 février 1971 informe les étudiants de l'organisation de ce congrès et explique la démarche du Renouveau. Il définit ainsi les «préoccupations principales» du syndicat à rénover notamment la lutte «pour la paix, contre

13. *Ibid.*

14. *Étudiants de France*, mars 1971, n° 0, p. 13. Fonds UNEF (1971-2001), papiers Étienne Andreux, Cité des mémoires étudiantes.

15. *UNEF-Infos*, n° 1, 12 mars 1971, p. 5. Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, fonds Jean Duma, 437J14.

l'impérialisme¹⁶». La définition du dernier terme est claire pour la plupart des étudiants de l'époque. L'impérialisme, c'est celui des États-Unis et de ses alliés occidentaux. Dans le contexte de guerre froide, la priorité est à sa dénonciation mais aussi à la défense de la paix. Cette vision binaire est alors dominante. L'UNEF doit participer aux combats «aux côtés de tous les mouvements progressistes et des étudiants du monde, de toutes les forces anti-impérialistes¹⁷».

Les critiques à l'encontre de la situation tchécoslovaque mais aussi polonaise – depuis décembre 1970 un puissant mouvement social y est alors durement réprimé – sont rappelées dans le texte soumis aux congressistes et dans le rapport d'orientation prononcé salle de la Mutualité par Guy Konopnicki. Mais elles ne sont absolument pas présentées comme un *casus belli* avec l'UIE :

Si l'UNEF réprouva l'intervention en Tchécoslovaquie et si elle s'inquiète des événements survenus en Pologne, elle suit avec intérêt le progrès des solutions démocratiques qui sont apportées aux problèmes des étudiants et des travailleurs de ces pays par eux-mêmes avec leurs organisations¹⁸.

Le représentant de l'internationale étudiante ne peut être choqué par cette analyse, certes critique, mais qui vise à le rassurer en montrant que l'UNEF perçoit les «améliorations» en cours dans ces deux pays. Face au chantage des Soviétiques décrit plus haut, les dirigeants de l'UNEF ont donc dû revenir sur leurs exigences. Officiellement, le «Conseil fantoche des étudiants tchécoslovaques¹⁹» n'est pas reconnu par la nouvelle UNEF mais cette dernière fait le nécessaire pour faire disparaître cette source de tension avec l'UIE présidée par... ce même conseil. Jean Kanapa a fait pression sur la jeune direction pour accepter ce compromis :

16. «Pour les luttes une arme : Vive le renouveau de l'UNEF!», Appel des 127 comités d'action UNEF réunis en assemblée générale le 14 février 1971. Fonds UNEF (1971-2001), papiers Michel Solignac, Cité des mémoires étudiantes.

17. *Étudiants de France*, n° 0, mars 1971, p. 13. Fonds UNEF (1971-2001), papiers Étienne Andreux, Cité des mémoires étudiantes.

18. Extrait du texte d'orientation syndicale pour le 59^e congrès de l'UNEF (Paris), mars 1971, p. 16. Robi Morder, « Il y a 50 ans la scission de l'UNEF (3) », en ligne sur le site du Germe, www.germe-inform.fr/?p=4220.

19. Réponses de Guy Konopnicki à un questionnaire envoyé par le collectif Pour l'histoire de l'UNEF! en juillet 2022.

HISTOIRE DE L'UNEF (1971-2001)

Kanapa m'a demandé de la boucler : « Tu as raison, mais c'est une question de rapport de force et nous avons besoin de l'UIE. » Le bureau national de l'UNEF n'a pas été informé [de ses négociations et du compromis], je l'avoue²⁰...

Un congrès qui accorde une grande place aux délégations étrangères

Dans la compétition entre les deux organisations naissantes, c'est le congrès de l'UNEF-Renouveau qui remporte de très loin la palme du congrès le plus internationalisé. Vingt-cinq délégations d'organisations étrangères sont accueillies et huit messages reçus²¹. La liste des délégations a été élaborée lors des réunions du collectif de préparation du congrès en collaboration avec l'UIE. Guy Konopnicki rappelle qu'il a suivi personnellement ce travail, dont la cheville ouvrière reste Gilbert Wasserman. La soirée du vendredi 5 mars organisée dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne est consacrée « à la solidarité internationale et au combat intersyndical²² ». L'accueil des délégations étrangères est fait face à un amphithéâtre bondé mais c'est la guerre du Vietnam qui domine la soirée.

En comparaison, le congrès de Dijon en février 1971, celui de « l'autre » UNEF, a eu une dimension internationale très faible. Le numéro d'*UNEF-Inform* de la rue Soufflot datant du 22 mars 1971 ne recense que trois messages de soutien de la Fédération des étudiants de Chine populaire, de l'USI irlandaise et de la YUS yougoslave et une seule délégation représentée, celle de la GUPS, l'organisation des étudiants palestiniens.

L'ENJEU DE LA RECONNAISSANCE DE L'UIE

Lors de cette soirée du 5 mars 1971, de nombreuses banderoles ont été accrochées dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Sur l'une d'entre elles, le slogan suivant a été inscrit : « Renforçons l'unité anti impérialiste des étudiants du monde au sein de l'UIE²³. »

Mais chacune des deux UNEF tente de garder des relations avec l'UIE, que la « grande UNEF » avait réintégrée en 1963 en tant que

20. *Ibid.*

21. *Étudiants de France*, n° 0, mars 1971. Fonds UNEF (1971-2001), papiers Étienne Andreux, Cité des mémoires étudiantes.

22. Tract annonçant la soirée internationale du 5 mars 1971 dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Archives départementales du Val-de-Marne, fonds 120j5.

23. Voir page 300, photographique prise par Alain Miranda (AGET-UNEF). Fonds UNEF (1971-2001), papiers Alain Miranda, Cité des mémoires étudiantes.

membre associé après l'avoir quitté en 1949 au congrès du Touquet²⁴. L'enjeu est de profiter de ce réseau pour entretenir des relations avec des organisations d'étudiants notamment du tiers-monde. Mais les choses ne sont pas si simples, y compris pour l'UNEF-Renouveau.

Le représentant de l'UIE présent au congrès de Paris y assiste en tant qu'observateur. Le communiqué du bureau national datant du 8 mars et faisant état de la rencontre avec ce dernier reste prudent. L'UNEF tente de le rassurer en apportant son « soutien aux décisions du 10^e congrès de l'UIE » tenu en février à Bratislava en Tchécoslovaquie. Le communiqué se termine de façon un peu vague :

La rencontre s'est déroulée dans une atmosphère fraternelle et de compréhension mutuelle, ce qui présage bien du rôle nouveau que pourra jouer une UNEF rénovée au sein de l'UIE²⁵.

L'UIE semble prendre son temps afin que la situation en France se stabilise. La question est de savoir qui représentera ce pays au sein de l'UIE puisque les statuts de l'organisation internationale ne prévoient qu'un seul représentant par pays. Avec l'UNEF-US, les contacts ne sont donc pas encore coupés. Pourtant les critiques vis-à-vis de l'UIE faites par les dirigeants lambertistes sont nombreuses. Dans le numéro de *Grenoble Université* de mars 1971, journal de l'AGE de Grenoble alors adhérente de l'UNEF-US, un article fait le bilan du 10^e congrès de l'UIE. Et l'analyse y est très critique. Et cela se comprend car la délégation, composée notamment de Charles Berg, secrétaire national de l'AJS, et envoyée par la « délégation permanente » dirigée par la tendance Unité syndicale – et donc les lambertistes –, se voit refuser ses visas. L'auteur de l'article accuse Guy Konopnicki d'avoir convaincu Dusan Ulcak, président de l'UIE, de ne pas accepter leur venue. Il est à noter que la tendance Renouveau est bien présente à Bratislava même si elle a milité pour que l'UNEF n'y soit pas représentée – au vu de la situation – officiellement.

Néanmoins les dirigeants de l'UNEF-US tentent d'être reconnus par Prague. Certes l'UIE est absente du congrès de Dijon mais une archive

24. Alain Monchablon, *Histoire de l'UNEF...*, *op. cit.*, p. 152; et Didier Fischer, « L'UNEF et l'Union internationale des étudiants (1945-1965) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 86, n° 2, 2007, p. 84-105.

25. *UNEF-Informations*, n° 1, 12 mars 1971. Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, fonds Jean Duma, 437J14.

HISTOIRE DE L'UNEF (1971-2001)

conservée dans le fonds UNEF-US de La Contemporaine rappelle que le délégué de l'UIE présent au congrès du Renouveau a profité de son passage à Paris pour rencontrer la direction de la rue Soufflot. Elle ne nous dit rien du contenu mais cette visite a irrité les responsables de l'UNEF-Renouveau à qui Jean Kanapa a soufflé une possible riposte si ces contacts perduraient :

Là encore, c'est la direction du PCF qui a réagi, Kanapa a menacé d'inverser le chantage et m'a dit : « Si l'UIE fait un geste public en direction des trotskards (sic), tu accuses publiquement ces zozos d'avoir pactisé avec les fantoches nommés grâce aux chars soviétiques. On va rire. » Les choses se sont arrêtées là²⁶.

L'UNEF de la rue du Caire a finalement remporté cette manche. Gilbert Wasserman est envoyé à Prague en avril 1971 à l'invitation de l'UIE. Cela est présenté comme une « étape importante de resserrement des liens » entre les deux organisations. L'UNEF souhaite participer « à l'ensemble des initiatives de l'UIE, pour la démocratisation de l'enseignement et la lutte unie des étudiants contre l'impérialisme²⁷ ».

Cette « victoire » de l'UNEF s'est faite au prix du compromis tchécoslovaque décrit plus haut mais les tensions autour de la « normalisation » tchécoslovaque ne disparaissent pas.

L'UNEF-Renouveau reconnue et soutenue par l'UIE

La porte se referme pour les responsables de l'UNEF-US qui mettent en place des relations internationales parallèles en tentant de maintenir des relations directes avec de nombreuses unions étudiantes.

Olivier Mayer, alors secrétaire national de l'UNEF, aborde dans son rapport prononcé au début du collectif national du 26 septembre 1971²⁸ la politique internationale du syndicat. Les délégués apprennent que le secrétariat de l'UIE propose à l'UNEF d'organiser pour la fin 1971 « une initiative internationale permettant la célébration du 25^e anniversaire de l'UIE en France ». L'UNEF évidemment accepte et une

26. Réponses de Guy Konopnicki à un questionnaire envoyé par le collectif Pour l'histoire de l'UNEF! en juillet 2022.

27. *Étudiants de France*, n° 1, mai 1971, p. 5. Fonds UNEF (1971-2001), papiers Alain Miranda, Cité des mémoires étudiantes.

28. Rapport d'Olivier Mayer présenté au collectif national des 26 et 27 septembre 1971, *UNEF-Informations*, n° 5, 30 septembre 1971. Fonds UNEF (1971-2001), papiers Obey Ament, Cité des mémoires étudiantes.

semaine d'actions de solidarité internationale est fixée du 27 novembre au 3 décembre, ponctuée par un colloque à Paris. C'est le premier acte concret qui officialise le réinvestissement de l'UNEF au sein de l'Internationale.

Il y avait à ce colloque une cinquantaine de pays représentés. Nous avons été reçus par Pablo Neruda à l'ambassade du Chili. Nous avons un avantage évident sur les lambertistes, nos relations internationales, et notamment avec le Vietnam et le Chili, à quoi s'est ajouté le Comité Angela Davis, dont la sœur est venue manifester à Paris, à cette même date, à la tête d'une manif des JC à laquelle les délégués du colloque UIE se sont joints²⁹.

L'UNEF a fait une grande publicité à cet événement. Un article de Gilbert Wasserman est publié dans le numéro 5 d'*Étudiants de France*³⁰. Il dresse le compte rendu de cette journée organisée dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Gilbert Wasserman annonce qu'un million de francs a été collecté «pour les étudiants de Saïgon». La liste des vingt-cinq organisations présentes est dressée. On en compte six d'Europe de l'Est, trois d'Europe de l'Ouest, six d'Afrique, trois du Moyen-Orient et deux d'Asie du Sud-Est. Cinq organisations d'étudiants étrangers en France sont aussi représentées. Neuf autres organisations ont envoyé un message (deux d'Europe de l'Est, trois d'Europe de l'Ouest, trois d'Asie et une des Caraïbes).

Un autre événement fait beaucoup de bruit, y compris dans la presse nationale française. Il s'agit de la réunion du comité exécutif de l'UIE organisé du 26 au 29 janvier 1972 à Varsovie. Dans un article ayant un titre plein de malice «Les deux UNEF de Paris à Varsovie», *Le Monde* s'interroge sur la présence des délégations des deux UNEF :

Les représentants de l'UNEF-AJS – invités probablement par erreur... – furent accueillis à Varsovie avec, affirment-ils, beaucoup de courtoisie, par les dirigeants de l'Union des étudiants polonais³¹.

29. Réponses de Guy Konopnicki à un questionnaire envoyé par le collectif Pour l'histoire de l'UNEF! en juillet 2022.

30. *Étudiants de France*, n° 5, février 1972, p. 13, Fonds UNEF (1971-2001), papiers Alain Miranda, Cité des mémoires étudiantes.

31. «Les deux UNEF de Paris à Varsovie», *Le Monde*, 12 février 1972.

HISTOIRE DE L'UNEF (1971-2001)

Pourtant, leur présence a été de courte durée. Les deux représentants de l'UNEF-US ont dû quitter la réunion avant la fin de la première journée. Deux résolutions condamnant leur attitude ont même été votées par le comité exécutif de l'UIE. La première mandate le secrétariat de l'UIE pour aller enquêter en France afin de clarifier la situation de l'UNEF. La seconde adoptée à l'unanimité réclame «l'expulsion immédiate et définitive des deux éléments nommés [Jean-Claude] Boksenbaum³² et [Pierre] Nesterenko [...] en raison de leur conduite provocatrice, insolente et violente». L'UNEF s'empresse de publier telles quelles ces deux résolutions dans sa presse interne³³.

La question tchécoslovaque

L'UNEF-US se retrouve alors coupée d'une partie des organisations membres de l'UIE mais continue de développer une politique internationale dénonçant l'impérialisme occidental mais aussi le stalinisme. Lors de son congrès tenu à Clermont-Ferrand du 6 au 8 avril 1972, la dénonciation de la normalisation tchécoslovaque est réaffirmée. *Le Monde* affirme même que des lettres de sympathie ont été reçues de Jiri Pelikan, ancien président de l'UIE de 1953 à 1963 et acteur du Printemps de Prague, et du journaliste italien Valerio Ochetto, qui fut arrêté à Prague l'an dernier³⁴. L'UNEF-US essaie ensuite de construire une internationale parallèle des étudiants mais sans grand succès³⁵.

La question tchécoslovaque reste aussi pour l'UNEF une pierre d'achoppement. Le compromis de 1971 passe mal. Le rapport prononcé par Philippe Méhaut pour le collectif national du 6 mai 1972³⁶ rappelle l'importance de l'activité internationale de l'UNEF malgré l'existence de tensions internes principalement concernant la Tchécoslovaquie. D'après le rapporteur, «cette question» a été soulevée durant la commission internationale réunie lors du 60^e congrès qui vient de se tenir au

32. Il s'agit de Jean-Claude Boksenbaum et de Pierre Nesterenko, secrétaire général de l'UNEF-US.

33. *UNEF-Informations*, nouvelle série, 2^e année, n° 1, février 1972, p. 18-19. Fonds UNEF (1971-2001), papiers Rémi Fourche, Cité des mémoires étudiantes.

34. Guy Herzlich, «L'UNEF (Unité syndicale) veut poursuivre la lutte contre la sélection et la participation», *Le Monde*, 11 avril 1972.

35. «L'UNEF appelle à une conférence internationale des organisations étudiantes», *JR – Jeune révolutionnaire* (organe mensuel de l'Alliance des jeunes pour le socialisme), n° 33, 16 novembre 1972, p. 11.

36. Rapport de Philippe Méhaut au collectif national des 6 et 7 mai 1972, *UNEF-Inform*, n° 4, mai 1972, p. 41. Fonds UNEF (1971-2001), papiers Rémi Fourche, Cité des mémoires étudiantes.

mois de mars. Philippe Méhaut estime nécessaire de clarifier la position de l'UNEF mais ses explications restent sur la défensive. Il commence par minimiser l'actualité de la «normalisation». Il affirme que «cette question est loin d'être une préoccupation réelle chez la masse des étudiants» en France et n'est d'ailleurs plus, d'après lui, «une préoccupation majeure dans la situation internationale». Le dirigeant rappelle que «la presse réactionnaire et les groupes gauchistes» se déchaînent, qu'une campagne de presse s'attaque «aux prétendues atteintes aux libertés en Tchécoslovaquie». Ensuite Méhaut défend les acquis des pays socialistes : «Ce sont des pays où les revendications fondamentales des étudiants sont satisfaites, où la démocratisation de l'université est réalisée.» Ceci posé et rappelé, il dénonce néanmoins «l'intervention des troupes du pacte de Varsovie» en 1968, les «procès pour opinion politique, ou toute forme de répression qui remettrait en cause les droits fondamentaux de l'homme». L'UNEF se veut «très ferme en ce sens». Mais l'auteur refuse de condamner *a priori* le Conseil des étudiants mis en place en remplacement de l'Union des étudiants Tchécoslovaques qui avait participé activement au Printemps de Prague. Pour Philippe Méhaut, les «étudiants tchèques sont les meilleurs et seuls juges». Cette prudence devient une caractéristique des positions internationales de l'UNEF vis-à-vis des pays de l'Est pendant quelque temps du moins.

L'appartenance à l'UIE et donc sa reconnaissance par de très nombreuses organisations sont perçues comme une priorité. Pour l'UNEF-Renouveau, l'UIE «forte de ses 89 organisations représentatives» est «la grande organisation de combat unie des étudiants du monde pour la démocratisation de l'enseignement, contre l'impérialisme³⁷». Dans cette course à la reconnaissance internationale, «Qui a gagné? Formellement, nous avons gagné, mais, évidemment, en partie par le poids du PCF dans le mouvement communiste international. Ce qui passait par des compromis pourris avec les Soviétiques³⁸», précise Guy Konopnicki en juillet 2022.

37. *Étudiants de France*, n° 0, mars 1971, p. 14. Fonds UNEF (1971-2001), papiers Étienne Andreux, Cité des mémoires étudiantes.

38. Réponses de Guy Konopnicki à un questionnaire envoyé par le collectif Pour l'histoire de l'UNEF! en juillet 2022.

novembre 1919-2019: 100^e anniversaire de la création de la CIE

Alain Monchablon

De la Confédération interalliée à la Confédération internationale des étudiants. Il y a 100 ans, du 20 au 25 novembre 1919, le 8^{ème} congrès de l'Union nationale des associations d'étudiants de France, son premier congrès de l'après-guerre, se tient à Strasbourg redevenue française. C'est l'occasion, d'inviter des délégations des étudiants d'autres pays pour un « Congrès national et interallié des étudiants ». C'est à l'Université que se déroule la séance solennelle d'ouverture du congrès des étudiants, en présence du président de la République, Raymond Poincaré. Les délégations de 17 pays sont présentes et la Confédération interalliée des étudiants est créée, portant à la présidence Jean Gérard, président de l'Union étudiante française. Le sigle CIE va rester, mais comme Confédération internationale des étudiants, décrite par Alain Monchablon dans l'article publié en 1997 dans *Les Cahiers du Germe* spécial « internationales étudiantes ».

La première Confédération internationale des étudiants (1919-1939)

AVANT 1914

Les projets de fédération internationale d'étudiants sont très anciens, antérieurs même à l'existence d'unions nationales, voire des Associations Générales. On a ainsi un premier congrès international, d'esprit très libéral voire avancé, qui se tient en 1865, mais demeure sans suite[1].

Beaucoup plus officiel est le plan caressé au lendemain de rencontres internationales d'unions étudiantes à l'occasion des fêtes du centenaire de la Révolution française à Paris ; les Associations Générales d'étudiants en France qui y songèrent n'étaient pourtant pas alors fédérées en un ensemble national; mais, sans que l'on sache trop pourquoi, le projet, qui par ailleurs excluait les étudiants allemands et austro-hongrois, demeure également inabouti.

Puis on voit naître en 1898, initiative italienne, à Turin, un regroupement international intitulé *Corda Fratres*[2], à vocation festive et cosmopolite mais de faible activité, en particulier en France où la section nationale aurait en effet été dirigée par des notaires plutôt que par des étudiants[3]. En fait il semble surtout que les ou des Français aient tenté vainement de prendre le contrôle de la *Corda Fratres*. C'est d'ailleurs pour faire pièce à cette union que sont convoqués deux rencontres internationales, à Liège en 1905 puis à Marseille en 1906, avec pour objectif la constitution d'une Fédération internationale des étudiants; là encore, sans succès, si ce n'est que c'est à Marseille que sont jetées les bases de ce qui sera l'UNEF en 1907. *Corda Fratres* survit donc, et ne suscite plus l'hostilité française, sa section nationale

est fixée en 1910 à Paris, dans le local de l'AGE, présidée par Pierre Julien alors président de celle-ci; elle était appelée également l'Union internationale des étudiants, ou UIE. Centrée principalement sur l'Italie, soupçonnée d'influences maçonniques, elle disparaîtra de fait sous les coups du régime mussolinien.

LE CONGRÈS DE 1919

C'est en fait dans un contexte nouveau, fortement marqué par la Grande Guerre que se constitue la Confédération Internationale des Etudiants, à l'occasion du «8e Congrès national et interallié des étudiants», c'est à dire de l'UNEF, dans Strasbourg libérée, en novembre 1919[4]. C'est en effet dans le cadre du congrès de l'Union nationale française que sont jetées les bases d'une nouvelle internationale étudiante. Sont invités au congrès de Strasbourg, et y prennent successivement la parole le président de la Société générale des étudiants roumains, un délégué des universités d'Utrecht et de Leyde, un étudiant norvégien, le président de l'Association des étudiants danois, un délégué du Polytechnikum de Zurich, un étudiant genevois, un Yougoslave, un Tchecoslovaque, un délégué de l'Université d'Edimbourg, un étudiant liégeois, un Suédois, le président de l'Union nationale belge, un universitaire norvégien, enfin le délégué officiel des étudiants polonais. Soit tous des représentants des pays alliés ou neutres, dont certains «pour venir ici ont dû faire preuve d'indépendance, rompre en visière avec de tenaces préjugés» selon le président du Cercle des étudiants de Strasbourg.

La présence de ces étudiants étrangers, plus ou moins représentatifs, s'éclaire par le fait que «la question la plus importante et pour laquelle en somme on avait adjoint au congrès national un congrès interallié et qui souleva le plus de discussions, par suite de difficultés surgissantes (sic) de part et d'autre, fut la dissolution de l'Union Internationale des Etudiants, de la Corda Fratres d'avant-guerre et la fondation d'une Confédération internationale Etudiante englobant les associations d'étudiants de tous les pays alliés et neutres à l'exception des pays centraux.» [5] Les statuts de la nouvelle internationale sont présentés par les Français et, «modifiés sur certains points par la délégation belge» sont adoptés unanimement, ce qui permet de proclamer sur le champ la naissance de la Confédération internationale[6] des étudiants. Celle-ci groupe immédiatement sept pays ayant déjà une Union nationale d'étudiants: la Belgique (où l'Union nationale est «tout nouvellement fondée» à partir de délégués de l'Université Libre de Bruxelles), l'Espagne, la France, la Pologne, le Luxembourg (dont l'Union nationale est

également créée en 1919), la Roumanie et la Tchécoslovaquie dont l'UN date également de 1919.

La création de la CIE, non annoncée préalablement, fut donc précédée d'un minimum de consultations internationales, et les statuts proposés prévoyaient prudemment qu'il suffisait de l'accord de trois Unions nationales pour constituer la Confédération. Selon les termes de l'AGE de Paris, il s'agissait de «prendre tous les amis de la France»^[7]. C'est au reste un Français, Jean Gérard, ingénieur chimiste, président de l'UNEF de 1914 à 1919, qui est placé à la tête de la CIE, et y restera jusqu'en 1924, le secrétaire général étant également français, tandis que le français est la langue officielle de la Confédération. D'ailleurs un courrier interne de l'UNEF définissait la CIE comme «une organisation d'origine essentiellement française, je dirai même d'inspiration gouvernementale. (Je crois devoir rappeler ici, pour mémoire, que la CIE fut fondée à Strasbourg en novembre 1919 sur la suggestion de M Lafferre alors Ministre de l'Instruction Publique et à l'initiative de l'Union nationale des associations générales d'étudiants de France)»^[8]

UN ÉLARGISSEMENT LIMITÉ

A côté des sept groupements fondateurs, membres titulaires de la CIE, une adhésion provisoire était ouverte comme «membres libres à voix consultative» aux pays n'ayant pas encore d'Union Nationale d'étudiants; c'était le cas du Royaume Uni, du Danemark, des Etats-Unis, de la Grèce, de la Hollande, de l'Italie, de la Norvège, la Suisse, et la Yougoslavie. En fait, ces pays ne tardèrent pas à se doter dans les trois ans qui suivirent, de regroupements nationaux qui leur permirent d'intégrer totalement la Confédération, à l'exception des Etats-Unis et de la Grèce. En 1923, la CIE comptait seize unions nationales, membres titulaires. La CIE naquit donc essentiellement comme un rassemblement d'étudiants des pays alliés et neutres. L'accès des étudiants des anciens Empires Centraux était subordonné par le paragraphe 7 de l'article 2 des statuts à l'admission préalable de ces Etats à la SDN. Dès 1919, les représentants des ex-Etats neutres avaient rechigné sur cet article 2 imposé par les Français; les vœux du congrès de l'UNEF proprement dite avaient en effet interdit toute présence «d'étudiants ennemis en France», aussi bien que «toute tentative de congrès international universel qui aurait pour but ou pour résultat de nous mettre en contact avec nos ennemis d'hier»^[9]. L'article litigieux fut supprimé en 1920 à Bruxelles, ce qui permit les adhésions ultérieures de la Bulgarie et de la Turquie (1924) puis de la Hongrie (1930), mais non de l'Allemagne. La *Deutsche Studentenschaft* en effet, entendait rassembler tous les étudiants de langue allemande, y compris ceux de Dantzig et Prague, ce que les représentants scandinaves étaient prêts à accepter, mais non les Français. Ceux-ci purent durablement empêcher l'entrée de l'Union allemande car les statuts modifiés à Prague en 1921 remplacèrent le litigieux article 2 par une clause exigeant l'accord des trois quarts des voix en assemblée générale, ce qui permettait le

blocage français^[10] De ce fait ses rapports avec la CIE furent longtemps extérieurs, limités à la «collaboration sportive». Pourtant en 1928 une association étudiante allemande fut admise, qui se disait républicaine et limitait ses prétentions représentatives au territoire de la République de Weimar. Mais dès 1931 la Ligue des étudiants nationaux-socialistes prit le contrôle des associations générales d'étudiants^[11]. Diverses autres adhésions élargirent la CIE: celle de la Finlande en 1921, de l'Estonie et la Lettonie en 1924, de la Lituanie en 1929, de l'Espagne en 1930, de la Grèce en 1933, de l'Ecosse et l'Autriche en 1936, de l'Irlande en 1937. En revanche, bien que des pourparlers aient été entrepris en 1936, il n'y eut jamais de représentation de l'URSS.

D'autre part, en dépit des adhésions néo-zélandaise (1924), américaine (1927 puis 1936), mexicaine (1928), égyptienne (1933), bolivienne (après 1936), brésilienne (1937), la CIE resta une organisation essentiellement européenne^[12], sans contacts avec l'Asie orientale.

En 1936-1937 elle atteignait pourtant le maximum de son influence, avec 34 adhésions de membres titulaires, auxquelles il faudrait ajouter les «membres libres» aux statuts divers.

STRUCTURE ET ACTIVITES

La structure, très lâche, est celle d'une confédération qui n'a d'autres ressources que les contributions volontaires des Unions nationales. Les difficultés financières aggravées par la crise économique mènent en 1934 à la constitution d'un Comité de patronage présidé par le baron belge Louis Empain. Le bureau, constitué d'un président, de quatre-vice-présidents, d'un secrétaire général et d'un trésorier, n'a que des tâches d'exécution, d'autant que ses membres sont issus de pays différents, et y résident. Au Conseil annuel, qui désigne le président, chaque union dispose d'une voix. En revanche les votes au congrès, annuel également, qui s'étend sur plus d'une semaine en été^[13], sont organisés selon une péréquation complexe, dite «quotient intellectuel» du pays. Le seul élément de centralisation est le secrétariat qui se trouve à Bruxelles, au siège de l'Union nationale des étudiants de Belgique. Mais il est de peu de poids par rapport aux six commissions décentralisées, chacune confiée à une Union nationale, qui sont chargées de réaliser les objectifs de la CIE. En 1921 au Congrès de Prague, considéré comme le premier véritable congrès, la CIE était «sortie des pénibles discussions d'ordre statutaire et quittait le domaine de la politique internationale pour entrer dans celui de la réalisation corporative»^[14].

L'article premier des statuts de 1919 énumérait les objectifs de la CIE: «Créer des liens d'estime et d'amitié entre les étudiants et les intellectuels du monde entier, organiser une liaison permanente entre les organisations d'étudiants de tous les pays, coordonner les activités dans le domaine universitaire, étudier les questions internationales relatives à

l'enseignement supérieur et à la vie intellectuelle et matérielle des étudiants, contribuer à l'expansion intellectuelle.»[15] Ou, de manière plus lapidaire, «rendre toujours plus de services à tout étudiant, de quelque pays qu'il soit»[16], ou encore «pour les étudiants, par les étudiants»[17];

Pour ce faire, six commissions furent donc constituées. La première étant chargée de la préparation du congrès annuel, la troisième étant celle des finances. La cinquième commission, confiée à l'Union nationale tchèque visait à rassembler statistiques et informations sociales, mais semble n'avoir pas joué son rôle. La deuxième commission, la plus ambitieuse, était vouée à l'organisation de la coopération intellectuelle: des offices d'études en droit médecine, technique et arts, chacun géré par un pays, devaient permettre réflexions et propositions d'harmonisation sur les disciplines universitaires; en fait sauf peut-être en Médecine «la coopération intellectuelle au sein de la CIE est pleine de promesses, mais peu a été réalisé jusqu'à présent» note le rapport de 1936. Seul est l'objet de réalisations effectives l'Office de presse universitaire créé en 1932, dirigé par les Français Claude Bellanger puis surtout Jean David à partir de 1935: en 1936 est obtenue la carte de presse internationale de journaliste universitaire, tandis qu'à la fin 1938 sont recensés et partiellement reproduits 46 titres réguliers de périodiques étudiants, provenant de 14 pays, parmi lesquels principalement la France et la Tchécoslovaquie.

De ce fait, plus encore que la troisième commission (Voyages, née en 1924), c'est la commission VI, celle des Sports qui assure à la CIE sa plus grande visibilité et sa principale force d'attraction: les premiers Jeux mondiaux universitaires sont organisés en 1924 à Varsovie, suivis, avec une périodicité irrégulière (en principe tous les deux ans) par d'autres Jeux, d'hiver comme d'été, mobilisant à chaque fois semble-t-il, plusieurs centaines d'étudiants.

LA CIE ET LES QUESTIONS POLITIQUES

Mais, ne serait-ce que par les moyens matériels qu'elle supposait, l'organisation de telles activités ne pouvait se passer de l'appui des autorités, ce qui impliquait l'irruption de la politique, sous une forme plus ou moins affirmée dans le fonctionnement de la CIE, en dépit des inévitables protestations de neutralité politique de cette dernière.

Par leur caractère généreux et pacifique les objectifs affichés par la CIE la faisaient d'emblée participer à «l'esprit de Genève» et il n'est pas surprenant de noter que la CIE «sollicita dès janvier 1921 le patronage de la SDN»[18], et participa ensuite tout au long des années 1930 aux travaux du Comité d'entente des organisations internationales d'étudiants, représenté à l'Institut international de la coopération intellectuelle de la SDN, avec des résultats mal connus. Mais la CIE était en même temps le champ de rivalités nationales où les représentants étudiants, eux-mêmes plus ou moins indépendants des autorités, reproduisaient plus ou moins consciemment les options diplomatiques de leurs gouvernants. On a déjà évoqué l'opposition durable

entre d'une part le refus des étudiants français et de ceux de la « Petite entente » d'admettre une association étudiante pangermaniste et l'attitude inverse des étudiants scandinaves. Peut-être est-ce là l'origine de l'abandon en 1932 de la CIE par la plupart des organisations scandinaves, mais on manque d'informations sur ce point.

De même, l'extrême politisation de la représentation étudiante italienne, assurée dès 1923 par les Gruppi Universitari Fascisti (GUF), occasionna des heurts : des incidents eurent lieu au congrès de 1928 et la délégation italienne fut rappelée à Rome. Au congrès de 1930, mécontente de ne pas obtenir la présidence de la commission des sports, aux mains des Français, la délégation italienne menée par Roberto Maltini, député et membre du Conseil supérieur du Parti national fasciste, choisit de quitter le Congrès[19]. En janvier 1938 les GUF se retirent définitivement de la CIE, qu'un des leurs avait pourtant présidée peu de temps avant. En 1933 l'éclatement de l'Union Nationale des étudiants luxembourgeois, dont une des composantes est taxée de pro-nazie, provoque son exclusion de la CIE, avant la réunification en 1936 et son retour à la CIE en 1938[20] A l'époque du Front Populaire, l'étude de Stéphane Merceron[21] signale le ferme appui au moins financier apporté par les autorités françaises à l'UNEF pour la reprise en main de la CIE[22], à l'occasion de son congrès tenu à Paris en 1937, ce qui se traduit par l'élection du Français Claude Delorme à la présidence de la Confédération en 1938, cette dernière revenant l'année suivante au représentant d'un allié de la France, la Pologne, au sein d'un bureau où les Français occupent la moitié des postes. De même, en 1939 l'organisation des 8èmes Jeux Mondiaux Universitaires, qui avait été confiée aux étudiants allemands, leur est retirée par la CIE dès lors que ceux-ci choisissent de les tenir à Vienne au lendemain de l'Anschluss ; décision est prise par la CIE d'organiser à Monaco les Jeux de l'été 1939. L'unité du mouvement étudiant a vécu.

Mourante en 1939, totalement inactive pendant la deuxième guerre mondiale, la CIE voit dresser son acte de décès en 1945.

De cette évocation rapide[23], on retiendra surtout deux données: en premier lieu que les projets d'internationale étudiante sont extrêmement anciens; en second lieu, qu'ils ne sont viables que lorsqu'ils sont portés par un projet politique, et appuyés matériellement sur une puissance dominante; mais cette condition, clé du succès, rend de ce fait toujours aléatoire l'universalisme impartial affiché par les regroupements internationaux d'étudiants.

Sur la CIE voir également: Stéphane Merceron, « [Années trente, l'Unef à la tête de la Confédération internationale des étudiants](#) », Sous l'angle du sport universitaire, Claude-Louis Gallien, [Histoire de la confédération internationale des étudiants](#)

congrès et présidents de la CIE

1919 fondation, Strasbourg, président 1919-24 Jean Gérard (France)
 1921 1er congrès, Prague
 1922 2e congrès, Varsovie
 1922 3e congrès, Bucarest
 1923 4e congrès, Oxford
 1923 5e congrès, la Haye
 1924 6e congrès, Varsovie, présidence 1924-27 Jan Balinski (Pologne)
 1925 7e congrès, Copenhague
 1926 8e congrès, Prague
 1927 9e congrès, Rome, présidence 1927-28 Roberto Maltini (Italie)
 1928 10e congrès, Paris, présidence 1928-29 Gordon Bagnall (Angleterre)
 1929 11e congrès, Budapest, présidence 1929-31 Paul Saurin (France)
 1930 12e congrès, Bruxelles;
 1931 13e congrès, Bucarest; présidence 1931-32 Jan Pozarisky (Pologne)
 1932 14e congrès, Riga,
 1933 15e congrès, Venise, présidence 1933-34 Denis Fellows (Angleterre)
 1934 16e congrès, Nottingham,
 1935 17e congrès, Prague, 1935 Dino Gardini (Italie)
 1936 18e congrès, Sofia, présidence 1936 Roberts Plume (Lettonie)
 1937 19e congrès, Paris, présidence 1937 F-Lincoln Ralphs (Angleterre), 1938 Claude Delorme (France), 1939 Jerzy Przewdziecki (Pologne)

[1] Léon E. HALKIN: *Le premier congrès international des étudiants à Liège, 1865*, Liège 1966

[2] soit «Coeurs frères»

[3] *L'Université de Paris* octobre-novembre 1924,

[4] Sauf indication contraire l'essentiel des informations sur ce congrès de fondation provient de *Fêtes Universitaires à l'occasion du VIIIe Congrès national et interallié de l'Union Nationale des Associations d'Etudiants, compte-rendu*, Strasbourg 1920.

[5] *Fêtes Universitaires...* p 65.

[6] et non interalliée, comme on l'écrit parfois.

[7] *l'Université de Paris*, juillet-août 1924

[8] rapport du vice-président à la propagande et aux relations extérieures, Xavier de Montrichard, à Monsieur le vice-recteur de l'académie de Paris, 7 juin 1921. (Archives du rectorat de paris, CAC 20020476/341

[9] *Fêtes Universitaires...* p 126

[10] rapport du vice-président de l'UNEF au vice-recteur de l'académie de Paris, avec cette précision : «nous avons cru devoir solliciter les avis du corps diplomatique à Prague ».

[11] E. Nolte, *La guerre civile européenne*, p 410, éd des Syrtes, 2000.

[12] Tous les congrès de la CIE se tiennent en Europe.

[13] Ainsi le congrès de Paris en 1937 dure du 7 au 19 août, et comprend des visites à Versailles, Reims, Fontainebleau et au paquebot Normandie au Havre.

[14] rapport de 1936 in *Annuaire de la CIE pour 1936-1937*

[15] *Fêtes Universitaires...* p 71.

[16] *Annuaire de la CIE pour 1936-1937*, p 11

[17] ib.

[18] ib, p 298

[19] *l'A*, organe de l'AGE de Rennes, octobre 1930.

[20] Selon le site Web de l'UNEL, consulté le 23 aout 2009.

[21] Stéphane Merceron: *Aspects de l'Union Nationale des Etudiants de France à la fin des années trente*, mémoire de maîtrise, Université de Versailles-Saint Quentin, 1996, chap 3-1, «à la tête de la CIE», pp 105-126.

[22] Le 19 aout 1937 le Ministère de l'Education nationale verse 10 000 F à l'Université de Paris pour la réception des étudiants au congrès de la CIE à Paris, le chef de cabinet de Jean Zay ayant indiqué que « par un fâcheux oubli des dirigeants de L'Union Nationale des Etudiants, il ne fut pas adressé de demande officielle à ce sujet » (archives du rectorat de paris, CAC 20020476/338)

[23] On manque également de données sur l'IER, Internationale des Etudiants Révolutionnaires, attestée vers 1930 dont est membre un temps l'UFE française.

« Femme, Vie, Liberté » : Iran, un mouvement qui vient de loin.

Les mobilisations dans la jeunesse scolarisée iranienne, dont les femmes étudiantes et lycéennes sont en première ligne, ont commencé en réaction à l'assassinat d'une jeune étudiante, Mahsa Amini, et continuent autour de revendications communes : contre le port du voile obligatoire et la police des mœurs, pour la fin de la répression, sous le slogan de « Femme, Vie, Liberté ». Cette mise en mouvement, sa puissance numérique, est évidemment à mettre en relation avec le poids numérique du monde étudiant et lycéen (et des femmes en leur sein) ainsi qu'avec les mouvements précédents. En voici quelques éléments.

Étudiantes et étudiants en Iran

L'Iran compte près de 5 millions d'étudiantes et d'étudiants (chiffres 2016) pour 89 millions d'habitants (données 2020). 48% des étudiants sont des étudiantes. Ce processus de féminisation est ancien. Dès 1943 une loi a rendu l'enseignement primaire obligatoire pour les filles et les garçons, en 1978, à la veille de la révolution islamique, elles constituent 37 % des collégiens, 36 % des lycéens et 29 % des étudiants. Le nouveau régime de la République islamique introduit une rupture en recentrant l'éducation sur la religion[1], Une révolution culturelle est déclenchée par le nouveau pouvoir islamiste, entraînant la fermeture temporaire des universités (1980-1982) et donnant une impulsion décisive à l'islamisation de l'enseignement supérieur. On assiste alors à une purge massive des opposants, un contrôle idéologique et politique, des réformes idéologiques notamment en sciences humaines et sociales[2]. Toutefois la féminisation n'est pas freinée : la croissance continue, et on atteint une égalité à 1 ou 2% près selon les années à partir de 1990[3].

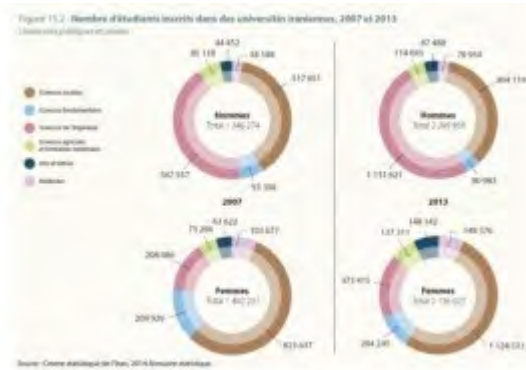
		2003-2004	2013-2014
Médecine	H	30.115	80.135
	F	100.043	100.067
Sciences Humaines	H	340.487	980.083
	F	524.482	1.100.000
Lettres, Traduction	H	83.000	80.000
	F	145.177	201.048
Sciences de l'Ingénieur	H	305.184	1.103.814
	F	94.743	304.717
Agriculture	H	80.582	111.845
	F	50.337	425.428
Aut	H	30.832	115.500
	F	58.728	184.000
Total	H	917.109	2.560.273
	F	875.010	2.253.764

Après une baisse à la fin des années 2000, la proportion de femmes dans les universités a augmenté. En 2014 on comptait 53 % d'hommes et 47 % de femmes au sein des universités iraniennes. mais la répartition varie fortement selon les cursus. La répartition est également différente selon le type d'université. Elles sont beaucoup plus présentes dans les universités publiques (56% de femmes) que dans les universités Azad (39%)[4]. Les femmes sont majoritaires au sein des universités iraniennes dans différents domaines, tels que la médecine et les sciences humaines[5].

1999 : premiers avertissements

En juillet 1999, l'Iran connaît les plus importantes manifestations d'opposition depuis 20 ans. Le Parlement, dominé par les conservateurs, restreint par une loi le droit de la presse. Le quotidien réformateur *Salam* est alors fermé. Le lendemain, 8 juillet, à Téhéran, des étudiants manifestent et s'opposent aux forces de l'ordre et aux milices. La police intervient brutalement sur le campus de la capitale et même plusieurs membres du gouvernement protestent. Le 11, les manifestations étudiantes s'étendent aux principales villes du pays. Les étudiants, malgré les interdictions de rassemblement, réclament la démission du chef de la police, dont l'attitude amène l'ayatollah Ali Khamenei lui-même à le critiquer comme irresponsable et inacceptable. Un général de police, est limogé. Mais le 13, une nouvelle manifestation étudiante, à Téhéran, dégénère en affrontements violents. Le président Khatami dénonce certaines « déviations » du mouvement de protestation qui « seront réprimées avec force » parce qu'elles « portent atteinte aux fondements du régime ». Le 14, l'Organisation de la propagande islamique effectue une démonstration de force, réunissant des centaines de milliers de personnes dans les rues de Téhéran. Les étudiants cessent leur mouvement. Le 20, dans une lettre ouverte adressée au président Khatami, vingt-quatre officiers du corps des Gardiens de la Révolution

dénoncent le « laxisme » du gouvernement et menacent de ne plus tolérer davantage de « désordres » [6]. La commémoration des dix ans de ces événements est interdite en 2009.



Le mouvement de 2019

En 2019, un mouvement bien plus vaste – mais les mondes étudiants et lycéens se sont également renforcés en nombre, et féminisés encore – se déroule en novembre et décembre.

Il y avait bien eu des manifestations de masse en décembre-janvier 2017-2018, touchant l'ensemble du pays, mais en 2019 la portée des protestations a été beaucoup plus large, tout comme la répression. Internet avait été bloqué, il y a eu plus de 500 morts, au moins 2 500 blessés et neuf mille arrestations. Le 7 décembre, 2019 à l'occasion de la journée

des étudiant.e.s, des militant.e.s universitaires iraniens ont annoncé une manifestation de solidarité avec les luttes du peuple iranien, mais aussi des peuples du Chili, du Liban, d'Irak et ailleurs. Depuis cinq années, les syndicalistes avaient fait campagne contre les politiques d'austérité de l'université et contre l'exploitation et la répression des travailleurs iraniens. Ce jour-là était publiée et lue une déclaration conjointe des syndicalistes des universités de Téhéran et d'Allameh, dont voici un extrait concernant plus particulièrement la situation des femmes [7].

« L'état actuel a été en mesure de lier la forme la plus moderne de l'exploitation avec de plus anciennes formes d'oppression. Nous sommes confrontés à un État dont les règles de droit sont influencées par l'idéologie religieuse dominante. La suppression des minorités religieuses (chrétiens, sunnites, derviches, etc.) est enracinée dans ces lois. Nous, les étudiant.e.s, défendons la liberté d'expression, la liberté de croyance et de religion, et affirmons notre solidarité dans ces revendications et ces luttes légitimes pour la libération de masse.

L'antagonisme de genre est une autre contradiction inhérente au système capitaliste, acquérant des caractéristiques spécifiques en raison du dispositif idéologique du pouvoir en Iran.

Nous, les étudiant.e.s, sommes conscient.e.s de l'importance des luttes pour l'émancipation des femmes afin de construire une société sans oppression ni exploitation, et nous considérons que toutes les formes traditionnelles et modernes d'oppression des femmes aboutissent finalement à la reproduction du capitalisme et de son existence. D'autre part, cette oppression est l'un des piliers les plus fondamentaux de l'idéologie dominante et joue un rôle décisif dans la formation de l'État au pouvoir. Les mécanismes de cette idéologie sont de contrôler et de subordonner les femmes dans tous les lieux et institutions, de la famille à l'université, au travail et dans la rue. Mais les femmes, malgré toutes leurs protestations au fil des décennies – du rassemblement des femmes en mars 1979 au rassemblement des étudiantes contre le Hijab obligatoire en mai 2019 – tout en maintenant la distance avec l'opposition conservatrice, ne sont pas restées silencieuses contre cette tyrannie. Parallèlement à ces luttes, nous, les étudiant.e.s, avons entendu la colère rugissante des femmes pour une véritable émancipation et déclarons à nouveau notre solidarité dans les luttes contre la poursuite de « l'intégration de la religion et du gouvernement » et toutes les formes de patriarcat. »

[1] Saeed Païvandi, *Islam et éducation en Iran. Echec de l'islamisation de l'école en Iran*, Paris, L'Harmattan, 2006

[2] Saeed Païvandi « État islamique et monde académique en Iran : la longue bataille continue », *La Pensée* 2020/3 (N° 403),

[3] Clotilde Reiss, « Éléments sur le système éducatif iranien », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* n°49, décembre 2008.

[4] L'université islamique Azad a été créée à Téhéran en 1982, puis s'est étendue sur d'autres sites dans le pays.

[5] Fiche Iran du ministère français des affaires étrangères, avril 2017.

[6] Voir articles du *Monde* et *Encyclopedia universalis*.

[7] Texte intégral : http://www.iran-echo.com/echo_pdf/declaration_des_etudiants.pdf

Iran : le silence des organisations étudiantes françaises

Depuis près de deux mois, en protestation contre l'assassinat de la jeune étudiante kurde Mahsa Amini, la jeunesse étudiante et lycéenne s'est levée en masse en Iran, au premier rang desquels les femmes, On s'attendait à ce que les organisations étudiantes françaises soient également en première ligne pour manifester leur solidarité.

Depuis près de deux mois, en protestation contre l'assassinat de la jeune étudiante kurde Mahsa Amini, la jeunesse étudiante et lycéenne s'est levée en masse, au premier rang desquels les femmes, entraînant d'autres couches de la population. Ce mouvement dépasse aujourd'hui les mouvements de 1999 et 2009 (voir sur mon blog, "[un mouvement qui vient de loin](#)". en durée, en détermination, comme si malgré une dure répression la peur était en train de changer de camp.

On s'attendait à ce que les organisations étudiantes françaises soient également en première ligne pour manifester leur solidarité. En Iran ce sont bien les étudiantes et les étudiants qui ont été les premiers interdits de manifestations, matraqués et bastonnés, emprisonnés, assassinés par dizaines, ce sont bien des universités qui sont investies par les forces de répression, que ce soient les milices des gardiens de la révolution, la police, les militaires. C'est bien encore une fois, comme le proclamait la [charte de Grenoble](#), fondatrice du syndicalisme étudiant français, charte dont se réclament la plupart des organisations étudiantes aujourd'hui, de l'UNEF à la FAGE, que les étudiants « déclarent vouloir se placer, comme ils l'ont fait si souvent au cours de notre histoire, à l'avant-garde de la jeunesse ».

Que peut-on constater sinon un grand silence, encore plus étonnant que sur l'Ukraine, puisqu'en Iran ce sont les universités qui sont en première ligne de la contestation et de la répression. Où est "l'avant-garde de la jeunesse française"? Depuis plusieurs semaines – c'est mon domaine – j'examine les sites internet, les réseaux sociaux, essentiellement twitter et facebook – et à ma grande surprise j'y vois beaucoup de choses : revendications syndicales, participation aux mobilisations sur le climat, protestation contre les menaces qui pèsent sur l'IVG aux USA, mais sur l'Iran, rien, en tous cas au niveau national. Ici ou là, des associations ou sections locales des diverses

organisations, font des communiqués, se joignent aux rassemblements, on pourrait dire qu'elles sauvent l'honneur. L'Association des anciens de l'UNEF a également manifesté sa solidarité dans un [communiqué](#), qui n'a d'ailleurs pas été repris ailleurs. J'ai évoqué la question lors de la rencontre nationale de l'Alternative (une des organisations représentatives) le 2 novembre, où j'étais invité avec Dominique Wallon (président de l'UNEF en 1961/1962, pendant la guerre d'Algérie) à intervenir dans la table ronde sur le syndicalisme étudiant et la transformation sociale.

Il faut savoir que dans l'Université, des laboratoires, des conseils d'université, à l'EHESS, des équipes enseignantes, jusqu'à « France université » (ancienne Conférence des présidents d'université) votent des motions. Les étudiants présents dans ces conseils votent pour sans doute, mais nous ne le savons pas, puisque leurs organisations ne communiquent pas.

Nous savons qu'il y a bien d'autres soucis pour le monde étudiant de l'hexagone et que le militantisme syndical et représentatif se heurte à nombre d'obstacles, et ce n'est pas la première fois, est-ce une raison pour oublier qu'il se passe des choses hors des frontières du pays? Nous approchons des 11 et 17 novembre, pour la première date anniversaire de la manifestation étudiante et lycéenne de 1940, premier acte de résistance contre l'occupation; pour l'autre date de la « journée internationale de l'étudiant », qui nous évoque l'internationalisme étudiant, de la lutte contre la guerre d'Algérie aux manifestations anti-guerre du Vietnam, exemples parmi de nombreux autres de luttes émancipatrices pour la liberté – d'expression, de conscience, d'organisation, l'égalité, l'indépendance vis-à-vis des tutelles politiques, religieuses ou autres.

Il ne suffit pas de commémorer, cette histoire disparaîtra des mémoires, s'éteindra, par non usage alors qu'il y a encore des motifs de raviver la flamme de la solidarité internationaliste dans tous les secteurs de la société.

Iran : le (long) silence des organisations étudiantes françaises (2)

En novembre 2022, dans ce même blog, je publiais un article, sous quasiment le même titre. 10 mois après mon constat, à l'occasion de cet anniversaire, il n'est pas inutile de connaître les suites et les réactions. Piqûre de rappel, car le silence est devenu bien long.

En novembre 2022, dans ce même blog, je publiais [un article](#), sous quasiment le même titre, dans l'espoir qu'il susciterait quelques réactions. Nous étions alors deux mois après l'assassinat de Mahsa Amini et du soulèvement des femmes et de la jeunesse en Iran, quand « les adolescentes iraniennes voulaient « que le monde regarde leur combat » comme le soulignait [ici-même](#) Jean-Pierre Perrin.

10 mois après mon constat, à l'occasion de cet anniversaire, il n'est pas inutile de connaître les suites. Autant dire qu'il n'y a quasiment rien de nouveau, d'où mon rajout de « long » au titre initial pour qualifier ce silence. A ma connaissance, après avoir revu les sites et twitter des différentes organisations, jusqu'à aujourd'hui, seule l'UNEF a publié sur son compte twitter un long [communiqué](#) le 10 décembre 2022. C'était il y a 9 mois. Depuis, de longs mois de répression, les empoisonnements, arrestations, morts se sont accumulés. Le mouvement syndical français n'est pourtant pas resté inactif, il y a eu des initiatives intersyndicales (un meeting en décembre à la Bourse du travail, une [manifestation à Paris le 8 février 2023](#)) mais les seules signatures étaient celles des confédérations et unions de salariés. Au même moment, les syndicats étudiants et lycéens siégeaient aux côtés de ces confédérations dans l'intersyndicale contre le projet de réforme des retraites, preuve que l'intersyndicalisme est possible sur des thèmes communs. La mobilisation en Iran est "[un mouvement qui vient de loin](#)", mais ne nous est finalement pas si étranger que cela. Étudiantes, étudiants, personnels des universités iraniennes ont besoin de solidarité internationale : prises de position communes, manifestations, rassemblements. Mahsa Amini était une jeune femme, étudiante, Kurde... Quoi de plus « intersectionnel » que ces mobilisations en Iran où s'entremêlent la parole des femmes, droits des minorités nationales, aspirations de la jeunesse, volonté d'émancipation, revendications universitaires, libertés syndicales, questions démocratiques, politiques ? Peut-on regarder ailleurs quand, le 29 août, le président iranien Ebrahim Raïssi déclare à la télévision nationale « Si quelques individus ont

l'intention d'enfreindre la loi, c'est à l'université elle-même de ne pas le permettre (...) Aujourd'hui, il y a ceux qui cherchent à entrer à l'université avec l'intention de violer la loi, de troubler l'ordre. Eh bien, les universités fonctionnent dans un cadre (...) Sans aucun doute, en ce qui concerne les universités, il faut souligner constamment l'importance du respect de la loi et du respect de la discipline. » Ce discours éclaire ce qui se déroule depuis plusieurs mois à l'université : licenciements de professeurs, arrestations, expulsions d'étudiants; l'intimidation s'accompagne d'autres mesures répressives et sécuritaires au sein des universités depuis la rentrée et surtout de l'anniversaire du soulèvement de 2022. Visiblement, le régime est inquiet du potentiel de soulèvement existant dans les universités. Dans un document confidentiel en date du 10 janvier 2023, [récemment dévoilé](#), apparaît l'objectif de placer au sein des universités, comme enseignants, des membres des pasdarans et de la milice.

Entre les murs de nos établissements universitaires et scolaires, la rentrée se fait sans que l'on ne s'y intéresse et surtout que personne ne pousse à s'y intéresser (que font les avant-gardes?). Il y a pourtant des préoccupations internationales qui retiennent l'intérêt des organisations de jeunesse : le climat par exemple. Il y eut aussi la solidarité avec les femmes états-uniennes quand la Cour suprême des USA remit en cause le droit à l'avortement. On vit alors communiqués et rassemblements de solidarité en France. Les femmes iraniennes confrontées à la politique nataliste de leur État ne méritent-elles pas les mêmes égards et attentions ?

L'Université est une « Plaque sensible de la société », ce silence étudiant est-il le révélateur d'une indifférence plus globale de la société, et plus particulièrement de la gauche, à l'égard de ce qui est hors de nos frontières nationales ? Regardons du côté de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, ou même la répression qui frappe en Russie, particulièrement l'Université avec son cortège d'exclusions d'étudiants, d'amendes, de licenciements d'enseignants, de dissolutions d'organisations.

Dire que le prochain Festival mondial de la jeunesse et des étudiants se tiendra en Russie, à Sotchi, et qu'il sera ouvert par un "grand ami de l'Iran", Vladimir Poutine !

1er MAI. DOCUMENT: LES ÉTUDIANT·ES UKRAINIEN·ES LANCENT UN APPEL AUX ÉTUDIANT·ES DE FRANCE

Nous avons reçu de la part du syndicat étudiant ukrainien Priama Diia que nous avons [déjà présenté sur notre site](#), un appel qu'ils nous demandent de porter à la connaissance du public étudiant, et de transmettre aux organisations étudiantes de France, ce que nous avons fait [avec un dossier](#) comportant la lettre d'un lycéen qui nous est parvenue ensuite. Nous avons déjà prévu – dès que l'occasion et les possibilités matérielles le permettront – d'organiser une réunion d'information avec des étudiants ukrainiens portant sur l'histoire comme sur l'actualité des mouvements étudiants en Ukraine. L'appel est suivi d'une lettre d'un lycéen et d'une déclaration du 1er mai.

APPEL

Depuis le 24 février 2022, les étudiant·es ukrainien·nes vivent une guerre qu'ils n'ont pas voulue en raison de l'agression impérialiste de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Beaucoup d'entre nous ont perdu leurs parents, leurs sœurs, leurs frères et leurs amis dans les bombardements. Certaines de nos universités ont été détruites. Des milliers d'étudiant·es ont dû fuir l'endroit où elles et ils vivaient, étudiaient et trouver refuge dans d'autres villes, sans logement et sans ressources. Pire, des étudiant·es vivent sous occupation russe, soumis·es à la terreur. Les autorités russes les obligent à prendre un passeport russe et à travailler pour quelques centimes sans aucune garantie.

Nous vivons dans la peur de tout perdre, y compris notre vie lorsque les sirènes retentissent.

En plus de cette situation dramatique, la politique du gouvernement ukrainien à l'égard des étudiant·es ne tient pas compte de notre situation. Pour des raisons d'économies budgétaires et de magouilles, il ferme les universités les moins rentables avec leurs dortoirs qui accueillent habituellement des étudiant·es réfugié·es. La répartition des ressources financières entre les universités est opaque et on peut penser que la corruption règne au sein du ministère de l'éducation. Le ministre de l'éducation a récemment démissionné.

Pour défendre nos droits et nos conditions d'études et de vie, nous avons créé le syndicat étudiant Priama Diia (Action directe). Par ailleurs, tous les problèmes qui existaient avant le 24 février 2022 demeurent : abus de pouvoir de la part des administrations universitaires, discrimination, corruption, décisions néfastes du ministère de l'éducation et des sciences envers les étudiant·es, demandes de frais supplémentaires de scolarité ou excessifs, etc. Ces derniers mois, en raison de ces menaces, les tensions sociales avec les étudiant·es ont conduit à plusieurs campagnes de protestation, dont les plus importantes ont été [l'action pacifique des étudiant·es de l'Académie ukrainienne de l'imprimerie à Lviv](#) contre la réorganisation de l'université et le [mouvement Students UA](#), qui se bat pour le droit des étudiant·es ukrainien·nes dans les universités étrangères de partir à l'étranger pour poursuivre leurs études. Les militant·es de Priama Diia ont participé à ces deux campagnes.

En raison de la guerre, d'une part, et de la politique néolibérale des autorités ukrainiennes, d'autre part, la situation sociale des étudiant·es ne cesse de se dégrader.

C'est pourquoi notre syndicat d'étudiant·es ukrainien·nes souhaite ouvrir un dialogue avec les étudiant·es de France et leurs organisations. Nous avons besoin de votre solidarité. Notre syndicat est basé sur les principes de solidarité avec les groupes opprimés et exploités dans notre pays et au niveau international.

Nous avons besoin de votre solidarité !

10 avril 2023

Les relations UNEF/UGEMA. Entre internationalisme et diplomatie ?

Robi MORDER

Cette contribution n'a pas pour objet de reprendre ce qui a déjà été écrit et dit sur la question tant sur l'UNEF que sur l'UGEMA, mais de nous attacher aux interactions entre ces deux organisations au moment de la guerre d'Algérie. En effet, il y a deux histoires parallèles : sur les débats et prises de position de l'UNEF d'un côté¹, sur l'UGEMA de l'autre. Toutefois, il convient de constater que si la disponibilité des archives et des témoins a permis au fur et à mesure aux chercheurs d'explorer le versant UNEF, cela devient plus rare du côté UGEMA, et il faut en conséquence saluer le travail pionnier de Guy Pervillé² qu'il serait souhaitable de rééditer, ainsi que celui plus récent de Clément Moore Henry³ rassemblant une série de témoignages.

Pour aborder les rapports entre ces deux entités distinctes, nous avons choisi de l'approcher sous l'angle d'une sociologie historique de la négociation, ce qui nous amène à nous demander si l'UNEF et l'UGEMA sont des alliées, des « partenaires/adversaires », des concurrentes comme nous nous le demanderions dans toute négociation. Nous commencerons par identifier les acteurs (sont-ils semblables, de même nature), les enjeux de ces relations, les contraintes qui pèsent sur les acteurs et leurs interactions, et la localisation du jeu dans différentes arènes. Il s'agit bien évidemment d'une ébauche présentée lors de notre journée d'études du 27 octobre, enrichie d'éléments de la discussion, ébauche qui méritera d'être approfondie.

Identifier les protagonistes

L'UNEF a été fondée en 1907 par six associations générales d'étudiants (AGE) sous le nom d'UNAEF (Union nationale des associations d'étudiants de France), dénommée parfois UNAGEF, puis connue comme UNEF. Depuis la fin du 19^{ème} siècle la création des AGE dans les villes universitaires a été encouragée par les autorités académiques et étatiques, comme lieux de socialisation et d'intégration de futures élites dans la Nation. En revanche, la fédération de ces associations en une union nationale entamait une dynamique de type syndicale et revendicative de défense des intérêts corporatifs, ce qui n'était d'abord pas souhaité par ces mêmes autorités. Toutefois, c'est bien une communauté de vues, de destin, dans laquelle baignent la 3^e République et l'union étudiante, partageant les mêmes valeurs laïques et républicaines. Nul besoin de contrôle du ministère des affaires étrangères – qui contribue pour moitié au financement de l'UNEF – pour que les « étudiants de France » représentent les intérêts et l'image du pays dans les arènes internationales estu-

¹ On se contentera de renvoyer aux ouvrages issus des thèses de nos amis Jean-Yves Sabot, *Le syndicalisme étudiant et la guerre d'Algérie*, Paris, L'Harmattan, 1995 et Eithan Orkibi, *Les étudiants de France et la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, 2012 et aux bibliographies extrêmement fournies.

² Guy Pervillé, *Les étudiants algériens de l'université française : 1880-1962, populisme et nationalisme chez les étudiants et intellectuels musulmans algériens de formation française*, Paris, CNRS, 1984. Dans un colloque de mars 1992, Guy Pervillé a actualisé sa recherche sur l'UGEMA, cette contribution publiée dans les actes du colloque *Mémoire et enseignement de la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte/IMA 1993, Tome 1, p 175.

³ Clément Moore Henry, *UGEMA*, Alger, Casbah éditions, 2012, édition augmentée 2012.

diantines : fêtes universitaires, congrès et conférences de la CIE (Confédération internationale des étudiants) et de l'UIE (Union internationale des étudiants)¹.

Avant guerre la vision est celle de « la plus grande France ». En décembre 1938 le conseil d'administration de l'UNEF adopte une motion proposée par les présidents des différentes associations d'étudiants d'outre-mer protestant « contre toute idée de cession du territoire colonial et assur[ant] le gouvernement Français de leur indéfectible attachement »². Sous la 4^e République c'est dans « l'Union française » que les dirigeants étudiants maintiennent une certaine idée de la mission civilisatrice et émancipatrice de la France. C'est une volonté intégratrice qui l'amène à encourager l'adhésion dans les AGE des étudiants « indigènes », même à accepter, voire encourager, la constitution de groupes culturels ou confessionnels, ce qui peut susciter parfois l'hostilité au sein de ces associations (l'AGEA en 1931 reproche aux étudiants musulmans de « faire bande à part »). Le 13^{ème} congrès national décide de l'admission de l'AEMAN (Association des étudiants musulmans d'Afrique du Nord) dans l'UN. « Nos camarades de la métropole sur l'œuvre de la France en Algérie, sur son œuvre de colonisation et d'assimilation qu'ils ignoraient beaucoup trop souvent [L'adhésion est votée] « à une grosse majorité à condition que l'amicale adhère à l'UN en tant que groupement associé de l'AGEA »³.

Toutefois, l'UNEF refuse, au sein des institutions internationales étudiantes – UIE, CIE - de reconnaître comme unions nationales à égalité de droits et devoirs ces mêmes étudiants coloniaux. Les Britanniques adoptent dans leur *Commonwealth* une attitude différente, reconnaissant les unions nationales, ce qui permet d'ailleurs d'augmenter le nombre d'unions alliées à la NUS (*National union of students*) anglaise dans la diplomatie internationale étudiante.



Le local de l'AGEA à Alger. Coll. Privée.

A Alger, l'AGEA est membre de l'UNEF et a connu dans son histoire des politiques différentes vis-à-vis des musulmans. Au congrès de 1908 tenu à Alger elle tente de s'opposer à la mise à l'ordre du jour d'un point sur « l'instruction des étudiants indigènes », en 1919 elle crée une catégorie d'adhérents sans vote (la même année les juifs, exclus de l'AGEA, fondent une UGEA ouverte à tous). Les étudiants musulmans sont admis collectivement à l'UNEF en 1924, en 1930 Ferhat Ahbas est vice-président de l'UNEF alors qu'il préside au même moment l'AEMAN (Association des étudiants musulmans d'Afrique du Nord). A

¹ Robi Morder, Caroline Rolland Diamond (coord), *Étudiant(e)s du monde en mouvement. Migrations, cosmopolitisme et internationales étudiantes*, Paris, Syllepse, 2012.

² Stéphane Merceron, « Années 1930, l'UNEF à la tête de la Confédération internationale des étudiants », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, N°86, « 1907, une union étudiante est née », 2007.

³ *Alger étudiant*, 26 juillet 1929, rendant compte du 13^{ème} congrès national de l'UN.

plusieurs reprises les étudiants musulmans se sont dotés – au sein de l'AGEA – de structures ou de représentations particulières, mais selon les bureaux qui se succèdent il y a des variations. En 1936, l'AGEA rompt avec l'AEMAN qui avait refusé l'absorption par fusion intégrale sans autonomie, en 1939, il y a réconciliation. En 1946, l'AGEA supprime la représentation spéciale des étudiants musulmans tout en désignant un vice-président aux étudiants musulmans (qui peut être un Français). Au congrès de Grenoble de l'UNEF en 1946 un délégué des étudiants marocains intervient expliquant « nous demandons notre indépendance », mais les délégués refusent qu'au congrès de l'UIE qui doit se tenir à Prague, les associations maghrébines soient considérées comme UN¹.

Quand démarre la guerre d'Algérie, l'UNEF a près d'un demi-siècle. Elle s'est reconstituée, voire refondée après la Libération avec la « charte de Grenoble ». Elle gère la mutuelle étudiante, cogère depuis 1955 les « œuvres universitaires », elle est reconnue par les autorités comme par tous les acteurs politiques et confessionnels étudiants comme l'unique représentante des intérêts corporatifs estudiantins. Dans un monde syndical qui a accentué sa division avec la guerre froide – coexistent CGT, CGT-FO, CFTC, CGC et des syndicats autonomes catégoriels – l'UNEF est une exception (comme la FEN dans le milieu enseignant), elle est devenue le « syndicat unique des étudiants ».

L'UGEMA est de création plus récente, et comme son homologue français, a connu une « préhistoire », avec notamment la création à Alger en 1919 de l'AEMAN, d'abord Amicale, puis Association des étudiants musulmans d'Afrique du Nord, avec le concours de notables et en relation aussi avec les autorités françaises². Le projet d'une union nationale étudiante de plein exercice commence à se concrétiser dès 1953. La création de l'UEAP (Union des étudiants algériens de Paris) est une initiative en ce sens, comme l'est aussi l'appel de l'AG de l'AEMAN le 27 février 1955, le tout dans un espace concurrentiel de projets concomitants. A noter : en décembre 1954 à Alger, le nouveau bureau de l'AEMAN se réconcilie avec l'AGEA qui fait à nouveau rentrer des musulmans dans son bureau.

C'est dans le contexte de l'accélération du processus de lutte pour l'indépendance après le 1^{er} novembre 1954 que finalement a lieu le congrès constitutif de l'UGEMA du 8 au 14 juillet 1955 à la salle de la Mutualité, à Paris. Bien évidemment, la dimension corporative est présente, comme la fonction de sociabilité, mais vue la condition de l'étudiant musulman, les dimensions culturelles et politiques font de l'UGEMA un type d'union différente du type UNEF. Les étudiants musulmans sont une minorité à Alger même, un dixième, encore plus minoritaires dans les universités de métropole. Ils partagent des aspirations, qui vont devenir revendications, non seulement culturelles mais nationales, dans la perspective de l'indépendance. « L'histoire de la création de l'UGEMA reflète les interactions complexes qui existent entre les étudiants relativement indépendante du FLN [...] la création d'une union nationale algérienne était inévitable après que les étudiants tunisiens eurent créé leur union »³.

L'UNEF est présente au premier congrès de l'UGEMA, en la personne de son vice-président Outre-Mer, Robert Chapuis (qui siège au bureau du syndicat pour la minorité). Il est « d'autant plus libre qu'il n'est lié par aucun mandat du congrès de Nice »⁴. La « querelle du M » - faut-il fonder une UGEA (Union générale des étudiants algériens) comme le

¹ Les deux comptes-rendus de la commission des affaires coloniales et de la commission Outre-Mer sont reproduits dans Robi Morder (coord.), *Naissance d'un syndicalisme étudiant*, Paris, Syllepse, 2006.

² Guy Pervillie, *op. cit.* p. 45.

³ Clément Moore Henry, « Introduction », *op. cit.*

⁴ *Les sources du syndicalisme étudiant depuis 1945*, p 179.

préconisent l'UEAP et les associations de Toulouse, de Dijon, ou une UGEMA comme le défend l'AEMAN à Alger - agite plus les Algériens qu'elle ne pose de problèmes aux Français. D'un certain point de vue le « M » donne vis-à-vis de l'extérieur à l'UGEMA une dimension « amicale confessionnelle » ce qui permet d'éviter les reproches au sein de l'UNEF, puisque l'UGEMA ne se présente pas alors comme union nationale de plein exercice. Cette ambiguïté (association et non union nationale) « évite les problèmes avec les majos »¹. Et il convient aussi de rappeler qu'il est d'usage alors de parler des Musulmans pour qualifier les « indigènes », le terme d'Algériens est réservé plutôt aux Français d'Algérie.

Ceci nous amène à une question : les deux parties se connaissent-elles véritablement ? Les militants UGEMA peuvent être membres de UNEF, ils en connaissent les débats – les comptes-rendus et les textes circulent – ces débats sont publics – la presse en rend compte. La réciproque n'est pas totale : l'UNEF ignore les débats internes de l'UGEMA, ce qui tient en partie évidemment (mais en partie seulement) à la situation de militants parfois contraints à une semi-clandestinité même en 1955, et à la clandestinité totale ensuite avec la répression. Cela n'est pas sans conséquences sur l'évolution des relations entre les deux organisations.

**« Pas de rapports possibles avec l'U.G.E.M.A.
dans les circonstances actuelles »**
DÉCLARE L'UNION DES ÉTUDIANTS DE FRANCE

Le Monde 4 juin 1956, fonds documentaire de la Cité des mémoires étudiantes.

Les enjeux :

Que cherchent ensemble ou séparément les deux organisations ? Quels sont les contenus latents des prises de position manifestes, officielles.

Officiellement, l'UGEMA inscrit son action dans la perspective de l'indépendance, elle est partie prenante du mouvement de libération nationale. De son côté, l'UNEF ne se prononce pas pour l'indépendance, elle commence par affirmer une opposition à la guerre, privilégiant la négociation, puis vers la fin de la guerre pour le droit du peuple algérien de se prononcer sur l'indépendance. Le contenu latent de ces prises de positions officielles distingue les deux organisations. Si du côté de l'UGEMA l'officiel et l'objectif recherché concordent, c'est l'indépendance de l'Algérie, l'UNEF est dans une situation différente. Une bonne part des militants, des dirigeants de la « mino », sont partisans de l'indépendance, ou en tous cas convaincus de son inéluctabilité, mais ne peuvent l'assumer, ou en tous cas le faire assumer par l'organisation étudiante. C'est ainsi que la « conférence nationale étudiante pour la solution du problème algérien » de juillet 1956 est organisée, non par l'UNEF mais par des anciens responsables de l'UNEF, qui ne sont censés engager qu'eux-mêmes et non le syndicat étudiant, ni même la mino.

L'UNEF et ses AGE, disposant d'une expérience corporative, avec les services, la cogestion, la mutuelle, ne peuvent abandonner cette dimension en prenant position sur la guerre. Il y a évidemment un habitus syndical qui rend en quelque sorte naturel ce type d'activité

¹ Robert Chapuis, *Les chrétiens et le socialisme*, Paris, Calman-Lévy, 1976.

tant pour les majos que pour les minos. L'attention portée dans ce domaine par les diverses équipes « mino » qui se succèdent après 1956 s'explique aussi par le fait que les succès corporatifs, les « services » permettent d'asseoir la crédibilité, la légitimité de l'UNEF, crédibilité et légitimité qui se reportent sur les prises de position plus « politiques », à condition que celles-ci répondent aux contraintes de chaque moment de l'action comme nous le verrons plus bas.

Pour l'UGEMA, comme pour toute organisation étudiante, la fonction corporative est bien évidemment importante. Le FLN, puis le GPRA, confie à l'UGEMA le soin de gérer les bourses d'études, d'autant qu'après la dissolution de l'UGEMA de plus en plus d'étudiants poursuivent leurs cursus hors de France¹. Toutefois il n'y a pas de revendications étudiantes vis-à-vis de l'Etat (et pour cause, il n'existe pas encore d'Etat algérien), et le corporatif est étroitement mêlé au politique : « pour atteindre cet objectif fondamental [l'Algérie de demain] il n'était pas question pour l'UGEMA de se cantonner seulement dans la lutte pour la démocratisation de l'enseignement et la lutte contre l'analphabétisme [...] dès sa création l'UGEMA s'engage-t-elle résolument dans la Révolution entreprise par le peuple algérien pour le changement radical des structures coloniales existant en Algérie.»²

Si l'on prend toutefois les valeurs de ces deux unions telles qu'elles apparaissent dans les textes fondateurs pour l'UGEMA, ou « refondateur » pour l'UNEF avec la charte de Grenoble, dans les deux cas la mission conférée à l'étudiant est sinon identique, en tout état de cause extrêmement semblable. L'étudiant a un rôle intellectuel, il lui incombe d'être à l'avant-garde de la jeunesse et d'être inséré dans la Nation, le monde du travail, le peuple. L'on sait que pour l'UNEF le « jeune travailleur intellectuel » se situe à l'avant-garde de la jeunesse, est intégré dans la Nation, ayant comme devoir d'acquérir une compétence technique. Pour l'UGEMA, l'étudiant ne doit pas non plus être séparé du peuple, il s'intègre dans la Nation par sa participation à la lutte pour l'indépendance. En France, dès 1955, les étudiants « occupent une place importante dans le Fédération de France du FLN » et mènent une activité spécifique en direction des ouvriers immigrés³. Ils ont également comme rôle de renouer les contacts avec les intellectuels, les mendésistes, les progressistes, les libéraux de Jacques Chevallier, les journalistes, les anticolonialistes, l'UNEF⁴. Les besoins en techniciens, ingénieurs, cadres, administrateurs, etc. qui seront ceux d'un nouvel Etat indépendant rendent d'autant plus important pour l'étudiant algérien le devoir d'acquérir ce que la charte de Grenoble appelle la « compétence technique ». L'on comprend ainsi les réticences et oppositions au sein même du FLN et de l'UGEMA à la grève générale illimitée des cours – voir l'appel au maquis – des étudiants algériens en 1956⁵. Alors que le nombre d'étudiants algériens est déjà réduit, faut-il de surcroît rajouter des difficultés alors que la pénurie de cadres formés est prévisible ? La fin de la grève fut décidée en octobre 1957 sauf pour Alger où de toutes façons, la situation était intenable pour les étudiants musulmans.

¹ Voir les tableaux statistiques dans Guy Pervillé, *op. cit.*

² UGEMA, *Les étudiants algériens en lutte*, cité dans « Doctrine de l'UGEMA », in André Mandouze, *La Révolution algérienne par les textes*, Paris, Maspéro, 1961, p 133.

³ Benjamin Stora, *Les immigrés algériens en France, une histoire politique, 1912-1962*. Paris, Fayard, 2002. Chapitre « Etudiants, tous au Front ! », p. 239 et s.

⁴ Jacques Simon, *L'immigration algérienne en France, des origines à l'indépendance*, Paris, Méditerranée, 2000. p. 325.

⁵ Guy Pervillé indique qu'une « minorité non négligeable refusa d'obéir et fut exclue du maquis ». Colloque de 1992, voir les actes, *op. cit.*

Fin 1960 pour des raisons à la fois pratiques mais aussi politiques l'Etat major général demande la mobilisation des médecins et des étudiants, en vue de les « soustraire » à l'influence des « doctrines étrangères » (nassérisme, baassisme, marxisme)¹.



Affiche de l'AGEA. Coll. privée.

Les contraintes

Les contraintes ne sont pas identiques pour les deux unions.

L'UNEF agit dans un territoire donné, l'Hexagone, avec un Etat-Nation constitué, entretenant des relations de coopération avec l'Etat, en toute indépendance, dans une université qui connaît une massification, certes toute relative, avec 200 000 étudiants (180 000 en 1957, 215 000 en 1961, 6% des 20-24 ans)² pour un peu plus de 40 millions d'habitants.

L'UGEMA agit dans un univers différent. Le corps étudiant est en 1956 de 1200, dont la moitié à Alger. Il est dispersé entre l'Algérie – mais l'on sait qu'il leur est quasiment impossible d'étudier à la faculté d'Alger depuis la radicalisation vers l'extrême-droite de l'AGEA – et la France, puis, après la dissolution de l'UGEMA, principalement à l'étranger, une grande partie aux USA, en Suisse, en Allemagne, dans les pays de l'Est, au Moyen-Orient. Si le FLN n'est pas à l'origine de l'UGEMA, les dirigeants étudiants y ont adhéré. Le lien avec le « gouvernement » FLN est devenu plus un lien d'intégration et de subordination. Depuis sa dissolution le 27 janvier 1958, l'UGEMA existe à l'étranger, mais en

¹ Mohammed Harbi, *FLN, mirage et réalité*, Editions Jeune Afrique, 1985, p. 270.

² Alain Monchablon, « L'apogée d'un mouvement syndical », in, Jean-Philippe Legois, Alain Monchablon, Robi Morder (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Syllepse, 2007, p.71.

France à partir de 1958, ce sont des sections universitaires intégrées dans la Fédération de France.

Dans les deux organisations, l'unité du corps étudiant est affirmée.

Du côté algérien cette unité est vécue comme unité nationale dans le cadre de la lutte, elle est constitutive de l'identité nationale, ce qui se traduit dans les débats autour du « M ». L'identité en référence à l'identité religieuse est limitée dans le temps, puisqu'il est admis (et ce sera le cas) que l'UGEMA deviendra UGEA (en fait UNEA) à l'indépendance. Mais cette « querelle du M » qui paraissait réglée à la création, rebondit au 4^e congrès de l'UGEMA en 1960, d'une part autour de la question de la validation de candidatures de délégués algériens non musulmans (notamment de Berlin), comme avec les positions de sections du Moyen-Orient se référant à un nationalisme arabe laïc. « Même pour les plus « orientaux » de nos compatriotes étudiants, ceux qui sont uniquement de culture arabe et qui travaillent dans les universités du Moyen-Orient, l'association du qualificatif de musulman au substantif algérien est quelque peu désuète, anachronique, le nationalisme arabe ayant remplacé le panislamisme dans les aspirations de leurs camarades moyen-orientaux »¹.

Pour l'UNEF l'unité est un type de contrainte différent. Pour elle, la contrainte unitaire est d'autant plus importante que ce syndicat regroupe un étudiant sur deux. C'est la raison pour laquelle la mino avance prudemment. Les minos, même (surtout) devenus majoritaires sont « contraints à la prudence »² mais il est peut-être exagéré de parler de « strate générationnelle prudente »³. La mino avance progressivement pour ne pas mettre en péril l'unité de l'organisation. Mais c'est l'objet bien évidemment de débats au sein de la mino où il peut y avoir des partisans de rythmes différents. D'ailleurs, la contrainte de l'unité paraît plus lourde en 1957 qu'en 1961. Avec la 5^e République les contraintes institutionnelles ont changé pour une UNEF qui pouvait sous la Troisième ou la Quatrième jouer un rôle de « groupe de pression » adapté à un régime parlementaire. Les relations avec les pouvoirs publics sont devenues plus ténues (contrairement à la scission MEF de 1957, en 1961 le gouvernement De Gaulle-Debré soutient la scission FNEF). La bataille des sursis, l'insertion dans le mouvement syndical français, ont renforcé – malgré la scission – l'UNEF dans ses capacités d'action. Le latent devient de plus en plus manifeste, avec « un nouveau vocabulaire pour une nouvelle période »⁴. On est passé de la conférence de juillet 1956 – officiellement sans l'UNEF – à l'engagement officiel de l'UNEF après le congrès de Lyon de 1960, avec la déclaration commune avec l'UGEMA, puis la prise de position commune des deux unions étudiantes sur la question de la souveraineté algérienne sur le Sahara « sans être soutenus par aucun partenaire ni du PCF, ni de la CFTC, ni de la CGT »⁵.

L'on pourrait parler enfin d'un type de contrainte particulier, une sorte « d'auto-contrainte » que constitue la norme de fait existant tant à l'UNEF qu'à l'UGEMA dans cette période, à savoir la commune hostilité à la présence de communistes dans les directions de l'une ou de l'autre. Au sein de la mino qui dirige l'UNEF « il y a eu un veto appor-

¹ Entretien avec Mohammed Harbi, et texte de Claudine et Pierre Chaulet, « A propos de l'intégration des minorités dans la nation algérienne », Tunis le 12 juin 1960, dactylographié. Coll. Privée.

² Alain Monchablon, *op. cit.* p. 79.

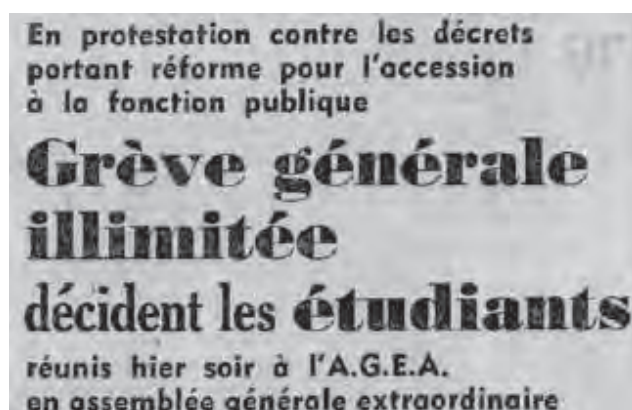
³ Hanane-Nadja Boukhatem-Lakjaa, *Le regard du syndicalisme étudiant sur la guerre d'Algérie, regards croisés franco-algérien sous la 4^{ème} République*, Mémoire de Master I d'histoire, URCA 2007, p 36.

⁴ Eithan Orkibi, *Les étudiants de France et la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, 2007 p. 242.

⁵ Dominique Wallon, intervention au colloque « 50 ans de syndicalisme étudiant », Ressay - UNEF - UNEF ID, mars 1996, in Robi Morder (coord.), *Naissance d'un syndicalisme étudiant*, Paris, Syllepse, 2006, p 198.

té et débattu [...] qui a fonctionné jusqu'au congrès de 1962 »¹. Du côté algérien, Pierre et Claudine Chaulet s'opposant à l'argumentation suivante : « L'unité nationale, l'unité de la révolution a été et est menacée spécialement au sein du mouvement étudiant par le travail fractionnel de certains éléments prenant leurs ordres auprès d'un parti qui ne s'est pas intégré dans le mouvement national » en concluent « en termes clairs, « musulman » veut dire « non communiste »² La « querelle du M » trouve là une de ses sources. C'est au nom du danger de « noyautage » ou de déloyauté, d'un corps obéissant à d'autres règles, en quelque sorte « étranger » qu'il est difficile d'intégrer que s'est instaurée cette exclusive. C'est aussi une manière de donner une image de « respectabilité » vis-à-vis de ses propres opinions publiques ou d'un gage donné à des autorités institutionnelles.

Cette « espèce de tradition de fermeture aux militants communistes »³ prend fin des deux côtés de la Méditerranée quand s'achève la guerre. Il n'y aura plus de blocage du côté UNEF, et en Algérie l'UGEMA, devenue UNEA, voit nombre de ses militants et les dirigeants se rapprocher du parti communiste algérien ou y adhérer⁴.



La Dépêche quotidienne, 5 mai 1956,

fonds documentaire de la Cité des mémoires étudiantes.



Le Monde, mai 1956, fonds documentaire de la Cité des mémoires étudiantes.

¹ *Idem*, p. 196.

² Pierre et Claudine Chaulet, texte cité, p 6.

³ Dominique Wallon, témoignage cité, p. 198.

⁴ Voir Houari Mouffok, *Parcours d'un étudiant algérien : de l'UGEMA à l'UNEA*, Saint-Denis, Bouchène, 1999.

Les arènes

Les lieux où se nouent, se distendent, se renouent les relations - mais où se jouent les coups et contrecoups – sont multiples. L'espace peut être national (à Alger comme en métropole) et international.

Alger occupe une place certes importante, mais différente pour l'UNEF ou l'UGEMA.

A Alger, si les relations sont pour le moins difficiles entre « musulmans » et « français », il faut également s'intéresser aux relations entre Alger et la direction de chacune des organisations protagonistes. Du côté UNEF, Alger n'est pas le centre de l'union, ce n'est qu'une AGE parmi d'autres. L'AGEA ne représente pas toute l'UNEF, et d'ailleurs dans sa radicalisation elle échoue à entraîner l'UNEF. Le bureau national condamne les actions menées contre le meeting de l'UGEMA par l'AGE de Montpellier en février 1957. Avec la création de l'Union des étudiants français d'Algérie à Paris, soutenue par Montpellier comme par l'AGEA, évidemment en dehors de l'UNEF, l'escalade continue. Elle se poursuit le 4 mai avec la grève de l'AGEA qui proteste contre le décret d'intégration de musulmans dans la fonction publique. C'est ensuite que la section d'Alger de l'UGEMA estimant la situation dangereuse pour les étudiants musulmans, minoritaires, les appelle à la grève illimitée. Le 26 mai le bureau de l'UNEF publie un communiqué semblant renvoyer dos à dos l'UGEMA et l'AGE d'Alger, ce qui soulève les protestations de l'AGEA à l'encontre de « ce parallèle particulièrement déplacé »¹. La chronologie des événements atteste de la responsabilité du CAU (Comité d'action universitaire) de Mousseron et de l'AGEA dans la montée des tensions au sein des mondes étudiants à Alger.

La section d'Alger de l'UGEMA n'est certes pas toute l'UGEMA, mais là, la symbolique est évidemment puissante, puisque c'est la seule section présente en territoire national algérien. En réaction aux prises de position de l'AGEA, comme aux menaces physiques, la section d'Alger, qui a pris la décision de l'appel du 19 mai 1956 à la grève illimitée et à rejoindre le maquis, entraîne le comité directeur de l'UGEMA à étendre la grève à tout l'Hexagone le 25 mai. Mais il se confirme que « l'initiative semble être venue des étudiants d'Alger et non de dirigeants hauts placés »².

La dimension internationale recoupe trois espaces : espace du Maghreb, celui plus global de l'Afrique, et celui des organisations internationales comme arène de type diplomatique.

Dans l'espace Maghreb, l'évolution différente de chacun des trois pays dans ses rapports avec la France, amène à la fois à la distinction de trois mouvements étudiants nationaux succédant à ce qui put apparaître comme un mouvement maghrébin. L'UGEMA algérienne est à la fois en solidarité et en distinction des unions de Tunisie et du Maroc.

Dans ce que l'on peut qualifier l'espace de « l'union française » - ou espace colonial - les relations entre l'UNEF d'une part et d'autre part le comité anticolonial, l'AEMNA/AEMNAF, la FEANF (Fédération des étudiants d'Afrique noire en France) se sont dégradées. La rupture avec l'UGEMA en 1956 a eu comme conséquence la rupture avec la FEANF qui travaillait principalement avec le comité anticolonialiste, le comité de liaison des étudiants d'Outre-Mer, le Groupement des étudiants africains en sanatorium, l'UGEMA, l'UGEG (Guadeloupe), l'UGEG (Guyane), l'AEOM malgache, l'UNEM (Maroc), l'UGET (Tunisie), la section étudiante de l'Union vietnamienne, l'UNEF et l'UGE

¹ Communiqué de l'AGEA du 29 mai 1956, Recueil Jean-Louis Jay, Cité des mémoires étudiantes.

² Clement Moore Henry, Introduction, *op. cit.*

(Union des grandes écoles). Dans son journal la FEANF fait un compte-rendu élogieux du congrès de l'UGEMA. Les relations avec l'UGE sont également remises en cause en 1957 quand cette dernière s'intègre à l'UNEF. L'UGEMA est présente aux 6^{ème} et 7^{ème} congrès de la FEANF (décembre 1956 et décembre 1957)¹. Au 8^{ème} congrès la Fédération subordonne la reprise des relations avec le syndicat étudiant français à « une prise de position politique sans équivoque sur le problème algérien »². Ces unions et comités se déclarent totalement solidaires de l'UGEMA et de l'indépendance, ce que l'UNEF ne fait, ou ne peut encore faire.

Au sein de l'espace diplomatique international les prises de position tant de l'UIE (Union internationale des étudiants) que de la CIE (Conférence internationale des étudiantes) isolent la France. L'UGEMA a obtenu une reconnaissance en tant que telle par ces organisations ; elle est acceptée comme union nationale étudiante à la CIE de Colombo en 1956, et quelques mois plus tard comme membre associée à l'UIE. Si pour l'UIE dominée par l'Est la position anticolonialiste est de principe, la CIE plus « occidentale » (mais accueillant les unions étudiantes des « non alignés ») a des positions en la matière comparable à celle de la diplomatie US qui entend limiter l'influence française en espérant s'y substituer d'une autre façon, tout en ne laissant pas non plus d'espace à l'URSS et ses alliés. Mais ces congrès et conférences internationales sont aussi l'occasion de continuer « plus ou moins clandestinement »³ le dialogue.

L'isolement de l'UNEF pèse sur ses représentants et dirigeants, isolement qui prend fin quand l'UNEF et l'UGEMA renouent officiellement à Lausanne le 6 juin 1960.

Conclusion :

Entre 1956 et 1962 l'UNEF conquise par la mino a révélé une continuité malgré la succession des générations dirigeantes étudiantes et quelles qu'aient été les différenciations internes. Cette continuité a permis une évolution sans ruptures majeures au sein de la mino, avec la préoccupation constante du maintien des liens avec les Algériens, le mouvement étudiant marchant en éclaireur du reste de la société, et pas uniquement comme avant-garde de la jeunesse comme le stipulait la charte de Grenoble. L'UGEMA de son côté a vécu une moindre continuité, d'abord en raison de la répression. La dissolution de l'organisation par le gouvernement français a amené une structuration plus éclatée entre section étudiante de la Fédération de France, et sections de l'UGEMA dans les autres pays. Les changements de dirigeants ont été plus importants, toujours en raison de la répression, mais aussi du fait de la nécessité pour le FLN d'avoir des cadres formés et qui donc devaient abandonner leurs fonctions étudiantes. Enfin, les conflits internes, parfois réfraction des conflits au sein du FLN, ont accentué ces discontinuités.

Il est souvent rappelé qu'aussi bien l'UNEF que l'UGEMA ont été des pépinières de cadres dirigeants politiques, tant l'on trouve de part et d'autre de la Méditerranée d'anciens leaders étudiants occupant des responsabilités politiques. Pour l'UNEF, l'on a déjà relativisé le propos. Les députés, sénateurs, ministres anciens responsables du syndicalisme étudiant ne constituent pas – loin de là – le devenir de la majorité des dirigeants de l'UNEF (les grandes écoles ou les mouvements politiques de jeunes sont une voie plus sûre d'accéder à

¹ Nicolas Bancel, « Le conflit entre l'UNEF et l'UGEMA et la radicalisation des mouvements étudiants coloniaux (1938-1960) », in Nicolas Bancel, Daniel Denis et Youssef Fates (dir.), *De l'Indochine à l'Algérie, la jeunesse en mouvements des deux côtés du miroir colonial, 1940-1962*, Paris, La Découverte.

² Charles Diané, *La FEANF et les grandes heures du mouvement syndical étudiant noir*, Paris, l'Harmattan, p 96.

³ Maurienne (Jean-Louis Hurst), « Notre génération et l'expérience algérienne », *Partisans* n° 6, septembre-octobre 1962, Paris, Maspéro, p 29.

ces responsabilités). De surcroît, pour la « génération algérienne » de l'UNEF, il faut attendre entre 20 et 30 ans – c'est-à-dire l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 – pour que certains de ces quadragénaires et quinquagénaires deviennent ministres ou députés, ayant eu dans l'opposition le temps d'exercer des responsabilités professionnelles, syndicales, associatives, ou de mandats publics locaux¹. Du côté des responsables de l'UGEMA, à la fois pour les raisons déjà soulignées (besoins importants et faible nombre de cadres disponibles) comme pour les raisons politiques (le mouvement étudiant algérien est partie prenante du mouvement de libération qui triomphe avec l'indépendance), l'aspiration au sein des lieux de pouvoirs politiques et administratifs du nouvel Etat est patente au sein du FLN surtout au lendemain de l'indépendance.

Derrière la « querelle du M » se dessinaient les enjeux de la conception de la nation algérienne, mais pas celle des relations avec l'UNEF. Si au cours de ces années la question de l'Algérie et des relations avec l'UGEMA a été un des points principaux des débats, des congrès et des actions de l'UNEF, ce n'était pas le cas de l'UGEMA. Certes, son agenda, dans les contraintes des nécessités de la lutte, était autre. Des deux côtés se sont posées les questions de la pratique internationaliste : simple solidarité internationale ou vision d'un autre monde du côté des Français ? Un nationalisme internationaliste se souciant des évolutions d'ensemble, donc se souciant de la gauche française ou alors un nationalisme plus restreint adoptant le modèle de relations interétatiques avec des convergences uniquement ponctuelles, mais où chacun aurait le souci de son intérêt particulier ? C'est en réalité la question de l'internationalisme qui était posée.

Mais n'oublions pas les conditions concrètes de l'action pour des organisations placées dans des situations différentes. Pour y réfléchir, tentons une uchronie, en imaginant quelle aurait été l'histoire si en 1940 l'UNEF avait pris position ouvertement en faveur de la lutte pour la libération nationale, passant dans la Résistance et tombant dans la clandestinité...



Enveloppe timbrée pour le 50^{ème} anniversaire de l'UGEMA. Coll. privée.

¹ Voir la liste de noms donnée en annexe par Alain Monchablon, *Histoire de l'UNEF*, Paris, PUF, 1983.

Il y a 75 ans, le 17 novembre 1945, le congrès mondial des étudiants à Prague

En pleine guerre mondiale, en décembre 1941 est créée à Londres un Conseil international des étudiants (*International Students Council*), puisque de nombreuses organisations étudiantes européennes y sont exilées. Les Tchèques proposent de faire du 17 novembre la journée internationale des étudiants, en souvenir du 17 novembre 1939. (Voir [« Il y a 80 ans, le 17 novembre 1939: aux origines de la « Journée internationale des étudiants »](#)).

En 1944, l'ICS se dissout « pour faire place à une meilleure et nouvelle forme de coopération étudiante » avec la création d'un conseil mondial de la jeunesse. Les 24 et 25 mars 1944, la NUS (*National Union of Students*) britannique convoque une réunion des nations alliées.

24 délégués représentant 13 nations décident de recréer une nouvelle internationale mais aucune décision n'est prise, vu le faible nombre de pays. L'on est encore en guerre. Une nouvelle réunion se tient à Londres en avril 1945, au même moment que l'UNEF réunit son congrès à Dax dans une France libérée. Les liens s'établissent alors.

Un congrès de la jeunesse du monde est convoqué du 31 octobre au 10 novembre 1945 à Londres en vue de créer une Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD), C'est l'occasion de réunir les étudiants, environ 150. L'idée de reconstituer la Confédération internationale des étudiantes (CIE) d'avant-guerre n'est défendue que par quelques délégations, dont le président de l'UNEF, Villedieu, qui n'est d'ailleurs pas suivi par le bureau. Les étudiants prolongent leur séjour de quelques jours pour se rendre à Prague, sur l'invitation de l'union des étudiants de Tchécoslovaque qui entend réunir dans la capitale tchécoslovaque libérée, le 17 novembre, un congrès étudiant représentatif.

Le 17 novembre 1945, le Théâtre Lucerna est plein à craquer, les 600 délégués de 52 pays sont salués par Masaryk en personne. Si des liens informels seront établis avec la FMJD, l'internationale étudiante en devenir en sera indépendante. En effet, il est décidé de créer une nouvelle internationale étudiante, mais de ne la fonder formellement que l'année suivante lors un congrès constituant préparé par un comité préparatoire international. (Voir [« Il y a 70 ans, le Comité préparatoire international \(CPI\) de janvier 1946 »](#))

Celui-ci se met en place, et l'UNEF y est en bonne place, [Pierre Rostini](#) le préside. L'Union internationale des étudiants sera composée non de cartels, mais d'une union nationale d'étudiants par pays, comme le demandent les Français. Elle est créée en 1946. (Voir: [« Il y a 70 ans, Prague, en août 1946: le congrès de fondation de l'Union internationale des étudiants »](#)).

Un grand merci à Tom Madden qui fut le secrétaire général de l'UIE de 1946 à 1951, avec qui nous avons depuis une vingtaine d'années organisé des réunions de travail, en présence de Paul Bouchet et de Pierre Rostini, notamment celle organisée par le Germe, la Cité et l'AAUNEF le 30 octobre 2013 ([« Un pont entre l'Est et l'Ouest? l'UIE ou le pari étudiant »](#)), et pour les Journées archives et mémoires étudiantes de novembre 2015 par Skype depuis les USA où il réside. A l'occasion de plusieurs voyages en Europe, Tom Madden a déposé de nombreux documents à la Cité des mémoires étudiantes. Son témoignage et ses apports permettent de mieux discuter des thèses développées dans plusieurs travaux, alors que l'on ignore ce que sont devenues les archives de l'UIE

Pour aller plus loin:

Roland Demarcy, *L'Union internationale des étudiants, des origines à nos jours*, thèse de 3^e cycle en Histoire des relations internationales, Paris 1, 1978.

Joël Kotek, *Paix et guerre parmi les jeunes et les étudiants : les organisations internationales de jeunesse et d'étudiants dans la Guerre froide, 1935-1967 : contribution à l'étude de la Guerre froide* Thèse IEP Paris, 1993

Robi Morder et Caroline Rolland-Diamond, *Etudiant-e-s du monde en mouvements: migrations, cosmopolitismes et internationales étudiantes*, Paris, Syllepse, 2012.